Commission de l'aménagement du
territoire

Déposé le : 21/04/05

N° CAT-49

Secrétaire : Marc Painchaud

PROJET DE LOI NO° 62
LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES
NOTES EXPLICATIVES «ARTICLE PAR ARTICLE»

11 AVRIL 2005

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi s'inscrit dans le processus de révision des lois municipales et propose de regrouper et de simplifier les dispositions de diverses lois municipales qui traitent des compétences municipales.

Ce projet attribue ainsi aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté, dans divers domaines de leur compétence, des pouvoirs administratifs et réglementaires en des termes généraux afin d'accentuer leur marge de manœuvre dans l'exercice de leurs compétences. Ce projet favorise une plus large application des dispositions du Code civil applicables aux personnes morales.

Ce projet de loi réserve, dans le cadre de cette loi, la forme réglementaire aux décisions qui ont un caractère normatif.

Ce projet de loi consacre à nouveau la compétence des municipalités locales dans les domaines de la culture, des loisirs, des activités communautaires et des parcs, du développement économique local, de l'énergie et des télécommunications, de l'environnement, de la salubrité, des nuisances, de la sécurité et du transport. Dans le cas des municipalités régionales de comté, le projet de loi maintient les compétences existantes tant pour celles qu'elles exercent concurremment avec les municipalités locales que celles qui leur sont exclusives; il précise également leur compétence en matière de cours d'eau et de lacs.

À ces fins et aux fins de concordance, le projet de loi modifie ou abroge diverses lois qui régissent le domaine municipal.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2);
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
- Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4);
- Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1);
- Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2);
- Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3);
- Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);
- Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5);
- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01);
- Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1);

- Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8.2);
- Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3);
- Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14);
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1);
- Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2);
- Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1);
- Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13);
- Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité

(L.R.Q., chapitre S-41);

- Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1);
- Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12);
- Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2);
- Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-9).

LOIS ABROGÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur les colporteurs (L.R.Q., chapitre C-30);
- Loi de tempérance (S.R.Q., 1964, chapitre 45).
- Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4).

Note : Les références législatives inscrites au bas de chaque article, qui visent essentiellement des dispositions du Code municipal du Québec et de la Loi sur les cités et villes, peuvent être incomplètes. Elles sont données à titre indicatif seulement.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p><i>Remplacer l'intitulé du titre I par le suivant :</i></p> <p>CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION</p>	<p>Cette modification fait ressortir que le titre I vise à la fois le champ d'application de la loi (organismes visés) et son interprétation.</p>
<p>PROJET DE LOI NO° 62</p> <p>LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES</p> <p>LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :</p> <p>TITRE I</p> <p>DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES</p>	
<p>1. La présente loi s'applique aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté, à l'exception des villages nordiques, cris ou naskapi.</p>	<p>La présente loi, qui consiste essentiellement en une révision des dispositions pertinentes du <i>Code municipal du Québec</i> (L.R.Q., chapitre C-27.1) et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (L.R.Q., chapitre C-19), régit les municipalités locales et les municipalités régionales de comté. Elle ne vise pas les villages nordiques, cris ou naskapi qui sont régis respectivement par la <i>Loi sur les villages nordiques</i> et l'<i>Administration régionale Kativik</i> (L.R.Q., c. V-6.1) et la <i>Loi sur les villages cris et le village naskapi</i> (L.R.Q., chapitre V-5.1). Ne sont pas visées les communautés métropolitaines de Québec et de Montréal, auxquelles s'appliquent des lois particulières, soit la <i>Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec</i> (L.R.Q., chapitre C-</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	37.02) et la <i>Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal</i> (L.R.Q., chapitre C-37.01).
<p>2. Les dispositions de la présente loi accordent aux municipalités des pouvoirs leur permettant de répondre aux besoins municipaux, divers et évolutifs, dans l'intérêt de leur population. Elles ne doivent pas s'interpréter de façon littérale ou restrictive. (628 CM)</p>	<p>Il s'agit d'une disposition interprétative fondamentale qui colore toutes les autres dispositions du projet de loi. Elle énonce l'objet du projet de loi en prévoyant que les fonctions municipales (fournir des services, régir les comportements des citoyens) doivent être centrées sur le bien-être de la population du territoire desservi par la municipalité.</p> <p>De plus, la dernière phrase de cet article interdit l'interprétation stricte des dispositions du projet de loi et illustre le virage entamé par les tribunaux en matière d'interprétation des compétences municipales.</p> <p>En effet, le projet de loi s'inscrit dans la foulée des nouvelles lois adoptées par d'autres provinces canadiennes, dont l'Alberta et la Colombie-Britannique, qui accordent aux municipalités des pouvoirs en des termes généraux. Antérieurement, les pouvoirs octroyés par la loi (notamment le <i>Code municipal du Québec</i> et la <i>Loi sur les cités et villes</i>) aux municipalités étaient très détaillés.</p> <p>Une décision récente de la Cour suprême du Canada (<i>Calgary c. Procureur général de l'Alberta, 2004 CSC 19</i>) fait état du constat suivant : la rédaction des lois municipales en des termes généraux reflète la véritable nature des municipalités modernes qui ont besoin de souplesse pour réaliser les objets de leur loi habilitante. Il faut donner à une loi octroyant des pouvoirs aux municipalités en des termes généraux une interprétation large, en fonction de ses buts et</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	de ses objets plutôt que de sa lettre.
<p>3. Toute disposition d'un règlement d'une municipalité adopté en vertu de la présente loi, inconciliable avec celle d'une loi ou d'un règlement du gouvernement ou d'un de ses ministres, est inopérante.</p>	<p>Cette disposition est cohérente avec les principes généraux d'interprétation et de droit administratif:</p> <p>1° la coexistence de dispositions législatives habilitant, dans un même domaine de compétence, le gouvernement et les municipalités à régler dans la mesure où elles sont appliquées de façon subsidiaire. Deux dispositions réglementaires, adoptées l'une par le gouvernement et l'autre par une municipalité pourront coexister si elles n'entrent pas en conflit. Il y a conflit direct lorsqu'un texte impose ce que l'autre interdit. La simple existence d'une loi provinciale ou fédérale dans un domaine donné n'écarte pas le pouvoir des municipalités de régler cette matière. (<i>Spraytech c. Ville de Hudson</i>, 2000/1 2 R.C.S. 241, 270-271);</p> <p>2° la conformité d'un règlement municipal aux lois du Québec et du Canada et aux chartes des droits et libertés.</p>
<p>TITRE II</p> <p>LES COMPÉTENCES D'UNE MUNICIPALITÉ LOCALE</p> <p>CHAPITRE I</p> <p>GÉNÉRALITÉS</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 4</p> <p><i>Ajouter, à la fin du deuxième alinéa de l'article 4, la phrase suivante : « Néanmoins, une municipalité locale ne peut déléguer un pouvoir dans ces domaines que dans la mesure prévue par la présente loi. »</i></p>	<p>Cette modification a pour but de limiter la généralité du deuxième alinéa de l'article 4, afin qu'une municipalité locale ne puisse déléguer que les pouvoirs impliquant l'exercice d'une discrétion que le législateur l'aura autorisée à déléguer (par exemple, les articles 25, 38, 61, etc.). On crée ici un lien logique, comme on le fait à l'article 5 entre ce dernier et les pouvoirs réglementaires qui se retrouvent dans les différents chapitres du titre II.</p> <p>Rappelons qu'en vertu de la maxime <i>delegatus non potest delegare</i>, principe de droit public, une municipalité locale ne peut déléguer que les pouvoirs discrétionnaires que le législateur l'autorise à déléguer.</p> <p>A noter que ce procédé ne limite aucunement le pouvoir d'une municipalité locale de faire appel au secteur privé par contrat de service dans les cas où elle ne délègue pas de pouvoir discrétionnaire (ex. : cueillette des ordures ménagères, déneigement). Les dispositions du Code civil sur les contrats et celles des lois municipales sur l'octroi des contrats (soumissions publiques) continuent de s'appliquer.</p>
<p>4. En outre des compétences qui lui sont conférées par d'autres lois, toute municipalité locale a compétence dans les domaines suivants:</p> <p>1° la culture, les loisirs, les activités communautaires et les parcs ; (524.1, 524.3.1, 524.4, 555.2, 564 CM / 413 (33°), 415(4°), 471, 471.0.2.1, 471.0.3 LCV)</p> <p>2° le développement économique local, dans la mesure prévue au chapitre III ;</p> <p>3° la production d'énergie et les systèmes communautaires de télécommunication ; (557(6°) (8°) CM / 454, 455 LCV)</p>	<p>Cette disposition illustre les domaines dans lesquels une municipalité locale peut exercer ses compétences. L'énumération de ces domaines n'est pas limitative puisque d'autres lois lui confèrent aussi des compétences (ex. : <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>).</p> <p>Le deuxième alinéa de cet article prévoit aussi qu'une municipalité locale peut adopter toute mesure non réglementaire (politique, directive, octroi d'un contrat et autre décision de nature administrative) dans ces domaines ainsi qu'en matière de services de</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>4° l'environnement ; (547, 548, 548.1, 550, 555.2, 557 (1°) (2°) (9°) (10°) (11°), 627 (4°) CM / 413 (10°) (11.1°) (21°) (22°a) (26°) (32°) (33°), 415 (25°), 423, 424, 425, 436, 444 LCV)</p> <p>5° la salubrité ; (490, 551 CM / 410, 413 (1°) (21°) LCV / 76 à 82 de la Loi sur la qualité de l'environnement)</p> <p>6° les nuisances ; (546, 828, 829 CM / 463 LCV)</p> <p>7° la sécurité ; (440 (d) (e), 443 (d) (e) (f), 540 (2°), 555 (3°), 555.2, 557 (5°) (6°), 627 (1°), 790, 831, 832 CM / 412 (19°) (21°) (41°), 413 (32°) (33°), 445, 446, 464 (3°) (4°) (7°) LCV)</p> <p>8° le transport. (440 (f), 523, 557 (5°) (6°), 567, 567.1, 625, 625.1, 627 (5°) (13°), 631 (6°), 735, 751, 752, 757, 758, 759, 763, 790, 795, 796, 797, 826, 831, 832, 887, 888 CM / 415 (1°) à (3°) (4°a) (5°) (6°) (7°a) (9°) (19°) (21°) (23°) (33°) (39°) (40°), 445, 446, 466 (2°) (4°) (6°) LCV)</p> <p>Elle peut adopter toute mesure non réglementaire dans les domaines prévus au premier alinéa ainsi qu'en matière de services de garde à l'enfance. (552 CM / 412 (46°) LCV)</p>	<p>garde à l'enfance.</p> <p>Cette disposition rédigée en termes généraux remplace des dizaines de dispositions actuelles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> qui autorisent une municipalité à prendre des décisions administratives (ex. : ouvrir ou fermer une route, construire une bibliothèque, aménager ou entretenir un port ou un aéroport sur son territoire, etc.). Sur le plan formel, de telles mesures non réglementaires se concrétiseront par l'adoption d'une résolution.</p>
<p>5. Dans le cadre de la présente loi et dans la mesure qui y est prévue, une municipalité locale adopte un règlement lorsqu'elle veut rendre obligatoire une règle de caractère général et impersonnel.</p>	<p>Cet article explique quand peut être employée la forme réglementaire mais il ne confère en soi aucun pouvoir réglementaire aux municipalités. Dans le cadre du projet de loi, la forme réglementaire est réservée aux règles de caractère général et impersonnel qu'une municipalité veut rendre obligatoires. Il s'agit d'appliquer aux municipalités la notion de règlement reconnue par la doctrine du droit administratif et analogue à celle qui se retrouve à la <i>Loi sur les règlements</i> (L.R.Q., chapitre R-18.1).</p> <p>Ainsi, si une municipalité locale veut régir une activité en imposant à ses adeptes l'obtention préalable d'un permis, elle procédera par</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>règlement.</p> <p>Cet exercice de réserver la forme réglementaire aux règles de caractère général et impersonnel qu'une municipalité veut rendre obligatoires se poursuivra dans le cadre des travaux sur le livre 3 de la révision des lois municipales qui porte sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités.</p>
<p>ARTICLE 6</p> <p><i>Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 6, les mots « un cautionnement » par les mots « l'obligation de fournir une sûreté ».</i></p>	<p>Cette modification a pour but de permettre aux municipalités plus de marge de manœuvre dans le choix des garanties qu'elles peuvent exiger pour assurer la remise en état des lieux lorsqu'une personne exerce une activité ou effectue des travaux sur le domaine public. En effet, le cautionnement est une des sûretés prévues par le Code civil (aussi dépôt, hypothèques, etc.).</p>
<p>6. Dans l'exercice d'un pouvoir réglementaire prévu par la présente loi, toute municipalité locale peut notamment prévoir :</p> <p>1° toute prohibition ;</p> <p>2° les cas où un permis est requis et en limiter le nombre, en prescrire le coût, les conditions et les modalités de délivrance ainsi que les règles relatives à sa suspension ou à sa révocation ;</p> <p>3° l'application d'une ou de plusieurs dispositions du règlement à une partie ou à l'ensemble de son territoire ; (563 (3° d) CM / 413 (25.1° d))</p> <p>4° des catégories et des règles spécifiques pour chacune ; (563 (3° d) CM / 413 (25.1° d))</p> <p>5° un cautionnement pour assurer la remise des lieux en état lorsqu'une personne exerce une</p>	<p>Il s'agit ici d'habiliter expressément les municipalités, dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir réglementaire prévu au projet de loi, à édicter certaines règles.</p> <p>Bien qu'ils ne s'appliquent pas déjà tous à l'ensemble des domaines de compétence, la plupart de ces pouvoirs se retrouvent déjà au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i>. Toutefois, le pouvoir de prohibition y est moins étendu. À noter que des lois d'autres provinces sur les compétences municipales comportent un tel pouvoir d'édicter des prohibitions. Cet élargissement du pouvoir de prohibition devra s'exercer dans le respect, notamment, des chartes des droits et libertés de la personne.</p> <p>Le dernier alinéa reprend le contenu de l'article 1 et du deuxième</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>activité ou effectue des travaux sur le domaine public ; (415 (14°) LCV)</p> <p>6° des règles qui font référence à des normes édictées par un tiers ou approuvées par lui. Ces règles peuvent prévoir que des modifications apportées à ces normes en font partie comme si elles avaient été adoptées par la municipalité locale. De telles modifications entrent en vigueur à la date fixée par la municipalité aux termes d'une résolution dont l'adoption fait l'objet d'un avis public conformément à la loi qui la régit. (555 (5° a) (8° a) (8° b), 563 (3° b) CM / 412-23.1° b) et f), 412-23.2° a) et b) LCV)</p> <p>Par ailleurs, lorsqu'une municipalité locale requiert, en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa, un permis de commerçant itinérant, ce permis ne peut être délivré qu'à une personne qui démontre qu'elle a préalablement obtenu un permis conformément à la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1). (Loi sur les colporteurs, L.R.Q., chapitre C-30)</p>	<p>alinéa de l'article 9 de la <i>Loi sur les colporteurs</i> (L.R.Q., chapitre C-30) qui sera abrogée en vertu de l'article 226 du projet de loi. Cette disposition vise à harmoniser l'exercice des pouvoirs dévolus aux municipalités avec les dispositions de la <i>Loi sur la protection du consommateur</i> (L.R.Q., chapitre P-40.1).</p>
<p>CHAPITRE II</p> <p>CULTURE, LOISIRS, ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES ET PARCS</p>	
<p>7. Toute municipalité locale peut réglementer les services culturels, récréatifs ou communautaires qu'elle offre et l'utilisation de ses parcs. (524.2 CM / 414 (8°), 471.0.1 LCV)</p>	<p>Il s'agit ici de généraliser le pouvoir d'une municipalité locale de réglementer les services culturels, récréatifs et communautaires qu'elle offre et ses parcs. C'est ce que prévoit la législation actuelle, par exemple, à propos des bibliothèques municipales.</p> <p>Le but de cette disposition n'est pas de permettre aux municipalités d'établir par règlement ce qui est acceptable au niveau culturel. Toutefois, cela n'empêche pas une municipalité d'adopter des règlements qui, au chapitre de la sécurité, pourraient avoir des effets sur l'exécution d'une prestation de nature culturelle. De même, lorsqu'elle loue un de ses équipements culturels, une municipalité</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>locale pourrait exiger dans le bail le respect de certaines conditions reliées à des considérations associées à des domaines qu'elle régleme (environnement, nuisances, salubrité, sécurité, etc.).</p>
<p>ARTICLE 8</p> <p><i>Retirer l'article 8.</i></p>	<p>Le contenu de cet article se retrouve au premier alinea de l'article 91, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives aux programmes d'aide.</p>
<p>8. Toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme en vertu duquel elle accorde des subventions ou des crédits de taxes aux artistes professionnels au sens de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01) et aux artistes au sens de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1). Une personne morale sous le contrôle d'un tel artiste ou un groupement de tels artistes qui n'est pas une personne morale peut bénéficier du programme à la place de l'artiste qui contrôle la personne morale ou des artistes qui forment le groupement.</p> <p><i>(9.1 CM / 28.0.1 LCV)</i></p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 9</p> <p><i>Modifier l'article 9 par le remplacement :</i></p> <p>1° dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « Toute municipalité locale peut, après avoir avisé celle qui a compétence sur le territoire concerné, établir à l'extérieur de son territoire » par les mots « Toute municipalité locale peut, sur son territoire ou à l'extérieur de celui-ci, après avoir avisé la municipalité concernée, établir ou exploiter »;</p> <p>2° dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « le maintien » par les mots « l'exploitation ».</p>	<p>Un tel amendement permet à la municipalité locale d'établir en commun avec des partenaires, sur son propre territoire, un équipement que la version initiale du projet de loi l'autorise à établir uniquement à l'extérieur de son territoire. Le pouvoir général prévu à l'article 4 (alinéa 1, paragraphe 1° et alinéa 2) de prendre toute mesure non réglementaire en matière de culture n'est pas suffisant pour établir un tel partenariat, sur son propre territoire, sans disposition expresse.</p> <p>L'établissement en commun d'un tel équipement requiert qu'une municipalité partage avec son ou ses partenaires l'exercice de pouvoirs discrectionnaires (choix du soumissionnaire, gestion, exploitation) que lui a spécifiquement confiés le législateur. Or, en vertu de la maxime <i>delegatus non potest delegare</i> et du nouveau libelle du deuxième alinéa de l'article 4, une municipalité, qui agit en vertu de pouvoirs qui lui sont délégués par le législateur, ne peut déléguer ses pouvoirs sauf si la loi l'y autorise expressément.</p> <p>L'ajout des mots « ou exploiter » vise à ne pas soustraire de pouvoirs aux municipalités par rapport à ceux qu'elles détiennent actuellement. Il s'agit d'une modernisation des mots « et maintenir » que l'on retrouve dans les dispositions qui ont inspiré l'écriture de l'article 9.</p>
<p>9. Toute municipalité locale peut, après avoir avisé celle qui a compétence sur le territoire concerné, établir à l'extérieur de son territoire un équipement culturel, récréatif ou communautaire avec un organisme à but non lucratif, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement.</p>	<p>Cet article se justifie par sa portée extraterritoriale. Selon l'article 31 de la <i>Loi sur l'organisation territoriale municipale</i> (L.R.Q., chapitre O-9), une municipalité a, sous réserve de toute disposition contraire, compétence sur son territoire. Ainsi, une compétence extraterritoriale</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Elle peut également, à l'extérieur de son territoire, accorder une aide à une personne pour l'établissement et le maintien d'équipements et de lieux publics destinés à la pratique d'activités culturelles, récréatives ou communautaires.</p> <p>8 (2°), 524.3, 524.3.1, 524.5 CM/28 (2b), 471.0.2, 471.0.2.1, 471.0.4 LCV)</p>	<p>doit être accordée expressément par la loi.</p> <p>L'article 9 du projet de loi reprend des dispositions existantes du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>, à la différence qu'on a ajouté l'obligation d'aviser préalablement la municipalité qui a compétence sur le territoire où l'équipement sera établi et ce, dans le but d'assurer une meilleure concertation intermunicipale.</p>
<p>CHAPITRE III</p> <p>DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL</p>	
<p>ARTICLE 10</p> <p><i>Supprimer le troisième alinéa de l'article 10.</i></p>	<p>Le contenu du troisième alinéa de cet article se retrouve aux premier et troisième alinéas de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>10. Toute municipalité locale peut, dans le but de favoriser son développement économique, établir et exploiter :</p> <p>1° un centre de congrès ou un centre de foires ;</p> <p>2° un marché public ;</p> <p>3° un embranchement ferroviaire ;</p> <p>4° un bureau d'information touristique.</p>	<p>Cette disposition prévoit les types d'équipements favorisant le développement économique qu'une municipalité locale peut établir et exploiter. De tels pouvoirs exécutifs spécifiques ne sont généralement pas repris dans le projet de loi sauf, comme dans le domaine du développement économique, pour fonder la compétence exécutive à laquelle se greffent les pouvoirs octroyés par le <i>Code civil du Québec</i>. L'article 10 du projet de loi est un regroupement des dispositions existantes.</p> <p>Quant au deuxième alinéa de l'article 10, le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Elle peut confier l'exploitation d'un centre visé au paragraphe 1° du premier alinéa à une personne.</p> <p>Elle peut aussi aider à l'établissement ou à l'exploitation d'un tel centre. (14.9, 524.6, 524.7, 625.2, 630 (1°) CM / 29.11, 457 (1°), 471.0.5, 471.0.6, 471.0.7 LCV)</p>	<p>permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir discrétionnaire n'est délégué, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la municipalité locale de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).</p>
<p>11. Toute municipalité locale peut, par règlement, régir :</p> <p>1° l'utilisation des services offerts dans les équipements prévus au premier alinéa de l'article 10 ;</p> <p>2° les activités économiques ;</p> <p>3° l'exposition, le port ou la distribution d'imprimés ou d'autres objets sur une voie publique ou sur un immeuble privé. 543, 544 (1°) (2°) (8°), 627 (10°), 630 (1°)(2°)(3°)(6°)(9°) CM / (413 (16°) (17°), 414 (3°) (5°) (6°) (7°) (12°), 415 (20°) (36°), 457, 459 (2°), 460(1°) (3°) (4°) (5°) (6°) (7°) (10°) (11°) (13°) LCV / article 75 de l'annexe C de la <i>Charte de la Ville de Québec</i>)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise en des termes plus généraux de concepts déjà prévus dans les lois municipales.</p> <p>Actuellement, en ce qui concerne le pouvoir de régir les activités économiques, le <i>Code municipal du Québec</i> et la <i>Loi sur les cités et villes</i> permettent, dans des dispositions distinctes, à une municipalité locale de régir :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les jeux de hasard; -les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions et autres représentations publiques; -l'affichage de placards; -les porteurs de journaux; -les marchés publics et les activités qui s'y déroulent; -prohiber les abattoirs privés; -l'exercice des métiers et industries de tout genre; -arcades, salles de tir, jeux électroniques et salles de jeux électroniques; -vente à l'encan (système de permis); -prêteurs sur gage, regrattiers et marchands de bric-à-brac;

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> -agents de publications, colporteurs, vendeurs et crieurs publics; -bureaux de renseignements ou de placement; -permis de livraison; -véhicules de non-résidents qui font du commerce ou des affaires sur son territoire (système de permis); -commerçants non-résidents qui font affaire sur son territoire (système de permis); -vente dans les rues et les places publiques; -vente de chevaux.
<p>ARTICLE 12</p> <p><i>Modifier l'article 12 par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots «et accorder une aide à tout organisme à but non lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire».</i></p>	<p>Ce pouvoir d'aide est repris aux premier et troisième alinéas de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>12. Toute municipalité locale peut constituer un organisme à but non lucratif dont le but est de fournir un soutien technique à une entreprise située sur son territoire et accorder une aide à tout organisme à but non lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire.</p> <p><i>(8.1 CM / 28.0.0.1 LCV)</i></p>	<p>Cet article reprend les dispositions actuelles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>13. Toute municipalité locale dont le territoire est compris dans celui d'une municipalité régionale de comté doit contribuer annuellement au soutien du centre local de développement par le versement d'une somme dont le montant est déterminé par un règlement de la municipalité régionale de comté ou selon des règles prévues par celui-ci.</p> <p>En l'absence d'un règlement visé au premier alinéa au moment de l'adoption du budget de la municipalité régionale de comté pour un exercice financier, le montant de la somme que doit verser chaque municipalité locale pour cet exercice est celui déterminé conformément au règlement prévu au troisième alinéa.</p>	<p>Cette disposition assure le financement des centres locaux de développement par les municipalités.</p> <p>Le gouvernement est habilité à intervenir pour fixer les règles de financement seulement si la municipalité régionale de comté n'a pas adopté de règlement à cet effet.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Le gouvernement peut, par règlement, prévoir les règles permettant de déterminer le montant de la somme que chaque municipalité locale doit verser dans la circonstance prévue au deuxième alinéa. Ce règlement peut prévoir des règles qui varient d'une municipalité régionale de comté à l'autre.</p> <p>La somme est intégrée à la quote-part que la municipalité locale doit payer à la municipalité régionale de comté conformément à l'article 205.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1). (688.11 CM)</p>	
<p>14. L'article 13 s'applique à toute municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>Dans le cas de la Ville de Montréal, si plusieurs centres locaux de développement exercent leurs activités sur le territoire de la municipalité, le règlement prévu au premier alinéa de l'article 13 doit établir des règles de répartition de la somme entre ces centres.</p> <p>Les deuxième et troisième alinéas de l'article 13 ne s'appliquent pas à la Ville de Laval. (627.3 CM / 466.3 LCV)</p>	<p>L'article 14 rend l'article 13, qui porte sur la contribution locale au soutien financier du centre local de développement, applicable à une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté.</p> <p>Le deuxième alinéa est nécessaire pour prévoir des règles exceptionnelles dans le cas de Montréal, seule ville à l'égard de laquelle la loi permet l'établissement de plus d'un centre local de développement (article 93, 2^e alinéa de la <i>Loi sur le ministère du développement économique et régional et de la recherche</i>, L.Q., 2003, chapitre 29).</p> <p>À noter que la municipalité locale peut accorder une aide en vertu de cette disposition du projet de loi, malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (L.R.Q., chapitre I-15) (voir art.89, 2^e alinéa du projet de loi).</p>
<p>CHAPITRE IV</p> <p>ÉNERGIE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>15. Toute municipalité locale peut, par règlement, régir l'utilisation de l'énergie qu'elle produit. (557 (6°) CM / 449 (1°b) (1°c), 454 LCV)</p>	<p>Cette disposition reproduit en des termes plus généraux des notions prévues au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i>. À noter que la décision relative à l'établissement de tout système de production d'énergie se prend au moyen d'une mesure non réglementaire en vertu du paragraphe 3° du 2^e alinéa de l'article 4.</p>
<p>16. Toute municipalité locale peut confier à une personne la vente de l'énergie provenant de l'exploitation d'une installation d'élimination des matières résiduelles ou d'un ouvrage d'assainissement des eaux. (548.3 CM / 413.0.2 LCV / 110 de la Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5))</p>	<p>Puisque le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît aux municipalités le pouvoir de vendre un bien, on n'a conservé du contenu des anciennes dispositions que la partie qui permet d'en confier la vente à un tiers, compte tenu des aspects discrétionnaires que peut comporter une telle délégation. Rappelons qu'une personne morale de droit public ne peut déléguer un pouvoir discrétionnaire, sauf si la loi l'y autorise expressément.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 17</p> <p><i>Ajouter, après le premier alinéa de l'article 17, le suivant :</i></p> <p>« Elle peut également prescrire, par règlement, que les poteaux et autres installations de support doivent être utilisés en commun par toute personne qui exploite une entreprise de télécommunication, d'électricité et tout autre service de même nature. »</p>	<p>Ce pouvoir réglementaire est ajouté pour permettre à une municipalité de réglementer l'utilisation en commun des poteaux. Ce pouvoir reprend une partie du paragraphe 18° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes.</p> <p>Le projet de loi n° 76 (Loi abrogeant la Loi sur la commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives) vient préciser la compétence du Tribunal administratif du Québec (article 93), en remplacement de la Commission municipale, sur toute contestation d'une décision d'Hydro-Québec (article 30 de la Loi sur Hydro-Québec) ou d'une municipalité relative à l'utilisation partagée d'une installation d'utilité publique.</p>
<p>17. Toute municipalité locale peut réglementer la pose, incluant l'enfouissement, de fils conducteurs. <i>415 (17°) LCV</i></p>	<p>Cet article maintient essentiellement les dispositions antérieures.</p>
<p>18. Toute municipalité locale peut constituer avec Hydro-Québec une société en commandite qui a, entre autres objets, celui de produire de l'électricité.</p> <p>Hydro-Québec doit fournir, en tout temps, au moins la moitié de l'apport au fonds commun de la société en commandite et en être le commandité. <i>(557.1, 557.2 CM / 454.1, 454.2 LCV)</i></p>	<p>Cette disposition identifie Hydro-Québec comme seul partenaire possible d'une municipalité locale dans une société en commandite afin de produire de l'électricité. Elle fixe l'apport minimal d'Hydro-Québec dans cette société.</p>
<p>19. Toute municipalité locale peut réglementer l'utilisation de tout système communautaire de télécommunication qu'elle possède.</p> <p>La municipalité ne peut acquérir par expropriation les systèmes communautaires de télécommunication existants. <i>(557 (8°) CM / 455 LCV)</i></p>	<p>Les dispositions qui sont à l'origine de cet article visaient les systèmes d'antennes communautaires de radio et de télévision. Compte tenu de l'évolution technologique (fibre optique, internet, etc.), l'objet visé a été élargi aux systèmes communautaires de télécommunication, pour répondre aux changements technologiques.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 20</p> <p><i>Retirer l'article 20.</i></p>	<p>Ce pouvoir d'aide est repris au deuxième alinéa de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>20. Toute municipalité locale peut aider financièrement au déplacement ou à l'enfouissement de tout réseau de télécommunication ou de distribution d'énergie. (557 (7.1°) CM / 415 (17.1°) LCV)</p>	
<p>CHAPITRE V ENVIRONNEMENT</p> <p>SECTION I GÉNÉRALITÉS</p>	
<p>21. Toute municipalité locale peut adopter des règlements en matière d'environnement. (547, 548.2, 555 (7.1°), 557 (1°), 563, 563.0.1, 627(4°), 630 (4), 631(2°), 632, 750 CM / (412 (32°), 413 (1°) à (3°) (10°) (12°) (14°) (15°) (15.1°) (16°) (17°) (18°) (25°) (25.1°) (31°), 413.1, 415 (35°), 423, 432 (1°) (2°) (3°) (7°), 438 LCV / Loi concernant la Ville de St-Hyacinthe, 1989, c. 88, a. 1; Loi concernant la Ville de Varennes, 1978, c. 116, a. 7)</p>	<p>Le mot « environnement » s'entend dans son sens large et couvre notamment la protection de l'environnement, l'assainissement de l'atmosphère, l'alimentation en eau, l'égout et l'assainissement des eaux, la gestion des matières résiduelles incluant celle des matières recyclables.</p> <p>Cette disposition octroie en des termes généraux un pouvoir réglementaire prévu de manière spécifique dans plusieurs articles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>ARTICLE 22</p> <p><i>Retirer l'article 22.</i></p>	<p>Le contenu de cet article se retrouve au deuxième alinéa de l'article 91, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives aux programmes d'aide.</p>
<p>22. Toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme de réhabilitation de</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>l'environnement et accorder une subvention pour des travaux relatifs à un immeuble conformes à ce programme. Le montant de cette subvention ne peut excéder le coût réel des travaux.</p> <p>La municipalité peut, avec le consentement du propriétaire, exécuter sur un immeuble tous travaux requis dans le cadre d'un tel programme. (1011.1.1 CM / 542.5.1 LCV)</p>	
<p>ARTICLE 23</p> <p><i>Modifier l'article 23 par le remplacement, dans la troisième ligne de « à l'article 22 » par « au deuxième alinéa de l'article 91 ».</i></p>	<p>Il s'agit d'une modification de concordance avec le déplacement de l'article 22 dans les articles sur les mesures d'aide (voir article 91, deuxième alinéa).</p>
<p>23. Toute municipalité locale peut confier à une fiducie d'utilité sociale, qu'elle a constituée à des fins environnementales, la réalisation de travaux relatifs à un immeuble découlant d'un programme visé à l'article 22. (1011.1.2 CM / 542.5.2 LCV)</p>	<p>Parce qu'une municipalité locale peut exercer les droits d'une personne physique en vertu de l'article 303 du <i>Code civil du Québec</i>, elle peut constituer une fiducie d'utilité sociale (articles 1266, 1270 du <i>Code civil du Québec</i>) dans un de ses domaines de compétence, sans que le projet ne le prévoie expressément.</p> <p>Par contre, la municipalité doit être habilitée expressément par la loi à confier à un tiers, en l'occurrence une fiducie d'utilité sociale, une fonction qui lui est spécifiquement dévolue par la loi sinon cela risque de constituer une délégation illégale de pouvoir discrétionnaire.</p> <p>À noter que cette disposition du projet de loi s'applique malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (L.R.Q., chapitre I-15) (voir art.89, 2^e alinéa du projet de loi).</p>
<p>SECTION II ALIMENTATION EN EAU, ÉGOUT ET ASSAINISSEMENT DES EAUX</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>§1. — Généralités</p>	
<p>ARTICLE 24</p> <p><i>Supprimer le deuxième alinéa de l'article 24.</i></p>	<p>Ce pouvoir d'aide est repris aux premier et troisième alinéas de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>24. La municipalité n'est pas responsable des dommages causés à l'immeuble ou à son contenu si un propriétaire néglige ou omet d'installer un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout, conformément au règlement adopté en vertu de l'article 21. Un tel règlement peut s'appliquer à un immeuble déjà érigé s'il prévoit un délai minimal d'un an pour permettre au propriétaire de se conformer à cette obligation.</p> <p>Toute municipalité locale peut accorder une subvention au propriétaire d'un immeuble pour l'aider à se conformer à l'obligation d'y installer et maintenir en bon état de fonctionnement un appareil visé au premier alinéa.</p> <p>(563 CM / 413 (25°) (25.1°) LCV)</p>	<p>Cette disposition est une reprise des dispositions actuelles en élargissant les concepts, de sorte qu'elle vise toute forme de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout, alors que la loi actuelle se limite au refoulement d'égout.</p> <p>Un délai minimal d'un an est précisé, compte tenu de la nature des travaux en cause, pour permettre un traitement équitable pour les citoyens de toutes les municipalités.</p>
<p>ARTICLE 25</p> <p><i>Remplacer le premier alinéa de l'article 25 par le suivant:</i></p> <p>« 25. Toute municipalité locale peut confier à une personne la construction ou l'exploitation de son système d'aqueduc, d'égout ou de ses autres ouvrages d'alimentation en eau ou d'assainissement des eaux, pour une durée maximale de 25 ans. »</p>	<p>Ces modifications viennent préciser la terminologie de l'article pour permettre plus expressément la délégation de fonction.</p> <p>Le pouvoir général prévu à l'article 4 (alinéa 1, paragraphe 4° et alinéa 2) de prendre toute mesure non réglementaire en matière d'environnement n'est pas suffisant pour permettre à la municipalité de déléguer de telles fonctions.</p> <p>La délégation de l'exploitation d'un tel équipement entraîne une délégation de pouvoirs discrectionnaires que lui a spécifiquement confiés le législateur. Or, en vertu de la maxime <i>delegatus non potest delegare</i>, une municipalité, qui agit en vertu de pouvoirs qui lui sont délégués par le législateur, ne peut déléguer ses pouvoirs sauf si la loi l'y autorise expressément.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	Ce pouvoir ne permet pas de privatiser la ressource « eau ». L'emploi d'adjectifs possessifs fait ressortir davantage la propriété municipale des ouvrages concernés.
<p>25. Le contrat par lequel la municipalité locale accorde à toute personne l'exclusivité pour construire et exploiter un système d'aqueduc, d'égout ou tout autre ouvrage d'alimentation en eau ou d'assainissement des eaux est d'une durée maximale de 25 ans.</p> <p>La résolution autorisant la conclusion du contrat d'exclusivité prévue au premier alinéa doit être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter et du gouvernement. (557 (2°) CM / 444 LCV)</p>	Compte tenu de l'importance de la décision pour une communauté, il est requis qu'elle soit approuvée par les personnes habiles à voter et le gouvernement qui a la charge de veiller à la bonne gestion de l'eau et à la protection de l'environnement.
<p>26. Toute municipalité locale peut, nonobstant sa réglementation en matière d'alimentation en eau, établir des ententes avec une personne dont les activités exigent une consommation en eau hors de l'ordinaire. (562 CM / 433 LCV)</p>	Cette disposition permet à une municipalité locale de déroger exceptionnellement à sa réglementation et de s'entendre avec une personne dont les activités justifient une consommation en eau hors de l'ordinaire. Cette possibilité est déjà prévue actuellement dans les lois municipales.
<p>27. Toute municipalité locale peut, dans l'exercice de sa compétence en matière d'alimentation en eau, d'égout et d'assainissement des eaux, exécuter des travaux dans une voie privée sans être tenue de payer aucune indemnité pour l'usage de cette voie à cause de ces travaux. (413 (24°) LCV)</p>	Cette disposition permet à une municipalité locale d'installer une infrastructure municipale dans une voie privée sans devoir indemniser le propriétaire. C'est une forme d'expropriation sans indemnité. La municipalité n'est alors propriétaire que de l'infrastructure. On déroge à la pratique la plus répandue où la municipalité installe ses systèmes dans des voies dont elle est propriétaire. Il s'agit d'un pouvoir déjà existant.
<p>28. Toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire, installer des conduites privées, des entrées d'eau ou d'égout et effectuer le raccordement de conduites privées aux conduites publiques. (563.0.1CM / 413.1 LCV)</p>	Cette disposition accorde à une municipalité locale le pouvoir d'agir sur des terrains privés. La gestion des travaux s'en trouve simplifiée. Pareille disposition existe déjà.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>29. Toute municipalité locale peut, à l'extérieur de son territoire, exercer sa compétence en matière d'alimentation en eau et d'égout afin de desservir son territoire.</p> <p>Les règlements adoptés en vertu de l'article 21 s'appliquent au propriétaire ou à l'occupant d'un immeuble desservi par la municipalité hors de son territoire en vertu d'une entente intermunicipale. (557 (1°) (9°) (10°) (11°), 561 CM / 413 (23°), 424, 425, 443 LCV / voir article 32.2 et 41 de la Loi sur la qualité de l'environnement)</p>	<p>Cette disposition permet à une municipalité locale d'empiéter sur le territoire d'une municipalité voisine, sans limite quant à la distance, afin de desservir son propre territoire. Actuellement, la loi fixe la limite à 48 km.</p> <p>Lorsqu'une municipalité locale exerce sa compétence extraterritoriale afin de desservir des personnes sur le territoire d'une autre municipalité, elle doit signer une entente intermunicipale avec l'autre municipalité. Les règlements de la municipalité locale qui offre le service s'appliqueront sur le territoire de l'autre municipalité.</p>
<p>§2. — Alimentation en eau</p>	
<p>30. La municipalité peut suspendre le service de l'eau dans les seuls cas suivants:</p> <p>1° lorsqu'une personne utilise l'eau de façon abusive ou si les installations qu'elle contrôle sont la cause d'un gaspillage ou d'une détérioration de la qualité de cette eau, et que, à l'expiration d'un délai de 10 jours après la transmission par la municipalité d'un avis dénonçant le problème, indiquant les mesures correctives à prendre et informant la personne de la suspension de service qu'elle peut subir, elle a omis de prendre les mesures exigées. La suspension dure tant que ces mesures n'ont pas été prises ;</p> <p>2° lorsqu'une personne refuse de recevoir les employés de la municipalité chargés de s'assurer du bon fonctionnement du système d'alimentation en eau ou de l'application d'un règlement adopté en vertu d'une disposition du présent chapitre. Le service est suspendu tant que dure ce refus ;</p> <p>3° lorsqu'une personne exploite une entreprise et omet de remédier à son défaut de payer pour ce service dans les 30 jours d'un avis que lui a transmis la municipalité à cette fin.</p> <p>La somme exigée pour le service de l'eau, sauf dans la mesure où elle est liée à la consommation réelle, demeure payable pour la période où le service est suspendu en vertu du premier alinéa.</p>	<p>Cette disposition reprend les seuls cas où le service de l'eau peut être coupé :</p> <p>1° utilisation abusive ou gaspillage par toute personne; 2° refus de toute personne de recevoir les employés de la municipalité chargés de l'application des règlements; 3° lorsqu'une personne qui exploite une entreprise refuse de payer pour ce service après avis de 30 jours.</p> <p>La nouveauté est qu'on ne peut plus couper le service de l'eau à un particulier ou à une famille parce qu'une somme due pour ce service n'a pas été payée. Il serait abusif de priver d'eau les infortunés tout comme Hydro-Québec ne peut priver d'électricité, pour le même motif, les citoyens durant la période hivernale.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>(563.1 à 563.3 CM / 440 à 440.2, 441 LCV)</p> <p>31. Une municipalité locale n'est pas tenue de garantir la quantité d'eau qui doit être fournie.</p> <p>Nul ne peut refuser, en raison de l'insuffisance de l'eau, d'acquitter le montant payable en vertu de la tarification pour l'usage de l'eau. (442 LCV)</p>	<p>La municipalité locale ne fait pas face à une obligation de résultat lorsqu'il est question de la quantité d'eau qu'elle fournit : en cas d'insuffisance, la tarification demeure payable.</p> <p>Puisque plusieurs éléments hors de son contrôle peuvent influencer sur la quantité d'eau disponible, il fallait intervenir expressément pour assurer le recouvrement de toute tarification pour le service de l'eau alors qu'il y a interruption momentanée du service. En supposant que l'eau est coupée dans un secteur d'une municipalité pour une demi-journée, une telle disposition évite à la municipalité diverses complications administratives, soit de rembourser 1/670 d'un montant fixe qu'auraient payé les personnes concernées pour l'année.</p>
<p>§3. — <i>Égout et assainissement des eaux</i></p>	
<p>32. Toute municipalité locale peut, dans l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement des eaux usées, conclure une convention avec le ministre par laquelle il l'autorise à négocier un contrat du type connu sous le nom de «contrat clé en main».</p> <p>La municipalité et le ministre peuvent convenir de conditions quant au contrat. (939 CM / 573.5 LCV)</p>	<p>Il s'agit d'un mode de gestion particulier à la compétence relative à l'assainissement des eaux. Cette disposition reprend essentiellement les dispositions correspondantes de la <i>Loi sur les cités et villes</i> et du <i>Code municipal du Québec</i> relatives au «contrat clé en main». À noter que le recours aux services de la Société québécoise d'assainissement des eaux a été exclu, considérant qu'elle est appelée à disparaître. De même, la dispense automatique de demande de soumission dont bénéficient actuellement les municipalités pour octroyer un tel contrat n'a pas été retenue, afin de respecter les accords interprovinciaux en matière de libéralisation des marchés publics.</p>
<p>33. Un contrat clé en main mentionne les objectifs visés par la municipalité et, le cas échéant, les</p>	<p>Cet article établit de façon générale l'objet du contrat et reprend les</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>limites de coût et les autres conditions que doit respecter l'ouvrage d'assainissement.</p> <p>Le contrat confie au cocontractant la responsabilité de concevoir un ouvrage d'assainissement qui rencontre ces objectifs et respecte ces limites et conditions, de le construire et de l'exploiter pendant une période fixée au contrat qui ne peut être inférieure à cinq ans.</p> <p>Le contrat peut également confier au cocontractant la responsabilité d'assurer le financement à long terme de l'ouvrage. (940 CM / 573.6 LCV)</p>	<p>dispositions actuellement en vigueur.</p>
<p>34. La municipalité doit soumettre au ministre le projet de contrat clé en main qu'elle a négocié à la suite de la convention.</p> <p>Si le ministre donne son approbation, la municipalité peut conclure le contrat. Celui-ci ne requiert aucune autre approbation. (942 CM / 573.8 LCV)</p>	<p>Cet article vise l'autorisation ministérielle du projet de contrat. Il s'agit d'une reprise des dispositions actuelles.</p> <p>À noter qu'une autorisation donnée par le ministre dispense la municipalité d'obtenir toute autre autorisation émanant de lui, notamment en ce concerne l'autorisation requise pour un engagement de crédit pour une période de plus de 5 ans (voir art. 14.1 du <i>Code municipal du Québec</i> / 29.3 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>)</p>
<p>35. La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cas de travaux effectués en vertu d'un contrat clé en main. (943 CM / 573.9 LCV)</p>	<p>Cette disposition est une dérogation à l'article 1 de la <i>Loi sur les travaux municipaux</i> qui prévoit que la municipalité locale doit pourvoir à l'appropriation des deniers nécessaires pour payer le coût des travaux. La municipalité peut donc confier au cocontractant le financement à long terme de l'ouvrage sans contrevenir à cette loi.</p>
<p>36. Toute municipalité locale peut imposer, conformément à l'article 487 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou à l'article 979 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), selon le cas, une taxe spéciale aux fins de payer tout ou partie de ses obligations découlant d'un contrat clé en main.</p> <p>Elle peut également imposer une telle taxe aux fins de payer à une autre municipalité locale, à une</p>	<p>Cette disposition prévoit des modes de financement des obligations de la municipalité locale découlant du contrat.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
municipalité régionale de comté, à une régie intermunicipale ou à une communauté métropolitaine tout ou partie de sa quote-part des dépenses résultant d'un tel contrat. <i>(944 CM / 573.10 LCV)</i>	
ARTICLE 37 <i>Retirer l'article 37.</i>	Cet article est retiré parce qu'il est redondant avec l'article 25. Les approbations requises en vertu du deuxième de l'article 25 assurent un meilleur contrôle.
37. Toute municipalité locale peut confier à une personne l'exploitation d'un ouvrage d'assainissement des eaux usées. <i>(944.1 CM / 573.11 LCV)</i>	
SECTION III MATIÈRES RECYCLABLES	
ARTICLE 38 <i>Remplacer, dans la deuxième ligne de l'article 38, les mots « d'un » par les mots « de son ».</i>	L'emploi d'un adjectif possessif fait ressortir davantage la propriété municipale du système de récupération et de conditionnement de matières recyclables.
38. Toute municipalité locale peut confier à une personne l'établissement et l'exploitation d'un système de récupération et de conditionnement de matières recyclables. <i>(548.1 CM / 413.0.1. LCV)</i>	Le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir discrétionnaire n'est délégué, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la municipalité locale de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>SECTION IV DU CHAPITRE V DU TITRE II</p> <p><i>Remplacer la section IV du chapitre V du titre II, comprenant les articles 39 à 50, par la suivante :</i></p> <p>SECTION IV</p> <p>CLÔTURE MITOYENNE, FOSSE MITOYEN, FOSSE DE DRAINAGE ET DÉCOUVERT</p>	<p>Cette section concerne la désignation d'une personne chargée de faire une médiation à propos de litiges où l'inspecteur agraire exerce actuellement des fonctions quasi-judiciaires.</p>
<p>39. Toute municipalité locale doit désigner une personne pour tenter de régler les mésententes visées à l'article 40:</p> <p>Elle peut, dans des conditions précisées à l'acte de désignation, élargir la compétence de la personne désignée à l'ensemble des propriétaires de son territoire.</p> <p>L'acte de désignation prévoit la rémunération et les frais admissibles de la personne désignée.</p>	<p>Étant donné que le projet de loi ne distingue plus les municipalités selon qu'elles sont régies par le Code municipal ou la Loi sur les cités et villes, le statu quo par rapport à la nomination d'une personne chargée de régler les mésententes devenait impossible puisqu'elle est obligatoire dans les premiers cas et facultative dans les seconds. La solution proposée est de viser le milieu rural et d'exclure les milieux urbanisés.</p> <p>La municipalité peut toutefois élargir la compétence de la personne désignée à l'ensemble des propriétaires de son territoire.</p> <p>La municipalité détermine la rémunération et les frais admissibles de la personne désignée. Les personnes intéressées aux travaux assument ces coûts. Dans le cas où il n'y a pas de travaux requis, le demandeur assume seul les coûts.</p> <p>Le rôle de la personne désignée est d'examiner et de tenter de régler les mésententes et, s'il y a lieu, d'ordonner l'exécution de travaux. Il s'agit d'une ordonnance de nature administrative révisable par la</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>Cour du Québec. Les pouvoirs octroyés à la personne désignée sont de nature administrative pour garantir aux propriétaires concernés un accès facile et peu coûteux à la justice.</p>
<p>40. Le propriétaire d'un terrain situé dans la zone agricole de la municipalité locale au sens du paragraphe 17° de l'article 1 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1), celui d'un terrain situé hors de cette zone et qui y exerce une activité agricole au sens du paragraphe 0.1° de l'article 1 de cette loi, ou celui d'un terrain qui y exerce des activités forestières peut, à l'égard de ce terrain, demander par écrit à la personne désignée d'examiner toute question et de tenter de régler toute mesentente relative:</p> <p>1° a la construction, la réparation ou l'entretien d'une clôture mitoyenne ou d'un fossé mitoyen en vertu de l'article 1002 du Code civil;</p> <p>2° a des travaux de drainage de ce terrain qui engendrent la création, l'aménagement ou l'entretien d'un fossé de drainage, soit celui:</p> <p style="padding-left: 40px;">a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;</p> <p style="padding-left: 40px;">b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;</p> <p style="padding-left: 40px;">c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares;</p> <p>3° au découvert en vertu de l'article 986 du Code civil.</p> <p>La demande décrit la nature, l'étendue et le coût anticipé des travaux projetés, ainsi que la part estimée des propriétaires intéressés.</p>	<p>La municipalité a l'obligation de désigner une personne pour régler les mesententes entre voisins dans les cas d'un propriétaire d'un terrain situé dans la zone agricole de la municipalité locale ou celui d'un terrain situé hors de cette zone et qui y exerce une activité agricole ou forestière.</p> <p>Les objets de mesentente que la personne désignée peut traiter sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> o la construction, la réparation ou l'entretien d'une clôture mitoyenne ou d'un fossé mitoyen en vertu de l'article 1002 du Code civil; o les travaux de drainage qui engendrent la création, l'aménagement ou l'entretien d'un fossé de drainage, soit celui qui utilise aux seules fins de drainage et d'irrigation, qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine et dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares; o Le découvert en vertu de l'article 986 du Code civil.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Le propriétaire d'un terrain contigu à un terrain visé par le premier alinéa peut exercer, à l'égard de ce dernier, les droits prévus à cet alinéa, même s'il ne répond pas aux critères qui y sont énoncés.</p> <p>La personne désignée ne perd pas compétence du seul fait:</p> <p>1° qu'il existe un écart maximal de 10 % dans l'évaluation de la surface drainée, ou,</p> <p>2° que la demande vise aussi un terrain situé sur le territoire d'une autre municipalité locale.</p>	
<p>41. Après avoir notifié aux propriétaires intéressés un avis de trois jours auquel est jointe une copie de la demande, la personne désignée se rend sur les lieux pour examiner les travaux à faire et tenter d'amener les propriétaires à s'entendre.</p>	<p>Cette disposition prévoit la visite des lieux par la personne désignée pour examiner les travaux à faire.</p>
<p>42. La personne désignée peut visiter à toute heure raisonnable un terrain visé par la demande et exiger la production de tout document ou renseignement qu'elle juge nécessaire.</p>	<p>À toute heure raisonnable, la personne désignée peut visiter un terrain visé par la demande.</p>
<p>43. La personne désignée peut, si elle est d'avis qu'un terrain appartenant à un propriétaire intéressé, qui n'a pas été avisé en vertu de l'article 41, sera affecté par les travaux, informer ce propriétaire intéressé afin qu'il puisse présenter des observations.</p>	<p>Le propriétaire d'un terrain non visé par la demande et susceptible d'être affecté par les travaux peut être convoqué par la personne désignée afin de lui permettre de présenter ses observations.</p>
<p>44. Après avoir donné à tous les propriétaires intéressés l'occasion de présenter leurs observations, la personne désignée peut leur communiquer ses conclusions, tenter de les amener à s'entendre et, s'il y a lieu, ordonner l'exécution de travaux en précisant le lieu, la nature, le délai d'exécution et l'étendue des travaux, la part des intéressés et la nature de leur contribution.</p> <p>Elle peut aussi ordonner que tout ou partie des travaux soient effectués par la municipalité locale, aux frais des intéressés.</p> <p>Dans le cas d'une mésentente relative à des travaux de drainage, la part d'un propriétaire intéressé s'établit en fonction de la superficie drainée de son terrain vers le fossé de drainage ou, s'il est impossible de l'établir selon ce critère, en fonction du nombre de propriétaires intéressés.</p>	<p>À défaut d'entente entre les parties, la personne désignée peut ordonner l'exécution des travaux.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>45. La rémunération et les frais de la personne désignée sont répartis au prorata de la part des propriétaires intéressés aux travaux.</p> <p>Dans le cas d'une demande qui n'est pas suivie d'une entente ou d'une ordonnance entraînant la réalisation de travaux, le propriétaire qui a initié la demande doit assumer la rémunération et les frais de la personne désignée.</p>	
<p>46. A défaut par un propriétaire intéressé d'exécuter sa part des travaux dans le délai prévu à l'ordonnance, la municipalité locale est autorisée à faire ces travaux aux frais de ce dernier.</p>	
<p>47. Une décision de la personne désignée doit être communiquée par écrit et motivée. Elle est notifiée aux propriétaires intéressés et est exécutoire à l'expiration des 20 jours qui suivent la date de sa réception.</p>	
<p>48. L'original de la décision est déposé aux archives de la municipalité locale où les travaux sont demandés et une copie de cette décision est transmise, s'il y a lieu à toute autre municipalité locale concernée.</p>	
<p>49. Lorsque les travaux profitent à des terrains situés sur le territoire de plus d'une municipalité locale, ceux qui ne sont pas faits par un propriétaire intéressé sont exécutés sous l'autorité du conseil de la municipalité locale du territoire où les travaux sont demandés en vertu de l'article 40.</p>	
<p>50. Les travaux sont exécutés suivant la décision de la personne désignée et inspectés par cette dernière au cours de leur exécution et après leur parachèvement afin de s'assurer du respect de la décision.</p>	
<p>50.1. Lorsque les travaux sont achevés, la personne désignée transmet son rapport d'inspection à la municipalité locale où les travaux sont demandés.</p>	
<p>50.2. La municipalité locale où les travaux sont demandés perçoit la part exigible d'un propriétaire, selon la décision de la personne désignée ou en raison de son défaut en vertu de l'article 46. Une somme due par le propriétaire d'une propriété située sur le territoire d'une municipalité locale voisine</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>est payée par cette dernière sur réception, après la fin des travaux, d'une copie du rapport d'inspection de la personne désignée et d'une réclamation accompagnée de pièces justificatives que lui transmet la municipalité locale où les travaux sont demandés. L'article 95 s'applique au recouvrement, par la municipalité locale voisine, de la somme ainsi déboursée.</p>	
<p>50.3. Nul ne peut entraver une personne désignée dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>La personne désignée doit, sur demande, s'identifier et présenter un certificat attestant sa qualité, signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier, selon le cas.</p>	<p>Cette disposition vise à mettre l'exercice de la compétence de la personne désignée à l'abri d'entraves. Elle oblige la personne désignée à donner son identité et à la prouver, lorsque requis.</p>
<p>50.4. Toute personne désignée en vertu de l'article 39 ne peut être poursuivie en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.</p>	<p>Cet article a pour but de permettre à la personne désignée d'exercer sa compétence en toute quiétude dans les limites de la bonne foi.</p>
<p>50.5. Un propriétaire intéressé peut demander à la Cour du Québec de réviser la décision prise par la personne désignée.</p> <p>Cette requête doit être faite et signifiée aux autres propriétaires intéressés dans les 20 jours de la réception de la décision de la personne désignée. La Cour peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai.</p> <p>Le dépôt de la requête signifiée au greffe de la Cour suspend l'exécution de la décision de la personne désignée jusqu'à ce que le juge ait rendu sa décision.</p> <p>Le Cour peut rendre toute décision qu'aurait pu prendre la personne désignée en vertu de l'article 44 et rendre toute ordonnance propre à sauvegarder les droits des parties. Elle peut décider de toute question de droit ou de fait.</p> <p>Cette décision, communiquée par écrit et motivée, est sans appel.</p>	<p>La révision des ordonnances de la personne désignée par la Cour du Québec assure le respect du droit fondamental du droit des citoyens concernés d'être entendus par un tribunal impartial et indépendant en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>SECTION IV CLÔTURE MITOYENNE, FOSSÉ MITOYEN ET DÉCOUVERT</p>	
<p>39. Toute municipalité locale peut désigner une personne pour tenter de régler toute mésentente relative à un objet visé à l'article 40.</p>	
<p>40. Lorsqu'une personne est désignée en vertu de l'article 39, le propriétaire d'un terrain situé dans la zone agricole de la municipalité locale au sens du paragraphe 17° de l'article 1 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1), celui d'un terrain situé hors de cette zone et qui y exerce une activité agricole au sens du paragraphe 0.1° de l'article 1 de cette loi, ou celui d'un terrain qui y exerce des activités forestières peut, à l'égard de ce terrain, adresser une demande écrite à la municipalité locale afin que la personne désignée puisse tenter de régler une mésentente relativement :</p> <p>1° à la construction, la réparation ou l'entretien d'une clôture mitoyenne ou d'un fossé mitoyen en vertu de l'article 1002 du Code civil, à la condition que ce fossé ne serve qu'à l'évacuation des eaux de surface;</p> <p>2° au découvert en vertu de l'article 986 du Code civil.</p> <p>La demande décrit la nature, l'étendue et le coût anticipé des travaux projetés, ainsi que la part estimée des intéressés.</p> <p>Le propriétaire d'un terrain contigu à un terrain visé par le premier alinéa peut exercer, à l'égard de ce dernier, les droits prévus à cet alinéa, même s'il ne répond pas aux critères qui y sont énoncés.</p> <p>La personne désignée ne perd pas compétence pour tenter de régler une mésentente du seul fait qu'elle vise aussi un terrain situé sur le territoire d'une autre municipalité locale. <i>(237, 240, 241, 244 CM)</i></p>	
<p>41. Après avoir notifié aux parties intéressées un avis de trois jours auquel est jointe une copie de la demande, la personne désignée se rend sur les lieux pour examiner les travaux à faire et tenter d'amener les</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
parties à s'entendre.	
42. La personne désignée peut visiter à toute heure raisonnable un terrain visé par la demande et exiger la production de tout document ou renseignement qu'elle juge nécessaire pour tenter de régler la mésestente.	
43. La personne désignée peut convoquer une personne afin qu'elle puisse faire ses observations, si elle est d'avis qu'un terrain appartenant à cette personne, qui n'a pas été avisée en vertu de l'article 41, sera affecté par les travaux.	
44. À défaut d'entente et après avoir reçu les observations des parties, la personne désignée peut recommander l'exécution de travaux et préciser dans ses recommandations le lieu, la nature, le délai d'exécution et l'étendue des travaux, la part des intéressés et la nature de leur contribution. La personne désignée peut également faire toute autre recommandation pertinente.	
45. Les recommandations de la personne désignée doivent être faites par écrit et être motivées. Elles sont notifiées aux parties intéressées.	
46. L'original des recommandations est déposé aux archives de la municipalité locale où les travaux sont demandés et une copie est transmise, s'il y a lieu, à toute autre municipalité locale concernée.	
47. Les travaux sont exécutés suivant les recommandations de la personne désignée et inspectés par cette dernière au cours de leur exécution et après leur parachèvement afin de s'assurer du respect des recommandations.	
48. Lorsque les travaux sont achevés, la personne désignée transmet son rapport d'inspection à la municipalité locale où les travaux sont demandés.	
49. Nul ne peut entraver une personne désignée dans l'exercice de ses fonctions. La personne désignée doit, sur demande, donner son identité et présenter un certificat attestant sa qualité, signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier, selon le cas.	
50. La personne désignée en vertu de l'article 39 ne peut être poursuivie en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>SECTION V AUTRES DISPOSITIONS</p> <p>ARTICLE 51</p> <p><i>Modifier l'article 51 par :</i></p> <p><i>1° le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa des mots « d'autres résidus », par les mots « de résidus provenant d'une fabrique de pâtes et papiers »;</i></p> <p><i>2° l'addition, à la fin du premier alinéa, de « , de façon que la prohibition ne s'applique pas pendant plus de trois jours consécutifs »;</i></p> <p><i>3° le remplacement, dans les première et deuxième lignes du quatrième alinéa, des mots « un nombre maximal de jours supérieur à celui prévu » par les mots « des nombres maximaux de jours supérieurs à ceux prévus »;</i></p> <p><i>4° l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa et après le mot « régionale », des mots « qui est »;</i></p> <p><i>5° l'insertion, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa et avant le mot « dont », du mot « et ».</i></p>	<p>Cet amendement a pour but d'intégrer à l'article 51 les modifications apportées à l'article 463.2 de la Loi sur les cités et villes et à l'article 550.2 du Code municipal par les articles 97 et 111 du projet de loi n° 54 (Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal / 2004, chapitre 20) adoptés après la présentation du projet de loi n° 62. Il s'agit de dispositions ayant récemment fait l'objet d'une concertation entre le monde municipal et le monde agricole.</p>
<p>51. Toute municipalité locale peut, par règlement, prohiber l'épandage de déjections animales, de boues ou d'autres résidus pendant les jours, jusqu'à concurrence de 12, dont elle précise les dates parmi celles qui sont postérieures au 31 mai et antérieures au 1^{er} octobre.</p> <p>Pour que la prohibition s'applique au cours d'une année, le règlement qui la prévoit doit être adopté</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>et publié au plus tard le dernier jour, respectivement, des mois de février et de mars de cette année.</p> <p>Le greffier ou le secrétaire-trésorier selon le cas, peut, par écrit et sur demande, autoriser une personne à effectuer un épandage interdit par le règlement. Dans le cas où il y a eu de la pluie pendant trois jours consécutifs, il doit accorder l'autorisation.</p> <p>Le règlement peut prévoir un nombre maximal de jours supérieur à celui prévu au premier alinéa si une entente en ce sens a préalablement été conclue entre la municipalité et la fédération régionale affiliée à l'association accréditée conformément à l'article 8 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28) dont le territoire recoupe la plus grande partie de celui de la municipalité.</p> <p>Si la majorité des agriculteurs du territoire de la municipalité sont membres d'un syndicat, tel que défini au paragraphe e de l'article 1 de la Loi sur les producteurs agricoles, affilié à la fédération régionale visée au quatrième alinéa, l'entente peut être prise avec ce syndicat. (550.2 CM / 463.2 LCV)</p>	
<p>52. Toute municipalité locale peut, avec le consentement du propriétaire d'un immeuble, procéder à des travaux d'épandage de pesticides sur l'immeuble. (550.1 CM / 463.1 LCV)</p>	<p>Une municipalité locale est autorisée, avec le consentement du propriétaire, à procéder à l'épandage de pesticides sur l'immeuble de ce dernier. Exceptionnellement, on autorise une municipalité à dépenser des fonds publics sur un terrain privé.</p>
<p>53. Toute municipalité locale peut, avec le consentement du propriétaire, procéder à la plantation et à l'entretien de végétaux sur l'immeuble de ce dernier. (Article 51 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Québec)</p>	<p>Cette disposition s'inspire d'un article de la <i>Charte de la Ville de Québec</i> qu'il est pertinent de rendre applicable à l'ensemble des municipalités afin de favoriser les espaces verts.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>CHAPITRE VI SALUBRITÉ</p>	<p>Sauf l'article 54, ce chapitre rapatrie dans les lois municipales des dispositions de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>. Il s'agit de contenus qui sont davantage de nature municipale qu'environnementale. En effet, la salubrité est une notion proche parente de l'hygiène, matière traditionnellement municipale.</p>
<p>54. Toute municipalité locale peut adopter des règlements en matière de salubrité.</p> <p>Malgré toute disposition d'une loi particulière, un règlement adopté en vertu du premier alinéa ne peut porter sur les matières visées par la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., chapitre P-29). <i>(490, 544 (4°), 546 (3°), 632 CM / 410, 413 (2°) (3°) (15°) (15.1°) (17°) (18°) (19°) (31°) LCV)</i></p>	<p>En autant que la salubrité est concernée, cette disposition reprend essentiellement le contenu de l'article 410 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 54.1</p> <p><i>Insérer, après l'article 54, le suivant :</i></p> <p>« 54.1. Lorsque le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble est déclaré coupable d'une infraction à un règlement relatif à la salubrité, un juge peut, en plus d'imposer toute autre peine, ordonner au contrevenant de faire disparaître la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau. À défaut par cette personne de s'exécuter dans ce délai, la cause d'insalubrité peut être enlevée par la municipalité aux frais de cette personne.</p> <p>Un préavis de la demande d'ordonnance doit être donné par le poursuivant à la personne que l'ordonnance pourrait obliger à enlever la cause d'insalubrité, sauf si ces parties sont en présence du juge. »</p>	<p>Cette modification a pour but d'ajouter au projet de loi le contenu des alinéas 2 et 3 de l'article 546 du Code municipal et des alinéas 2 et 3 de l'article 463 de la Loi sur les cités et villes abrogés par le projet de loi.</p> <p>En cas d'infraction, elle permet l'émission d'une ordonnance par le juge de la Cour municipale afin de faire enlever une cause d'insalubrité ou faire des travaux pour empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau. À défaut par la personne condamnée de s'exécuter dans le délai prévu par l'ordonnance, la municipalité peut enlever la cause d'insalubrité aux frais de cette personne.</p> <p>Un préavis de la demande d'une telle ordonnance doit être donné par le poursuivant à la personne visée par l'ordonnance, sinon l'audition sur l'ordonnance sera reportée à une date ultérieure pour permettre la signification de ce préavis.</p>
<p>ARTICLE 55</p> <p><i>Remplacer, dans la deuxième ligne de l'article 55, le mot « fait » par les mots « peut faire ».</i></p>	<p>Cette modification a pour but de faire ressortir le caractère facultatif du recours civil en Cour supérieure prévu à cet article, comme c'est le cas actuellement en vertu de l'article 80 de la Loi sur la qualité de l'environnement. En effet, la municipalité a le choix entre prendre un recours pénal devant la Cour municipale (en vertu de l'article 29 de la Loi sur les cours municipales, du Code de procédure pénale et de l'article 54 du projet de loi) ou de prendre un recours civil devant la Cour supérieure (article 55 du projet de loi).</p>
<p>55. Lorsque la municipalité constate une cause d'insalubrité relative à un immeuble, elle fait parvenir une mise en demeure au propriétaire ou à l'occupant de l'immeuble, lui enjoignant dans un délai qu'elle détermine de la faire disparaître ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se manifeste à</p>	<p>Si une cause d'insalubrité est constatée, la municipalité transmet une mise en demeure au propriétaire ou à l'occupant. L'envoi d'une telle mise en demeure s'inscrit dans le respect des principes généraux du</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>nouveau. (art. 80 de la Loi sur la qualité de l'environnement)</p>	<p>droit et de la maxime selon laquelle « chacun est présumé bon et innocent » (présomption de bonne foi : article 2805 du <i>Code civil du Québec</i> et présomption d'innocence : article 11d de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>).</p>
<p>56. Si le propriétaire ou l'occupant ne se conforme pas à la mise en demeure donnée en application de l'article 55 dans le délai qui y est mentionné, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où l'immeuble est situé, peut, sur requête présentée même en cours d'instance, lui enjoindre de prendre les mesures requises pour faire disparaître la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau, et ordonner qu'à défaut de ce faire, la municipalité pourra elle-même prendre les mesures requises aux frais du propriétaire ou de l'occupant.</p> <p>Lorsque le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont inconnus, introuvables ou incertains, le juge peut autoriser la municipalité à prendre sur-le-champ les mesures requises pour remédier à la situation et à en réclamer éventuellement le coût du propriétaire ou de l'occupant. (art. 81 de la Loi sur la qualité de l'environnement)</p>	<p>À défaut d'obtempérer, la Cour supérieure peut être requise d'émettre des ordonnances pour faire cesser la cause d'insalubrité ou éviter qu'elle ne se manifeste de nouveau. Il s'agit d'une procédure sommaire qui permet à la municipalité d'obtenir une décision assez rapidement.</p> <p>Le juge peut rendre certaines ordonnances et permettre à la municipalité d'agir sur-le-champ si le propriétaire et l'occupant sont inconnus ou introuvables.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>CHAPITRE VII NUISANCES</p>	<p>Sauf l'article 57, ce chapitre rapatrie dans les lois municipales des dispositions de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>. Il s'agit de contenus qui sont davantage de nature municipale qu'environnementale, puisque les nuisances se rapprochent à plusieurs égards des troubles de voisinage, matière traditionnellement municipale.</p>
<p>57. Toute municipalité locale peut adopter des règlements pour régir les nuisances. (546 (1°) (2°) (4°) (5°) (6°), 631 (2°), 830, 833 CM / 412 (9°), 413 (12°) (14°) (17°) (18°), 415 (35°), 460 (12°), 463 LCV)</p>	<p>Il s'agit d'un pouvoir réglementaire en matière de nuisance déjà prévu au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>ARTICLE 57.1</p> <p><i>Ajouter, après l'article 57, le suivant :</i></p> <p>« 57.1. L'article 54.1 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à une infraction commise à l'encontre d'un règlement adopté en vertu de l'article 57. »</p>	<p>Cette modification accorde au juge, en matière de nuisances, les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 54.1 en matière de salubrité. Elle permet à une municipalité de procéder à l'enlèvement d'une nuisance aux frais du contrevenant qui ne respecte pas l'ordonnance qui l'y contraint. Un préavis d'une demande d'ordonnance en ce sens doit être donné par le poursuivant au contrevenant.</p>
<p>58. Lorsque la municipalité constate une nuisance relative à un immeuble, les articles 55 et 56 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires. (546 (2°) (6°), 631 (2°), 828, 829 CM / 413 (14°), 463 LCV) / art. 80 et 81 de la loi sur la qualité de l'environnement</p>	<p>La procédure applicable lorsqu'une municipalité constate une nuisance relative à un immeuble est la même que lorsqu'elle constate une cause d'insalubrité : mise en demeure et, à défaut d'obtempérer de la part du propriétaire ou de l'occupant, recours à la Cour supérieure.</p>
<p>CHAPITRE VIII SÉCURITÉ</p>	
<p>59. Une municipalité locale peut adopter des règlements en matière de sécurité.</p>	<p>Il s'agit ici d'un pouvoir réglementaire très général qui fait la</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>La municipalité peut procéder à l'enlèvement d'un obstacle sur le domaine public aux frais de toute personne qui ne se conforme pas à un règlement de la municipalité à cet effet.</p> <p>(29 à 31, 250 à 267, 521, 543, 544 (2°) (4°) (4.1°) (5°) (6°), 545, 553, 554, 555 (1°) (2°) (3°) (4°) (5°) (6) (7°) (8°), 555.1 (a) (c) (d), 556, 627 (6°) (14°), 631 (3°) (4°), 633(1°) (2°) (3°) (4°) (5°) (6°) (7°) (8°) (9°) (10°) (11°) (12°) (13) (14°), 831, 832 CM / 412 (8°b) (10°) (11°) (12°) (13°) (14°) (15°) (16°) (17°) (18°) (19°) (19.1°) (22°) (23°) (23.1°) (23.2°) (24°) (25°) (26°) (27°) (28°) (29°) (30°) (31°) (32°) (33°) (34°) (35°) (36°) (37°) (38°) (39°) (40°) (41°) (42°) (43°) (44.1° (a) (c) (d)) (47°), 413 (19°) (31°) (32°), 414 (4°) (6°) (8°) (9°) (10°) (12°) (13°), 414.1, 415 (22°) (24°) (25°) (26°) (27°) (28°) (29°), 456, 459 (3°), 460 (12°) LCV / a.76 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal / article 128 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Québec)</p>	<p>synthèse des pouvoirs réglementaires actuels prévus au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i> en matières de sécurité publique, de sécurité incendie, de sécurité civile et d'animaux. Globalement, cette disposition vise tout ce qui concerne la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Par exemple, les dispositions actuelles à la <i>Loi sur les cités et villes</i> visent les matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La construction et l'établissement d'appareils qui offrent des dangers pour la propriété ou la vie des personnes (412 (8°b) LCV); • Le sautage des mines (412 (15°) LCV); • Le tir au fusil (412 (16°) LCV); • Astreindre à des règlements ceux qui gardent des chiens (412 (17°) LCV); • Le stationnement et la vitesse des chevaux (412 (18°) LCV); • Fourrières et errance des animaux (412 (19°) LCV); • La garde des animaux (412 (19.1°) LCV); • Protection de la vie et de la propriété et prévention des dangers du feu (412 (22°) LCV); • Obligations aux propriétaires d'établissements publics de les munir d'appareils de sauvetage (412 (23°) LCV); • Obligation au propriétaire d'installer un détecteur de fumée, un détecteur de chaleur, un système d'alarme, un gicleur automatique, un extincteur ou autre équipement destiné à éteindre ou combattre le feu (412 (23.1°) LCV); • Appareil de chauffage ou de cuisson (412 (23.2°) LCV); • Construction des cheminées (412 (24°) LCV); • Poêles, grilles et tuyaux de poêles (412 (25°) LCV);

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> • Industries (412 (26°) LCV); • Ramonage des cheminées (412 (27°) LCV); • Chantiers à bois de construction (412 (30°) LCV); • Détermination des endroits où sont érigés les manufactures ou autres établissements utilisant comme force motrice la vapeur, l'électricité, le gaz ou toute substance inflammable (412 (31°) LCV); • Emmagasiner et usage de matières explosives (412 (32°) LCV); • Vente d'explosifs (412 (33°) LCV); • Garde du feu dans un bâtiment (412 (34°) LCV); • Transport du feu (412 (35°) LCV); • Matières inflammables (412 (36°) LCV); • Garde de la chaux vive et des cendres (412 (37°) LCV); • Broussailles sur les terrains vacants / feu (412 (38°) LCV); • Utilisation des pièces de feu d'artifice (412 (39°) LCV); • Échelles de sûreté et appareils d'extinction (412 (40°) LCV); • Service de protection contre l'incendie (412 (41°) LCV); • Démolition en cas d'incendie sur ordre d'un officier autorisé et pouvoir du maire (412 (42°) LCV); • La conduite des personnes présentes à un incendie (412 (43°) LCV); • Installation des systèmes d'alarme (412 (44.1°) LCV); • Sécurité des activités sur l'eau / limite de vitesse (412 (47°) LCV); • Travaux d'endiguement pour protéger le territoire de la municipalité (413 (32°) LCV); • Salles de danse (414 (6°) LCV);

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> • Natation dans les eaux situées sur le territoire de la municipalité (414 (8°) LCV); • Le port de costumes de bain (414 (9°) LCV); • Le port de vêtements indécents (414 (10°) LCV); • L'emploi des enfants dans les rues et les places publiques (414 (12°) LCV); • L'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques (414.1 LCV); • Prévention des accidents dus à la glace (415 (22°) LCV); • Défendre l'amoncellement de neige dans les rues et places publiques (415 (24°) LCV); • Obstructions dans les rues (415 (25°) LCV); • Obstructions sur les trottoirs (415 (26°) LCV); • Obliger les compagnies de chemins de fer à mettre des barrières sur les rues que traverse tel chemin de fer (415 (27°) LCV); • Chemins de fer / règles de sécurité à la hauteur des passages à niveau (415 (28°) LCV); • Prescrire la manière dont les animaux doivent être conduits sur le territoire de la municipalité et la manière dont il doit être disposé des bestiaux destinés à l'abattage (459 (3°) LCV); • Les jeux (460 (3°) LCV); • L'usage d'instruments de musique dans les rues (460 (12°) LCV).

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 60</p> <p><i>Modifier l'article 60 par :</i></p> <p>1° le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « est autorisée à mettre en fourrière, à vendre à son profit ou à » par le mot « peut mettre en fourrière, vendre à son profit ou »;</p> <p>2° le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de « ces animaux, la » par « des animaux. La »;</p> <p>3° le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « prime » par les mots « s'applique malgré ».</p>	<p>Cette modification sert à améliorer le français utilisé dans cette disposition :</p> <p>1^{ère} ligne du 1^{er} alinéa : les mots « est autorisée à » sont remplacés par le mot « peut ». Dans ce projet de loi, lorsque le législateur confie un pouvoir à une municipalité, il utilise le mot « peut »;</p> <p>2^e ligne du 2^e alinéa : on met un point au lieu d'un point virgule après le mot « animaux ». Il s'agit de propositions indépendantes. De plus, on remplace l'adjectif démonstratif « ces » par l'article défini « les » pour respecter le sens des dispositions d'origine;</p> <p>1^{ère} ligne du 3^e alinéa : le mot « prime » est remplacé par les mots « s'applique malgré », cette formule étant celle utilisée ailleurs dans le projet de loi.</p>
<p>60. Toute municipalité locale est autorisée à mettre en fourrière, à vendre à son profit ou à éliminer tout animal errant ou dangereux. Elle peut aussi faire isoler jusqu'à guérison ou éliminer tout animal atteint de maladie contagieuse, sur certificat d'un médecin vétérinaire.</p> <p>Elle peut également conclure une entente avec toute personne pour l'autoriser à appliquer un règlement de la municipalité concernant ces animaux ; la personne avec laquelle la municipalité conclut une entente ainsi que ses employés ont les pouvoirs des employés de la municipalité aux seules fins de l'application du règlement de la municipalité.</p>	<p>Cette disposition permet à une municipalité locale de procéder à l'élimination des animaux errants ou dangereux.</p> <p>Cette rédaction est différente de celle employée dans les lois actuelles en ce qu'elle n'assimile pas les employés du tiers à des employés de la municipalité, ce qui est préférable eu égard à la responsabilité extracontractuelle de la municipalité.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Le présent article prime une disposition inconciliable de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2). (553, 554 CM / 412 (17°) (19°) (19.1°), 413 (19°) LCV)</p>	
<p>61. Toute municipalité locale peut confier à une personne l'organisation et la gestion de son service de sécurité incendie. (555-3° CM / 412-41° LCV)</p>	<p>Cette disposition reprend une disposition existante qui permet de faire appel au secteur privé pour dispenser des services de sécurité incendie. Le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir discrétionnaire n'est délégué, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la municipalité locale de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).</p> <p>L'article 48 de la <i>Loi sur la sécurité incendie</i> (L.R.Q., chapitre S-3.4) s'applique aux pompiers de l'entreprise privée concernée :</p> <p>«48. L'entreprise qui assure, par contrat avec une autorité locale ou régionale ou avec une régie intermunicipale, des services de sécurité incendie ainsi que les pompiers à son service ont, pour l'application de la présente section, les obligations, les pouvoirs, les droits et l'immunité d'une municipalité locale et des membres de son service de sécurité incendie prévus à cette section.»</p>
<p>62. Toute municipalité locale peut autoriser un agent de la paix à interrompre le signal sonore de tout système d'alarme et à pénétrer à cette fin dans un immeuble n'appartenant pas à la municipalité, si personne ne s'y trouve à ce moment.</p> <p>Elle peut réclamer une somme qu'elle fixe, par règlement adopté en vertu de l'article 59 dans le cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement d'un tel système ou lorsqu'il est déclenché inutilement.</p>	<p>Cette disposition est différente de celles actuellement en vigueur en ce qu'elle permet à la municipalité de désigner uniquement un agent de la paix pour pénétrer dans un immeuble pour y interrompre un signal sonore d'un système d'alarme. Pour des raisons reliées à la sécurité de l'intervenant et aux risques que comporte une telle intervention, cette mesure s'imposait.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
(412 (44.1°) b) e) LCV / 555.1 b) e) CM / article 28 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Longueuil / article 12 de l'annexe B de la Charte de la Ville de Gatineau)	
<p>ARTICLE 63</p> <p><i>Retirer l'article 63.</i></p>	<p>Ce pouvoir d'aide est repris aux premier et troisième alinéas de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>63. Toute municipalité locale peut accorder une aide à une personne dont la propriété a été détruite ou endommagée par des émeutiers ou par des personnes réunies en attroupements tumultueux.</p> <p>(443 a CM / 464 (1°) LCV)</p>	
<p>ARTICLE 64</p> <p><i>Retirer l'article 64.</i></p>	<p>Ce pouvoir d'aide est repris aux premier et troisième alinéas de l'article 89, permettant ainsi le regroupement des dispositions relatives à l'aide.</p>
<p>64. Toute municipalité locale peut accorder au propriétaire d'un logement ou d'un bâtiment, même assujéti au chapitre III de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1), une aide couvrant les frais d'installation d'un détecteur d'incendie, de tout autre appareil destiné à éteindre ou combattre le feu ou de tout appareil de sauvetage.</p> <p>(555 -5° d) CM / 412 -23.1° d) LCV)</p>	
<p>CHAPITRE IX TRANSPORT</p> <p>SECTION I VOIRIE</p>	
<p>65. La municipalité locale a compétence en matière de voirie sur les voies publiques dont la gestion ne relève pas du gouvernement du Québec ou de celui du Canada ni de l'un de leurs ministères ou organismes.</p> <p>Dans la présente loi, une voie publique inclut toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé ainsi que tout ouvrage ou installation, y compris un fossé, utile à leur aménagement, fonctionnement ou gestion.</p>	<p>Cette disposition délimite la compétence de la municipalité locale en matière de voirie.</p> <p>Elle comporte une définition de la notion de « voie publique ».</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>(711.20, 711.21, 737 CM / 467.15, 467.16 LCV)</p> <p>66. Toute municipalité locale peut adopter des règlements pour régir :</p> <p>1° tout usage d'une voie publique non visé par les pouvoirs réglementaires que lui confère le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) ;</p> <p>2° tout empiétement sur une voie publique ;</p> <p>3° les excavations dans toute voie publique de la municipalité ;</p> <p>4° la construction et l'entretien d'ouvrages au-dessus ou au-dessous d'une voie publique ;</p> <p>5° le numérotage des immeubles.</p> <p>567.1, 631(1°) (5°) CM / (415 (7° b) (9° a) (11°) (14°) (19°), 460 (12°) LCV) / article 91 de la Charte de la Ville de Québec / article 101 de la Charte de la Ville de Montréal / article 34 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Longueuil)</p>	<p>Cette disposition établit les matières à propos desquelles une municipalité locale peut réglementer dans le domaine de la voirie.</p> <p>Un commentaire à propos du paragraphe 1° : les dispositions actuelles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> prévoient certains usages de la voie publique déjà visés par le <i>Code de la sécurité routière</i> (L.R.Q., chapitre C-24.2). Afin d'éviter les dédoublements tout en utilisant l'emploi de termes généraux, on a prévu au projet de loi le pouvoir d'une municipalité locale de réglementer les usages non visés par le <i>Code de la sécurité routière</i>.</p> <p>À noter que les pouvoirs d'adopter des règlements pour ouvrir, construire, entretenir et fermer une voie publique ne sont pas repris, étant donné qu'il s'agit de pouvoirs de nature exécutive (mesure non réglementaire / voir le paragraphe 8° du premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 4) et non législative.</p>
<p>67. Toute municipalité locale peut réglementer l'accès à une voie publique.</p> <p>Une disposition réglementaire adoptée en vertu du présent article ne doit pas avoir pour effet d'enclaver un immeuble ou de ne laisser accès, à partir de cet immeuble, qu'à une voie publique située sur le territoire d'une autre municipalité, ni de rendre inopérante ou de diminuer l'effet d'une servitude de non-accès acquise par le ministre des Transports, sans l'autorisation de ce dernier.</p> <p>(631 (8°) CM / 415 (13°) LCV)</p>	<p>Cet article reprend d'une manière beaucoup plus simple les servitudes de non-accès.</p> <p>Les dispositions actuelles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>loi sur les cités et villes</i> sont reprises partiellement sous forme de pouvoir réglementaire relatif à l'accès à une voie publique. Les autres pouvoirs inclus dans ces dispositions ne sont pas repris parce qu'ils sont déjà couverts par les lois municipales (expropriation) ou par le <i>Code civil du Québec</i> (acquisition de gré à gré).</p>
<p>68. Toute municipalité locale peut projeter la neige qui recouvre une voie publique sur les terrains privés contigus.</p> <p>(415 (23°) LCV / 752(2) CM)</p>	<p>Cette disposition autorise une municipalité à utiliser la propriété privée pour y déposer la neige dégagée de la voie publique.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>69. Toute municipalité locale peut entretenir une voie privée ouverte au public par tolérance du propriétaire ou de l'occupant, sur requête d'une majorité des propriétaires ou occupants riverains. (736 CM)</p>	<p>Cet article est nécessaire pour habiliter la municipalité à intervenir sur une voie de circulation de propriété privée, à la condition qu'une majorité de propriétaires ou d'occupants riverains en fassent la demande.</p>
<p>70. Tout contrat par lequel une municipalité locale confie à une personne la responsabilité d'effectuer des travaux de transformation de son réseau d'éclairage public, de l'administrer et de l'entretenir pendant la période fixée au contrat peut également confier à cette personne la responsabilité d'assumer le financement des coûts relatifs à l'acquisition du réseau par la municipalité et pourvoir au remboursement de ces coûts au moyen du versement que fait la municipalité à cette personne des redevances dont le contrat détermine les montants et le nombre.</p> <p>La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas aux travaux effectués en vertu d'un contrat conclu conformément au premier alinéa. (944.2, 944.3 CM / 573.12, 573.13 LCV)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise d'articles existants qui sont une simplification des dispositions relatives au « contrat clé en main » (art. 32 à 36 du projet de loi / ouvrage d'assainissement des eaux) applicable en matière d'éclairage.</p>
<p>ARTICLE 71</p> <p><i>Modifier l'article 71 :</i></p> <p>1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le mot « privé », des mots « faite d'après le cadastre en vigueur. » ;</p> <p>2° par la suppression du paragraphe 2° du premier alinéa ;</p> <p>3° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphes 3° du premier alinéa, des mots « et publiée au bureau de la publicité des droits » ;</p> <p>4° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :</p>	<p>En territoire rénové, il est maintenant nécessaire qu'une partie de lot soit immatriculée distinctement préalablement à la publication de droits à son égard au registre foncier.</p> <p>L'amendement permet de simplifier la gestion de l'opération cadastrale qui consiste à attribuer, en territoire rénové, un numéro tant à la partie requise par la municipalité qu'à celle qui demeure de propriété privée. Il permet à la municipalité de bénéficier du 2° alinéa de l'article 3043 du Code civil et de signer, pour le propriétaire, le plan qu'elle soumet au ministre responsable du cadastre :</p> <p>3043. Toute personne peut soumettre au ministre responsable du cadastre un plan, signé par elle, pour modifier par subdivision ou autrement le plan d'un lot dont elle est</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« La municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie privée devenue sa propriété par l'effet du présent article. Elle doit, en outre, s'il s'agit d'un plan comportant une nouvelle numérotation, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale. ».</p>	<p>propriétaire; elle peut aussi demander le numérotage d'un lot, l'annulation ou le remplacement de la numérotation existante ou en obtenir une nouvelle ou pour modifier par morcellement le plan d'un lot sur lequel elle a acquis, autrement qu'à la suite d'une convention, un droit de propriété.</p> <p>L'acceptation, par le ministre, d'un plan visant à modifier par morcellement le plan d'un lot sur lequel une personne a acquis un droit de propriété autrement qu'à la suite d'une convention supplée à la signature de toute autre personne ayant des droits sur le lot visé par le plan.</p> <p>(...).</p> <p>L'amendement permet également à la municipalité de voir son titre de propriété publié au bureau de la publicité des droits par l'effet du dépôt du plan cadastral à ce bureau. Il n'est donc plus approprié que le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 71 réfère à la publicité des droits au registre foncier.</p> <p>Enfin, le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 71 est modifié pour le rendre concordant avec la terminologie employée au premier alinéa de l'article 72.</p>
<p>71. Toute voie privée ouverte à la circulation publique depuis au moins dix ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités suivantes :</p> <p>1° la municipalité approuve par résolution une description de la voie privée pour laquelle elle entend se prévaloir du présent article ;</p>	<p>Cette disposition codifie la dédicace (mode d'acquisition en <i>common law</i>) applicable aux voies publiques. On reprend dans une facture plus moderne le contenu de l'article 422 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p> <p>À noter que ce mode d'acquisition ne peut s'appliquer à une voie</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>2° cette description est faite d'après le cadastre officiel ;</p> <p>3° une copie de cette description, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité et publiée au bureau de la publicité des droits ;</p> <p>4° la municipalité fait publier à la <i>Gazette officielle du Québec</i> et dans un quotidien circulant sur le territoire de la municipalité, deux fois, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant :</p> <p>a) le texte intégral du présent article;</p> <p>b) une description sommaire de la voie privée concernée ;</p> <p>c) une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° à 3° ont été accomplies.</p> <p>Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie privée visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication à la <i>Gazette officielle du Québec</i>.</p> <p>La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie privée sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes.</p> <p>(422 LCV)</p>	<p>privée sur laquelle une municipalité locale a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. Dans un tel cas, elle devra l'acquérir de gré à gré ou par expropriation.</p>
<p>ARTICLE 72</p> <p><i>Modifier l'article 72:</i></p> <p>1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « et publiée au bureau de la publicité des droits »;</p>	<p>En territoire rénové, il est maintenant nécessaire qu'une partie de lot soit immatriculée distinctement préalablement à la publication de droits à son égard au registre foncier.</p> <p>L'amendement permet de simplifier la gestion de l'opération cadastrale qui consiste à attribuer, en territoire rénové, un numéro tant à la partie requise par la municipalité qu'à celle qui demeure de</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2° du troisième alinéa, des mots « et celle de la publication de la description au bureau de la publicité des droits »;</p> <p>3° par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant :</p> <p>« Le terrain visé par la résolution prévue au premier alinéa devient la propriété de la municipalité à compter de la date de transmission de l'avis prévu au troisième alinéa. La municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant le terrain devenu sa propriété par l'effet du présent article. Elle doit, en outre, s'il s'agit d'un plan comportant une nouvelle numérotation, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale. »</p>	<p>propriété privée. Il précise le moment du transfert de propriété et permet à la municipalité de bénéficier du 2° alinéa de l'article 3043 du Code civil et de signer, pour le propriétaire, le plan qu'elle soumet au ministre responsable du cadastre.</p> <p>L'amendement permet également à la municipalité de voir son titre de propriété publié au bureau de la publicité des droits par l'effet du dépôt du plan cadastral à ce bureau. Il n'est donc plus approprié que le deuxième alinéa et le paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 72 referent à la publicité des droits au registre foncier.</p>
<p>72. Lorsqu'elle constate que l'assiette d'une voie publique existante n'est pas conforme à aux titres, la municipalité locale approuve par résolution la description du terrain préparée par un arpenteur-géomètre qui correspond à cette assiette, d'après le cadastre en vigueur.</p> <p>Une copie de cette description, vidimée par un arpenteur-géomètre, doit être déposée au bureau de la municipalité et publiée au bureau de la publicité des droits.</p> <p>La municipalité fait parvenir à tout propriétaire du terrain concerné et à tout détenteur d'un autre droit réel un avis, par tout moyen permettant la preuve de son expédition, qui :</p> <p>1° identifie le terrain visé par la résolution prévue au premier alinéa, en utilisant autant que possible le nom de la voie publique concernée ;</p> <p>2° identifie la résolution approuvant la description du terrain, mentionne sa date et celle de la publication de la description au bureau de la publicité des droits et le fait que l'assiette du terrain est déterminée conformément à cette description ;</p>	<p>Cette disposition prévoit un mode de correction des titres de la municipalité lorsque l'assiette d'une voie publique empiète sur les propriétés privées contiguës. Plutôt que de procéder par expropriation, elle peut utiliser cette procédure.</p> <p>À noter qu'au lieu de procéder par avis à la <i>Gazette officielle du Québec</i> comme cela est prévu actuellement au <i>Code municipal du Québec</i>, la municipalité devra aviser individuellement chaque propriétaire et chaque détenteur d'un droit réel, compte tenu de l'importance des droits en cause.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>3° reproduit le texte de l'article 73 et fait les liens nécessaires avec l'objet de l'avis. (738.1, 738.2 CM)</p>	
<p>ARTICLE 73</p> <p><i>Remplacer le premier alinéa de l'article 73 par le suivant :</i></p> <p>« 73. Tout droit réel auquel peut prétendre une personne à l'égard du terrain visé par la description prévue à l'article 72 est éteint à compter de l'expédition de l'avis prévu à cet article. »</p>	<p>Cet amendement a pour objet de faire une modification de concordance avec les amendements apportés à l'article 72. Il n'est plus approprié de référer à la publicité des droits au registre foncier, puisque le plan cadastral que la municipalité soumet au ministre responsable du cadastre, une fois qu'elle est devenue propriétaire du terrain visé, aura pour effet de jouer ce rôle de publicité.</p>
<p>73. Tout droit réel auquel peut prétendre une personne à l'égard du terrain visé par la description prévue à l'article 72 est éteint à compter de la publication de la description au bureau de la publicité des droits conformément à cet article.</p> <p>Le titulaire d'un droit réel éteint en vertu du premier alinéa peut toutefois réclamer à la municipalité une indemnité en compensation pour la perte de ce droit. À défaut d'entente, le montant de l'indemnité est fixé par le Tribunal administratif du Québec à la demande de la personne qui la réclame ou de la municipalité et les articles 58 à 68 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>Le droit à l'indemnité visé au deuxième alinéa se prescrit par trois ans à compter de l'expédition de l'avis faite conformément à l'article 72.</p> <p>(738.3 CM)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise de la disposition actuelle. On y explique les effets de la procédure prévue à l'article 72 sur les détenteurs de droits réels impliqués (extinction, indemnisation, prescription).</p>
<p>74. Lorsqu'une voie publique est divisée par la limite des territoires de deux municipalités locales, de telle façon que la responsabilité de la gestion de cette voie doit être assumée par une seule municipalité, les municipalités concernées doivent conclure une entente intermunicipale.</p> <p>(711.22 CM / 467.17 LCV)</p>	<p>Cette disposition crée aux municipalités concernées l'obligation de s'entendre lorsqu'une voie publique est divisée par la limite de leur territoire.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 75</p> <p><i>Modifier l'article 75, par le remplacement :</i></p> <p><i>1° dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « désigner un arbitre pour » par les mots « nommer un arbitre chargé de »;</i></p> <p><i>2° dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « désigné » par le mot « nommé »;</i></p> <p><i>3° du cinquième alinéa par les suivants :</i></p> <p><i>« Les articles 944 à 944 10 et 945 1 à 945 8 du Code de procédure civile (L.R.O., chapitre C-25) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'arbitrage prévu au troisième alinéa.</i></p> <p><i>La rémunération de l'arbitre est déterminée par le ministre. Les frais de l'arbitrage sont payés à parts égales par les municipalités, à moins que, par une décision motivée, l'arbitre n'en décide autrement. »</i></p>	<p>Ces modifications ont pour but de modeler le contenu de l'article en fonction des modifications proposées par le projet de loi n° 76 (Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives / articles 54 et 55). Ainsi, à la place de la Commission municipale, c'est un arbitre nommé par la ministre qui statuera, à défaut d'entente entre les municipalités concernées, sur l'opportunité que la gestion de la voie publique concernée (divisée par la limite des territoires de deux municipalités) soit assumée par une seule municipalité.</p>
<p>75. Si les municipalités font défaut de conclure une entente en application de l'article 74, l'une d'elles peut demander au ministre de désigner un arbitre pour statuer sur la nécessité de faire assumer par une seule municipalité la responsabilité de la gestion des parties concernées de la voie publique et, le cas échéant, de décider laquelle des municipalités a cette responsabilité et de prévoir les règles du partage des dépenses.</p> <p>La municipalité qui fait la demande doit, le plus tôt possible après l'adoption de la résolution formulant cette demande, en transmettre une copie vidimée à l'autre municipalité.</p> <p>L'arbitre désigné en vertu du premier alinéa peut, après avoir entendu les parties, soit décréter qu'il n'est pas nécessaire qu'une seule municipalité assume la responsabilité de la gestion des parties concernées de la voie publique, soit décréter qu'une telle gestion unifiée est nécessaire, et décider quelle municipalité</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>en est responsable et prévoir les règles du partage des dépenses. Il peut rendre toute autre ordonnance propre à sauvegarder les droits des parties.</p> <p>La décision de l'arbitre cesse d'avoir effet si les deux municipalités concluent une entente conformément à l'article 74.</p> <p>Les articles 940 à 940.6 et 942 à 947.4 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'arbitrage prévu au premier alinéa. (711.23, 711.24 CM / 467.18, 467.19 LCV)</p>	
<p>76. Les articles 74 et 75 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une voie publique qui longe la limite des territoires de deux municipalités locales.</p>	<p>Il s'agit d'une nouveauté introduite à la demande des associations de municipalités pour rendre applicable le contenu des articles 74 et 75 au cas d'une voie publique qui longe le territoire de deux municipalités locales.</p>
<p>77. Toute construction ou réfection d'un trottoir doit être faite de manière à en faciliter l'accès aux personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1). (568 (3°) CM / 415 (5°) LCV)</p>	<p>Cet article reprend dans un langage simplifié et plus englobant le contenu des dispositions actuelles du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>SECTION II STATIONNEMENT</p>	
<p>78. Toute municipalité locale peut, par règlement, régir le stationnement.</p> <p>Dans l'exercice du pouvoir prévu au premier alinéa, elle peut déterminer, après avoir obtenu le consentement du propriétaire, les aires de stationnement privées auxquelles le règlement s'applique. (566.1, 631.1 CM / 412 (20°), 415 (6°) (10°) (30.1) (30.2) (32°) (33°) LCV)</p>	<p>Cette disposition énonce un pouvoir général de réglementation en matière de stationnement.</p> <p>Le deuxième alinéa de l'article 78 permet à une municipalité locale de rendre applicable sa réglementation à une aire de stationnement privée dans la mesure où elle a préalablement obtenu le consentement préalable du propriétaire de cette aire.</p>
<p>79. Toute municipalité locale peut, par règlement, régir le remorquage et le remisage de tout véhicule</p>	<p>Ces dispositions sur le remorquage et le remisage sont, pour la</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>stationné en contravention d'une disposition réglementaire adoptée en vertu de la présente loi ou du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2), fixer le tarif des frais de remorquage ou de déplacement et prévoir qui en assume les frais. <i>(article 71 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Québec / article 154 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal / article 10 de l'annexe B de la Charte de la Ville de Gatineau)</i></p>	<p>plupart des municipalités, nouvelles en ce qu'on n'en retrouve des semblables que dans des chartes particulières, telles celles des villes de Québec et de Montréal.</p>
<p>80. Toute personne autorisée par une municipalité locale à appliquer ses règlements relatifs au stationnement peut, en cas de travaux d'entretien ou dans les autres cas que la municipalité détermine par règlement, déplacer un véhicule ou le faire déplacer et le remiser, aux frais de son propriétaire. <i>(565 al. 2, 631.1 CM / 412 (20°) al. 2, 415 (10°) LCV)</i></p>	<p>Cette disposition reprend des contenus existants. Les « autres cas » dont il est question ici pourront être des cas d'urgence ou de détournement de la circulation.</p>
<p>SECTION III INSTALLATIONS PORTUAIRES ET AÉROPORTUAIRES</p>	
<p>81. Toute municipalité locale peut réglementer l'accès à ses installations portuaires ou aéroportuaires. <i>(625, 625.1 CM / 415 (39°) (40°) LCV)</i></p>	<p>La navigation et l'aéronautique sont des domaines de compétence fédérale. Toutefois, le Parlement du Québec peut déléguer aux municipalités le pouvoir relatif à l'accès à ses installations.</p>
<p>82. Toute municipalité locale peut aussi, à l'extérieur de son territoire, établir, acquérir et exploiter une installation portuaire ou aéroportuaire. <i>(625, 625.1 CM / 415 (39°) (40°) LCV)</i></p>	<p>Cet article se justifie par le seul fait qu'il confie une compétence extraterritoriale à une municipalité locale.</p>
<p>83. Toute municipalité locale peut confier à une personne l'exploitation de ses installations portuaires ou aéroportuaires. <i>(625 CM / 415 (39°) LCV)</i></p>	<p>Le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir discrétionnaire n'est délégué, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la municipalité locale de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>CHAPITRE X AUTRES POUVOIRS</p>	
<p>84. En outre des pouvoirs réglementaires prévus à la présente loi, toute municipalité locale peut adopter tout règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de sa population. (490 CM / 410 LCV)</p>	<p>Le projet de loi reprend essentiellement le contenu du 1^{er} alinéa des articles 490 du <i>Code municipal du Québec</i> et 410 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>, sauf la référence au concept de salubrité prévu à l'article 410 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>, déjà repris à l'article 54 du projet de loi.</p> <p>La Cour suprême du Canada a interprété généreusement la notion de « bien-être général » de l'article 410 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> dans l'affaire <i>Spraytech c. Ville de Hudson</i>, [2001] 2 R.C.S. 241 où elle a reconnu aux municipalités locales le pouvoir de réglementer l'épandage de pesticides sur la base de cette notion, alors qu'aucune disposition spécifique de la <i>Loi sur les cités et villes</i> ne permettait à la municipalité d'adopter une réglementation en la matière.</p>
<p>85. Toute municipalité locale peut, par règlement, régir l'utilisation de véhicules ou de roulottes à des fins d'habitation ou de commerce. (627 (13°) CM / 415 (33°) LCV)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise des dispositions existantes qui réfèrent à la fois à des notions d'urbanisme, d'habitation, de développement économique et de stationnement. À noter que par l'intermédiaire du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 6, la municipalité pourra prévoir des prohibitions dans sa réglementation.</p>
<p>86. Toute municipalité locale peut adopter des règlements pour:</p> <p>1° régir l'inhumation et l'exhumation de cadavres ;</p> <p>2° régir l'établissement de cimetières. (462 (1°) à (3°) LCV)</p>	<p>Afin de ne pas retirer de pouvoirs aux municipalités, le projet de loi reprend en les actualisant les dispositions sur les cimetières. La <i>Loi sur les inhumations et les exhumations</i> (L.R.Q., chapitre I-11), dont l'application relève du ministre de la Santé et des Services sociaux, prévoit à son article 3 que « aucune inhumation ne doit être faite ailleurs que dans un cimetière légalement établi, sauf les cas</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>autrement prévu par la loi ». Cette loi prévoit aussi des règles d'inhumation (art. 6 à 14). Le paragraphe 1° de l'article 462 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> a été reconduit en ce qu'il permet à la municipalité d'édicter des normes d'inhumation plus sévères que celles prévues à la <i>Loi sur les inhumations et les exhumations</i>.</p> <p>En ce qui concerne le pouvoir de régir l'établissement de cimetières, il se justifie minimalement par celui de pouvoir prohiber l'établissement de nouveaux cimetières.</p> <p>À noter que les paragraphes 5° à 8° de l'article 462 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> n'ont pas été repris considérant qu'ils visent des matières (rapports et tenue de registres de décès, enquête sur les circonstances de décès, transport de cadavres) régies par la <i>Loi sur la santé publique</i> (L.R.Q., chapitre S-2.2, art. 46), la <i>Loi sur la recherche des causes et des circonstances de décès</i> (L.R.Q., chapitre R-0.2, art. 78 et ss.) et la <i>Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons, les services ambulanciers et la disposition des cadavres</i> (L.R.Q., chapitre L-0.2, art. 54 et ss.).</p>
<p>87. Toute municipalité locale peut accepter d'administrer un cimetière en vertu d'une entente avec l'administrateur de ce cimetière. (14.17, 627 (3°) CM / 29.12.1 LCV)</p>	<p>Comme le projet de loi ne confère pas aux municipalités de compétence exécutive générale en matière de cimetières, il est nécessaire d'octroyer spécifiquement le pouvoir d'entente.</p>
<p>88. Toute municipalité locale peut faire enlever les cadavres inhumés en contravention à la loi, fermer tout cimetière et en faire enlever les cadavres qui y ont été inhumés. (462 (4°) LCV)</p>	<p>Ce pouvoir de nature exécutive reconnaît à la municipalité l'intérêt requis pour enlever ou faire enlever des cadavres inhumés illégalement ou fermer un cimetière.</p>
<p>CHAPITRE XI DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 89</p> <p><i>Remplacer l'article 89 par le suivant :</i></p> <p>« 89. En outre des mesures d'aide par ailleurs prévues, toute municipalité locale peut, à l'égard des matières prévues aux articles 4 et 84 à 88, accorder toute aide qu'elle juge appropriée.</p> <p>Elle peut également aider financièrement au déplacement ou à l'enfouissement de tout réseau de télécommunication ou de distribution d'énergie.</p> <p>La Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre 1-15) ne s'applique pas à une aide accordée:</p> <p>1° pour l'établissement ou l'exploitation d'un centre de congrès ou d'un centre de foires;</p> <p>2° à tout organisme à but non lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire;</p> <p>3° au propriétaire d'un immeuble pour l'aider à se conformer à l'obligation d'y installer et maintenir en bon état de fonctionnement un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout;</p> <p>4° pour des dommages à la propriété par des émeutiers ou des personnes réunies en attroupements tumultueux;</p> <p>5° au propriétaire d'un logement ou d'un bâtiment, couvrant les frais d'installation d'un détecteur d'incendie, de tout autre appareil destiné à éteindre ou combattre le feu ou de tout autre appareil de sauvetage;</p>	<p>Cette modification permet à une municipalité locale d'accorder toute aide qu'elle juge appropriée. Une aide peut être accordée à toute personne et peut aussi consister en l'augmentation du patrimoine d'une fiducie existante, en suivant les règles prévues à cette fin au Code civil.</p> <p>La modification permet également le regroupement de dispositions relatives à l'aide qui s'appliquent malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales. Ces dispositions proviennent des articles 10 (alinéa 3), 12, 20, 24 (2^e alinéa), 63 et 64.</p> <p>En vertu du deuxième alinéa tel qu'amendé, une municipalité locale peut contribuer aux coûts d'enfouissement de fils conducteurs ou de tout réseau de télécommunication. Afin de s'ajuster aux réalités actuelles, le « déplacement » de ces structures a été ajouté et on a remplacé « fils conducteurs » par « distribution d'énergie », des termes plus généraux, afin de couvrir, en plus des réseaux de distribution d'électricité, ceux qui servent à la distribution du gaz.</p> <p>(8-1, 443-a, 524-6, 555, 5^e d), 557 (7-1^o), 563CM/28.0.0.L, 412, 23, 1^o d), 413 (25^o) (25-1^o), 415 (17-1^o), 464 (1^o), 471-0-5 LCV)</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>6° en vertu du deuxième alinéa. ».</p>	
<p>89. En outre des mesures d'aide par ailleurs prévues, toute municipalité locale peut, à l'égard des matières prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article 4 et aux articles 84 à 88, accorder une aide à une personne.</p> <p>La Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15) ne s'applique pas à une aide accordée en vertu de l'article 8, du troisième alinéa de l'article 10, des articles 12, 14, 20, 22, 23, du deuxième alinéa de l'article 24 et des articles 63 et 64.</p> <p>(8(2°), 523, 564 (2°) CM / 28 (2°b), 415 (4° c), 464 (3°) (7°), 466 (1°) (4°) (6°) LCV)</p>	<p>Cet article reconnaît à une municipalité locale un pouvoir d'aide général dans les domaines où elle exerce ses compétences (matières prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article 4 et aux articles 84 à 88 du projet de loi). Ce pouvoir général s'applique sous réserve de la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (L.R.Q., chapitre I-15) qui interdit aux municipalités d'aider un établissement industriel ou commercial.</p>
<p>ARTICLE 90</p> <p><i>Remplacer, dans le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 90, les mots « centre hospitalier » par les mots « établissement de santé ».</i></p>	<p>Cette modification a pour but de permettre à une municipalité d'aider un plus large éventail d'institutions du domaine de la santé.</p>
<p>90. En outre, toute municipalité locale peut accorder une aide dans les matières suivantes:</p> <p>1° l'assistance aux personnes physiques défavorisées ou dans le besoin ;</p> <p>2° la création et la poursuite, sur son territoire et ailleurs, d'oeuvres de bienfaisance, d'éducation, de culture, de formation de la jeunesse et de toute initiative de bien-être de la population;</p> <p>3° l'exploitation d'un centre hospitalier ;</p> <p>4° l'agriculture.</p> <p>Dans l'exercice du pouvoir prévu au paragraphe 1° du premier alinéa, une municipalité locale peut établir des refuges.</p> <p>(8(1°), 443 (b) (c), 524 (1°) (3°) (4°) CM / 28 (2 a), 464(2°) (5°) (6°) (9°) LCV)</p>	<p>Cette disposition permet à une municipalité d'accorder une aide dans des domaines qui ne sont pas visés par l'article 89. Ces pouvoirs sont déjà prévus dans les lois municipales actuelles.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 91</p> <p><i>Remplacer l'article 91 par le suivant :</i></p> <p>« 91. Toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme en vertu duquel elle accorde des subventions ou des crédits de taxes aux artistes professionnels au sens de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01) et aux artistes au sens de la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1). Une personne morale sous le contrôle d'un tel artiste ou un groupement de tels artistes qui n'est pas une personne morale peut bénéficier du programme à la place de l'artiste qui contrôle la personne morale ou des artistes qui forment le groupement.</p> <p>Toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme de réhabilitation de l'environnement et accorder une subvention pour des travaux relatifs à un immeuble conformes à ce programme. Le montant de cette subvention ne peut excéder le coût réel des travaux. La municipalité peut, avec le consentement du propriétaire, exécuter sur un immeuble tous travaux requis dans le cadre d'un tel programme.</p> <p>Une municipalité locale peut, en outre, dans l'exercice d'un pouvoir d'aide prévu à la présente loi, établir tout autre programme d'aide.</p> <p>Les premier et deuxième alinéas s'appliquent malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15). »</p>	<p>Cette modification a pour objet de regrouper dans un même article les dispositions relatives aux programmes d'aide. Ces dispositions proviennent des articles 8 et 22.</p> <p>Le deuxième alinéa est une reprise des pouvoirs prévus au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i>. Il est harmonisé avec les lois particulières qui régissent le statut des artistes. Ces lois prévoient des dispositions permettant aux artistes professionnels de se regrouper pour être reconnus. Un regroupement reconnu a pour objet de veiller au maintien de l'honneur de la profession artistique et de promouvoir et de défendre les intérêts de ses membres. La Commission de reconnaissance des associations d'artistes et de producteurs, instituée par loi, a notamment pour fonctions de décider de toute demande relative à la reconnaissance d'une association et de statuer sur la conformité des règlements des associations d'artistes reconnues.</p> <p>(9.1 CM/28.0.1 LCV)</p> <p>Le deuxième alinéa prévoit que lorsqu'est créé un programme de subvention pour fins de réhabilitation de l'environnement, le montant de la subvention ne peut dépasser le montant réel des travaux. Le consentement du propriétaire est nécessaire chaque fois qu'il s'agit de permettre une intervention publique sur une propriété privée.</p> <p>(1011.1.1 CM/542.5.1 LCV)</p>
<p>91. Dans l'exercice d'un pouvoir d'aide prévu à la présente loi, la municipalité locale peut également établir, par règlement, des programmes d'aide.</p>	<p>Lorsqu'une municipalité veut établir un programme d'aide par lequel elle veut lier à l'avance sa discrétion, elle procède par règlement.</p>
<p>92. Toute municipalité locale peut constituer tout organisme pour les fins suivantes :</p>	<p>L'objet de cet article consiste à prévoir les fins pour lesquelles une</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>1° La promotion industrielle, commerciale ou touristique ;</p> <p>2° l'organisation et la promotion des activités culturelles et de loisirs ;</p> <p>3° la protection de l'environnement.</p> <p>Elle peut confier aux organismes visés au premier alinéa l'organisation et la gestion d'activités relatives aux buts qu'ils poursuivent. (8 CM / 28(2) LCV)</p>	<p>municipalité locale peut fonder un organisme. Il s'agit d'une limite aux droits d'une personne physique que lui confère de façon supplétive le <i>Code civil du Québec</i>.</p> <p>À noter, pour fin de clarté, au paragraphe 1° du premier alinéa, que le mot « promotion » remplace le mot « initiative » qui se retrouve dans les dispositions actuellement en vigueur.</p>
<p>ARTICLE 93</p> <p>Modifier l'article 93 par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, de « et, à cette fin, leur accorder les fonds nécessaires ».</p>	<p>Dans un contrat de gestion, il y a nécessairement une contrepartie pour les services rendus. Les mots supprimés sont inutiles.</p>
<p>93. Toute municipalité locale peut confier à des sociétés ou personnes morales à but non lucratif l'organisation et la gestion, pour son compte, d'activités ou d'organismes visés au premier alinéa de l'article 92 et, à cette fin, leur accorder les fonds nécessaires. (8 CM / 28 LCV)</p>	<p>Cette disposition permet à une municipalité locale de confier à des organismes à but non lucratifs l'organisation et la gestion d'activités ou d'organismes visés à l'article 92, et de leur accorder une aide financière. Comme il s'agit d'organismes à but non lucratif, point n'est besoin de déroger à l'application de la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i>.</p> <p>Le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où une telle délégation de pouvoirs discrétionnaires n'est pas nécessaire, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la municipalité locale de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>94. Toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences.</p> <p>Pour l'application du premier alinéa, les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable.</p> <p>L'exercice des pouvoirs attribués par le présent article est toutefois subordonné à la remise en état des lieux et à la réparation du préjudice subi par le propriétaire ou le responsable des lieux, le cas échéant. En outre, la municipalité est tenue, à moins d'une urgence, de donner au propriétaire ou à tout autre responsable de l'immeuble un préavis d'au moins 48 heures de son intention d'entrer dans ou de circuler sur l'immeuble pour les fins mentionnées au premier alinéa.</p> <p>(556, 557 (9°), 563.4 CM / 413 (26°) (32°), 425 al. 2, 427, 453 LCV)</p>	<p>Cet article traite de pouvoirs de la municipalité et de ses employés lors d'interventions sur la propriété privée pour installer un équipement ou y faire des travaux.</p> <p>Sont maintenus dans les lois municipales générales (art. 492 du <i>Code municipal du Québec</i> et 411 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>) les dispositions relatives aux pouvoirs des employés de la municipalité de visiter et d'examiner toute propriété mobilière et immobilière pour faciliter l'application de la loi et des règlements.</p>
<p>95. Toute somme due à la municipalité à la suite de son intervention en vertu de la présente loi est assimilée à une taxe foncière si la créance est reliée à un immeuble et si le débiteur est le propriétaire de cet immeuble. Autrement, la créance est assimilée à une taxe non foncière.</p> <p>(546 (2°) (6°), 546.1, 555.1 (b et e), 563.0.1, 631 (2°) (3°) CM / 413 (14°), 412 (44.1° b et e), 413.1, 463 (2°) (5°), 463.0.1 LCV / art. 81 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>)</p>	<p>À la demande des associations de municipalités, cet article a été introduit pour faciliter le recouvrement d'une somme due à la municipalité à la suite de son intervention en vertu d'une disposition du projet de loi.</p> <p>Ainsi, dans le cas d'une assimilation à une taxe foncière, la municipalité sera habilitée à vendre pour taxes l'immeuble à propos duquel elle est intervenue alors que son propriétaire refuse de défrayer le coût de cette intervention. La municipalité est également détentrice d'une créance prioritaire en vertu du paragraphe 5° de l'article 2651 du <i>Code civil du Québec</i> et sa créance est aussi garantie par une hypothèque légale sur l'immeuble concerné (art. 982.1 al. 1 et 1022 et ss. du <i>Code municipal du Québec</i> et 482.1 al. 1 et 511 et ss. de la <i>Loi sur les cités et villes</i>).</p> <p>Dans le cas d'une assimilation à une taxe non foncière, en plus d'être une créance prioritaire sur l'immeuble, sa créance est aussi garantie</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>96. La résolution par laquelle une municipalité locale aliène un service d'utilité publique doit être approuvée par les personnes habiles à voter et le gouvernement.</p> <p>Le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où l'acquéreur du service est une autre municipalité, une régie intermunicipale ou un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3). (Art. 1 et 2 de la Loi sur la vente des services publics municipaux, L.R.Q., chapitre V-4)</p>	<p>par une hypothèque légale sur l'immeuble concerné (art. 982.1 al. 1 du <i>Code municipal du Québec</i> et 482.1 al. 1 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>).</p> <p>Cet article reprend les dispositions de la <i>Loi sur la vente des services publics municipaux</i> (L.R.Q., chapitre V-4) et justifie l'abrogation de cette dernière (voir article 251).</p>
<p>TITRE III LES COMPÉTENCES D'UNE MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ</p> <p>CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS</p>	
<p>97. Est assimilée à une municipalité régionale de comté aux fins de l'application du présent titre, compte tenu des adaptations nécessaires, toute municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté. (627.1, 627.1.1, 627.2 CM / 466.1, 466.1.1, 466.2 LCV)</p>	<p>Pour éviter des répétitions et alléger le texte, on fait une assimilation générale. Cela permet d'appliquer à une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté (MRC) des dispositions du projet de loi applicables à une MRC.</p>
<p>98. Toute municipalité régionale de comté peut réglementer toute matière de nature régionale relative à la population de son territoire qui n'est pas autrement régie. (628, 678 CM)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise adaptée de l'article 628 du <i>Code municipal du Québec</i> auquel réfère l'article 678 du même code. Une telle rédaction permet d'éviter des conflits de juridiction entre les niveaux local et régional.</p>
<p>99. La Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15) ne s'applique à une aide accordée en vertu des articles 135 à 138.</p>	<p>Cette disposition permet d'éviter d'écrire quatre fois (au début de chaque article visé) « Malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i>, ».</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>CHAPITRE II COMPÉTENCES CONCURRENTES AVEC CELLES D'UNE MUNICIPALITÉ LOCALE</p>	
<p>ARTICLE 100</p> <p><i>Remplacer l'article 100 par le suivant:</i></p> <p>«100. Toute municipalité régionale de comté peut exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 10, au paragraphe 1^o de l'article 11, à l'égard d'un embranchement ferroviaire, aux articles 12, 18, 81 à 83 et 87, à l'article 90, aux premier et troisième alinéas de l'article 91, et aux articles 92 et 93, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>Les articles 5 et 6, l'article 80 à l'égard d'un parc régional, le quatrième alinéa de l'article 91 et l'article 95 s'appliquent à une municipalité régionale de comté, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>Une municipalité régionale de comté peut adopter toute mesure non réglementaire en matière d'installations portuaires ou aéroportuaires. Néanmoins, elle ne peut déléguer à une personne que l'exploitation de ses installations. »</p>	<p>Le remplacement du 1^{er} alinéa vise à faire les modifications de concordance avec celles effectuées aux articles 8, 12, 89, 91 et 101.</p> <p>Le remplacement du deuxième alinéa en est un de concordance avec les modifications occasionnées par le remplacement du premier alinéa.</p> <p>Le remplacement du troisième alinéa a pour but de limiter la généralité du troisième alinéa de l'article 100, afin qu'une municipalité régionale de comté ne puisse déléguer que les fonctions impliquant l'exercice de pouvoirs discrectionnaires que le législateur l'aura autorisée à déléguer, soit celles prévues à l'article 83. On crée ici un lien logique, comme on le fait à l'article 5 entre ce dernier et les pouvoirs réglementaires qui se retrouvent dans les différents chapitres du titre II.</p> <p>Rappelons qu'en vertu de la maxime <i>delegatus non potest delegare</i>, principe de droit public, une municipalité locale ne peut déléguer que les pouvoirs discrectionnaires que le législateur l'autorise à déléguer.</p> <p>À noter que ce procédé ne limite aucunement le pouvoir d'une municipalité régionale de comté de faire appel au secteur privé par contrat de service dans les cas où elle ne délègue pas de pouvoir discrectionnaire (ex. : construction). Les dispositions du Code civil sur</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>100. Toute municipalité régionale de comté peut exercer les pouvoirs prévus aux articles 6 et 8, au deuxième alinéa de l'article 9, au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10, au paragraphe 1° de l'article 11 à l'égard d'un embranchement ferroviaire, aux articles 12, 18, 81 à 83, 87, 90 à 93, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>L'article 5, l'article 80 à l'égard d'un parc régional et l'article 95 s'appliquent à une municipalité régionale de comté, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>Une municipalité régionale de comté peut adopter toute mesure non réglementaire en matière d'installations portuaires ou aéroportuaires. (8, 8.1, 9.1, 14.17, 440 (d) (e), 490, 678 CM)</p>	<p>les contrats et celles des lois municipales sur l'octroi des contrats (soumissions publiques) continuent de s'appliquer.</p> <p>Cet article reprend essentiellement le contenu de l'article 678 du <i>Code municipal du Québec</i> qui porte sur les compétences concurrentes que partagent les MRC avec les municipalités locales.</p> <p>Le troisième alinéa établit le pouvoir exécutif d'une MRC en matière d'installations portuaires et aéroportuaires.</p>
<p>ARTICLE 101</p> <p><i>Modifier l'article 101 par le remplacement</i></p> <p>1° dans la première ligne du paragraphe 1°, des mots «le maintien» par les mots «l'exploitation»;</p> <p>2° dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, des mots «de loisirs» par les mots «culturelles, récréatives ou communautaires».</p>	<p>1° L'ajout des mots «l'exploitation» vise à ne pas soustraire de pouvoirs aux MRC par rapport à ceux qu'elles détiennent actuellement. Il s'agit d'une modernisation des mots «le maintien» que l'on retrouve dans les dispositions qui ont inspiré l'écriture de l'article 101.</p> <p>2° Le pouvoir de subvention prévu à l'article 9, alinéa 2, tel que modifié, s'applique aux MRC en raison du renvoi qu'y fait le 1^{er} alinéa de l'article 100. Or, ce pouvoir permet à une MRC d'accorder, à l'extérieur de son territoire, une aide pour l'établissement et l'exploitation d'équipements et de lieux publics destinés à la pratique d'activités culturelles, récréatives ou communautaires.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>Il apparaît logique de permettre aux MRC d'accorder une aide à une personne pour l'établissement et le maintien d'équipements et de lieux publics pour la pratique d'activités culturelles, récréatives ou communautaires, sur son territoire.</p> <p>En concordance, il y a lieu de supprimer, au 1^{er} alinéa de l'article 100, le renvoi fait au 2^e alinéa de l'article 9.</p>
<p>101. Toute municipalité régionale de comté peut accorder une aide:</p> <p>1° à une personne pour l'établissement et le maintien d'équipements et de lieux publics destinés à la pratique d'activités de loisirs, sur son territoire ou à l'extérieur de celui-ci ;</p> <p>2° à une société ou personne morale vouée à la poursuite des fins mentionnées au paragraphe 1° du présent article, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 90 ou au premier alinéa de l'article 92. (8 (2°) (4°) CM)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise de pouvoirs d'aide déjà détenus par les MRC en vertu des paragraphes 2° et 4° de l'article 8 du <i>Code municipal du Québec</i>.</p>
<p>CHAPITRE III COMPÉTENCES EXCLUSIVES D'UNE MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>SECTION I DU CHAPITRE III DU TITRE III</p> <p><i>Remplacer la section I du chapitre III du titre III par la suivante :</i></p> <p>SECTION I COURS D'EAU ET LACS</p> <p>§1. — Cours d'eau</p>	
<p>102. Toute municipalité régionale de comté a compétence à l'égard des cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :</p> <p>1° de tout cours d'eau ou portion de cours d'eau que le gouvernement détermine, après consultation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par décret qui entre en vigueur à la date de sa publication à la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est indiquée;</p> <p>2° d'un fossé de voie publique;</p> <p>3° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil;</p> <p>4° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :</p> <p>a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;</p> <p>b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;</p> <p>c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.</p>	<p>Cette disposition consacre à nouveau la compétence des MRC à l'égard des cours d'eau. Cette compétence est circonscrite. Ainsi, pour l'ensemble des fonctions qui lui sont dévolues en matière de cours d'eau, la compétence porte sur les cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :</p> <p>1° de tout cours d'eau ou portion de cours d'eau que le gouvernement détermine, après consultation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par décret qui entre en vigueur à la date de sa publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est indiquée;</p> <p>2° d'un fossé de voie publique;</p> <p>3° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil;</p> <p>4° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>La portion d'un cours d'eau qui sert de fosse d'égout de la compétence de la municipalité régionale de comté</p>	<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation ; b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine ; c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.
<p>103. Toute municipalité régionale de comté peut adopter des règlements pour régir toute matière relative à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau, y compris les traverses, les obstructions et les nuisances.</p> <p>Si une personne n'effectue pas les travaux qui lui sont imposés par une disposition d'un règlement adopté en vertu du premier alinéa, la municipalité régionale de comté peut les effectuer aux frais de cette personne.</p>	<p>Le pouvoir réglementaire est élargi à toute matière relative à l'écoulement des eaux d'un cours d'eau, y compris les traverses, les obstructions et les nuisances.</p>
<p>104. Toute municipalité régionale de comté doit réaliser les travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau lorsqu'elle est informée de la présence d'une obstruction qui menace la sécurité des personnes ou des biens.</p> <p>Tout employé désigné à cette fin par la municipalité régionale de comté peut, sans délai, retirer d'un cours d'eau les obstructions qui empêchent ou gênent l'écoulement normal des eaux, sans préjudice aux droits de la municipalité de recouvrer, de toute personne qui les a causées, les frais relatifs à leur enlèvement.</p>	<p>Le libellé de l'obligation faite à la MRC de réaliser les travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau lorsqu'elle est informée de la présence d'une obstruction dans ce cours d'eau a été légèrement modifié. Il doit s'agir d'une obstruction qui menace la sécurité des personnes ou des biens, et non la sécurité publique, pour que la municipalité soit tenue d'intervenir.</p> <p>Cette disposition reprend sous une autre forme, deux obligations :</p> <p>1° celle faite aux MRC, prévue à l'article 782 du <i>Code municipal du Québec</i>, de tenir les cours d'eau libres de toute obstruction qui empêche ou gêne l'écoulement des eaux du 1^{er} au 31 octobre;</p> <p>2° celle de l'inspecteur municipal, prévue à l'article 817 du <i>Code municipal du Québec</i>, de faire faire, aux frais de la municipalité, dans</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>la neige ou dans la glace, des tranchées ou tous autres travaux nécessaires pour prévenir les inondations et faciliter l'écoulement des eaux. (782, 817 CM)</p> <p>Est également reprise l'habilitation prévue dans les lois actuelles visant à permettre à un employé de retirer d'un cours d'eau les obstructions qui empêchent ou gênent l'écoulement normal des eaux, sans préjudice aux droits de la municipalité de recouvrer de toute personne qui les a causées, les frais relatifs à leur enlèvement, afin d'éviter tout délai pouvant constituer une menace à la sécurité des personnes et des biens.</p>
<p>105. Toute municipalité régionale de comté peut réaliser des travaux permettant la création, l'aménagement ou l'entretien d'un cours d'eau. Ces travaux peuvent être exécutés dans le lit, sur les rives et les terrains en bordure de celles-ci.</p>	<p>Le pouvoir de réaliser des travaux est formulé en des termes généraux : toute municipalité régionale de comté peut réaliser des travaux permettant la création, l'aménagement ou l'entretien d'un cours d'eau. Ces travaux sont toujours soumis au respect des autorisations requises en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.</p>
<p>106. Le propriétaire ou l'occupant d'un terrain doit permettre aux employés ou représentants de la municipalité régionale de comté l'accès au cours d'eau pour les inspections nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Il doit également permettre l'accès de la machinerie et des équipements requis afin de réaliser des travaux.</p> <p>Avant d'effectuer des travaux, une municipalité régionale de comté doit notifier au propriétaire ou à l'occupant son intention de circuler sur son terrain au moyen d'un préavis d'au moins 48 heures, à moins que l'urgence de remédier à la situation l'en empêche.</p> <p>La municipalité régionale de comté est tenue à la remise en état des lieux et, le cas échéant, à la réparation du préjudice causé par son intervention.</p>	<p>Cet article impose au riverain l'obligation de permettre aux employés ou aux représentants (mandataires / contractuels) de la MRC d'accéder au cours d'eau pour fin d'inspection. Lorsque des travaux sont décrétés, la même obligation s'impose à l'égard de la machinerie et des équipements requis pour l'exécution des travaux.</p> <p>La MRC doit donner un préavis de 48 heures au propriétaire riverain avant que ses employés ou représentants ne puissent circuler sur son terrain.</p> <p>La MRC est tenue à la remise en état des lieux. Un citoyen ne doit</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>pas subir des travaux pour le bien de la communauté sans avoir l'assurance de retrouver ses biens dans un état convenable. (775, 783, 837 CM)</p>
<p>107. Toute municipalité régionale de comté peut, par entente avec une municipalité locale de son territoire conclue conformément aux dispositions de la section XXV du chapitre II du titre XIV du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), lui confier l'application des règlements, le recouvrement de créances et la gestion des travaux prévus à la présente sous-section.</p> <p>L'article 106 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute municipalité locale et aux employés ou représentants de cette dernière à qui est confiée une fonction en vertu du premier alinéa.</p>	<p>Par cet article, on permet la conclusion d'ententes intermunicipales pour faciliter la gestion de certaines MRC en matière de cours d'eau.</p>
<p>108. Un cours d'eau qui relie ou sépare le territoire de plusieurs municipalités régionales de comté est de la compétence commune de celles-ci. Cette compétence commune s'exerce, au choix des municipalités régionales de comté concernées, dans le cadre d'une entente ou par l'intermédiaire d'un bureau des délégués. À défaut d'entente sur le mode d'exercice de cette compétence commune dans les 60 jours de la transmission d'un avis à cette fin par une municipalité régionale de comté aux autres municipalités régionales de comté concernées, cette compétence est exercée par l'intermédiaire du bureau des délégués.</p> <p>Le bureau des délégués possède et exerce tous les pouvoirs d'une municipalité régionale de comté à l'égard de ce cours d'eau.</p>	<p>La compétence commune sur un cours d'eau qui relie ou sépare le territoire de plusieurs MRC s'exerce, au choix des MRC concernées, dans le cadre d'une entente ou, à défaut, par l'intermédiaire d'un bureau des délégués. Il s'agit d'un allègement par rapport à la situation actuelle où le bureau des délégués doit nécessairement être convoqué. (712 à 714 CM)</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>§2. — <i>Lacs</i></p> <p>109. Toute municipalité régionale de comté peut, dans un lac, réaliser des travaux de régularisation du niveau de l'eau ou d'aménagement du lit.</p> <p>Les articles 106 et 107 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.</p>	
<p>SECTION I COURS D'EAU ET LACS</p> <p>§1. — <i>Dispositions générales</i></p>	
<p>102. Pour l'application de la présente section, toute municipalité régionale de comté a compétence à l'égard des cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exclusion des suivants:</p> <p>1° tout fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil qui ne sert qu'à l'évacuation des eaux de surface ;</p> <p>2° tout fossé de voie publique.</p> <p>La portion d'un cours d'eau qui coule dans un fossé de voie publique demeure un cours d'eau.</p> <p>Le gouvernement détermine, après consultation du ministre de l'Environnement, les autres cours d'eau ou portions de cours d'eau exclus de l'application du premier alinéa. Le décret entre en vigueur à la date de sa publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est indiquée. (773, 774, 791 CM)</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>103. Toute municipalité régionale de comté peut par règlement, régir :</p> <p>1° les obstructions et les nuisances dans un cours d'eau ;</p> <p>2° la construction et l'entretien de ponceaux.</p> <p>Si une personne n'effectue pas les travaux qui lui sont imposés par une disposition d'un règlement adopté en vertu du premier alinéa, la municipalité régionale de comté peut les effectuer aux frais de cette personne. Toute somme ainsi due est assimilée à une taxe non foncière. (785, 787, 790, 795, 817, 828, 829, 830, 833 CM / 413 (13°) LCV)</p>	
<p>104. Toute municipalité régionale de comté peut, par entente avec une municipalité locale de son territoire conclue conformément aux dispositions de la section XXV du chapitre II du titre XIV du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), lui confier l'application des règlements, le recouvrement de créances et la gestion des travaux prévus à la présente section.</p> <p>Les articles 108 et 109 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute municipalité locale et aux employés ou représentants de cette dernière à qui est confiée une fonction en vertu du premier alinéa.</p>	
<p>§2. — <i>Dispositions particulières relatives à tout cours d'eau, sauf aux fossés de drainage de moins de 100 hectares</i></p>	
<p>105. La présente sous-section s'applique à tout cours d'eau, sauf à ceux visés à la sous-section 3.</p>	
<p>106. Toute municipalité régionale de comté doit réaliser les travaux requis pour rétablir l'écoulement normal des eaux d'un cours d'eau lorsqu'elle est informée de la présence d'un obstacle qui menace la sécurité publique.</p> <p>Les deux premiers alinéas de l'article 108 s'appliquent aux travaux prévus par le premier alinéa, compte tenu des adaptations nécessaires. (782, 817 CM)</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>107. Toute municipalité régionale de comté peut réaliser des travaux permettant la création, l'aménagement ou l'entretien de cours d'eau pour l'une ou l'autre des fins suivantes:</p> <p>1° assurer la protection de l'environnement ;</p> <p>2° réduire les risques d'inondation ;</p> <p>3° faciliter le drainage ou l'irrigation des sols ;</p> <p>4° régulariser le niveau des eaux ;</p> <p>5° favoriser l'accès au milieu aquatique.</p> <p><i>(555.2, 795, 796, 797 CM / 413 (13°) (33°) LCV)</i></p>	
<p>108. Pour l'application des paragraphes 1° à 4° de l'article 107, le propriétaire ou l'occupant d'un terrain doit permettre aux employés ou représentants de la municipalité régionale de comté l'accès aux cours d'eau pour les inspections nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Il doit également, lorsque les travaux sont décrétés, permettre l'accès de la machinerie et des équipements à la rive du cours d'eau afin de réaliser les travaux requis.</p> <p>Lors des travaux, une municipalité régionale de comté doit notifier au propriétaire ou à l'occupant son intention de circuler sur son terrain au moyen d'un préavis d'au moins 48 heures, à moins que l'urgence de remédier à la situation l'en empêche.</p> <p>La municipalité régionale de comté est tenue à la remise en état des lieux et, le cas échéant, à la réparation du préjudice causé par son intervention.</p> <p><i>(775, 783, 837 CM)</i></p>	
<p>109. Pour réaliser les travaux prévus au paragraphe 5° de l'article 107, la municipalité régionale de comté doit obtenir l'accord du propriétaire. La propriété des ouvrages et les modalités de leur entretien font l'objet d'une entente entre le propriétaire de l'immeuble et la municipalité régionale de comté.</p> <p><i>(555.2 CM par analogie)</i></p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>110. Un cours d'eau qui relie ou sépare le territoire de plusieurs municipalités régionales de comté est de la compétence commune de celles-ci. Cette compétence commune s'exerce, au choix des municipalités régionales de comté concernées, dans le cadre d'une entente ou par l'intermédiaire d'un bureau des délégués. À défaut d'entente sur le mode d'exercice de cette compétence commune dans les 60 jours de la transmission d'un avis à cette fin par une municipalité régionale de comté aux autres municipalités régionales de comté concernées, cette compétence est exercée par l'intermédiaire du bureau des délégués.</p> <p>Le bureau des délégués possède et exerce tous les pouvoirs d'une municipalité régionale de comté à l'égard de ce cours d'eau. (712 à 714 CM)</p>	
<p>§3. — <i>Dispositions particulières relatives aux fossés de drainage de moins de 100 hectares</i></p>	
<p>111. La présente sous-section s'applique aux fossés de drainage, soit ceux :</p> <p>1° utilisés aux seules fins de drainage et d'irrigation ;</p> <p>2° formés autrement que par l'aménagement, le redressement ou une autre forme de détournement d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau ;</p> <p>3° dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares. (893 CM)</p>	
<p>112. Le propriétaire d'un terrain peut, à l'égard de ce terrain, adresser une demande écrite à la municipalité régionale de comté afin qu'elle désigne une personne pour tenter de régler toute mésentente relative à des travaux de drainage qui engendrent la création, l'aménagement ou l'entretien d'un fossé de drainage.</p> <p>La demande décrit la nature, l'étendue et le coût anticipé des travaux projetés, ainsi que la part estimée des intéressés.</p> <p>La personne désignée ne perd pas compétence pour tenter de régler une demande du seul fait qu'une</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>des conditions suivantes se réalise :</p> <p>1° s'il existe un écart maximal de 10 % dans l'évaluation de la superficie drainée ;</p> <p>2° si la demande vise aussi un terrain situé sur le territoire d'une autre municipalité régionale de comté. (893 à 896, 900, 901 CM)</p>	
<p>113. Après avoir notifié aux parties intéressées un avis de trois jours auquel est jointe une copie de la demande, la personne désignée se rend sur les lieux pour examiner les travaux à faire et tenter, s'il y a lieu, d'amener les parties à s'entendre. (901 CM)</p>	
<p>114. La personne désignée peut visiter à toute heure raisonnable un terrain visé par la demande et exiger la production de tout document ou renseignement qu'elle juge nécessaire pour tenter de régler la mésentente. (900, 901 CM)</p>	
<p>115. La personne désignée peut convoquer une personne afin qu'elle puisse faire ses représentations, si elle est d'avis qu'un terrain appartenant à cette personne, qui n'a pas été avisée en vertu de l'article 113, sera affecté par les travaux. (901 CM)</p>	
<p>116. À défaut d'entente et après avoir reçu les observations des parties, la personne désignée peut recommander l'exécution de travaux et préciser dans ses recommandations le lieu, la nature, le délai d'exécution et l'étendue des travaux, la part des intéressés et la nature de leur contribution.</p> <p>La part d'une partie intéressée s'établit en fonction de la superficie de son terrain drainée vers le fossé de drainage ou, s'il est impossible de l'établir selon ce critère, en fonction du nombre de parties intéressées.</p> <p>La personne désignée peut faire toute autre recommandation pertinente. (899, 902, 903 CM)</p>	
<p>117. Les recommandations de la personne désignée doivent être faites par écrit et être motivées. Elles</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
sont notifiées aux parties intéressées.	
<p>118. L'original des recommandations est déposé aux les archives de la municipalité régionale de comté où les travaux sont demandés et une copie est transmise, s'il y a lieu, à toute autre municipalité régionale de comté concernée.</p>	
<p>119. Les travaux sont exécutés suivant les recommandations de la personne désignée et inspectés par cette dernière au cours de leur exécution et après leur parachèvement afin de s'assurer du respect des recommandations.</p> <p><i>(917 CM)</i></p>	
<p>120. Lorsque les travaux sont achevés, elle transmet son rapport d'inspection à la municipalité régionale de comté où les travaux sont demandés.</p>	
<p>121. Nul ne peut entraver une personne désignée dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>La personne désignée doit, sur demande, s'identifier et présenter un certificat attestant sa qualité, signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier, selon le cas.</p> <p><i>(924 CM)</i></p>	
<p>122. La personne désignée en vertu de l'article 112 ne peut être poursuivie en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.</p>	
<p><i>§4. — Disposition relative aux lacs</i></p>	
<p>123. Toute municipalité régionale de comté peut, dans un lac, réaliser des travaux d'aménagement du lit et des rives et des travaux de régularisation de niveau, dans le but d'assurer la protection de l'environnement ou de favoriser l'accès au milieu aquatique.</p> <p>Lorsque les travaux consistent à assurer la protection de l'environnement, l'article 108 s'applique, alors que s'ils visent à favoriser l'accès au milieu aquatique, l'article 109 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p><i>(555.2 CM / 413 (33°) LCV)</i></p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>SECTION II ÉNERGIE</p>	
<p>124. Toute municipalité régionale de comté peut constituer, avec une entreprise du secteur privé, une société en commandite pour produire de l'électricité au moyen d'une centrale hydro-électrique dont la puissance attribuable à la force hydraulique du domaine de l'État est égale ou inférieure à 50 mégawatts. L'entreprise du secteur privé doit fournir, en tout temps, au moins la moitié de l'apport au fonds commun de la société en commandite et en être le commandité. <i>(678 al.3 CM)</i></p>	<p>L'objet de cet article consiste à prévoir avec qui une MRC peut constituer une société en commandite pour produire de l'électricité. Il s'agit d'une limite aux droits d'une personne physique que lui confère de façon supplétive le <i>Code civil du Québec</i>. Cet article comporte des limites de production (50 MW) et fixe l'apport minimal de l'entreprise du secteur privé dans cette société.</p>
<p>SECTION III PARCS RÉGIONAUX</p>	<p>Cette section est une reprise des articles 688 à 688.4 du <i>Code municipal du Québec</i>.</p>
<p>125. Toute municipalité régionale de comté peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc régional, qu'elle soit propriétaire ou non de l'assiette de ce parc. La municipalité régionale de comté doit, avant l'adoption de ce règlement, donner et afficher un avis conformément au quatrième alinéa de l'article 445 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).</p> <p>La municipalité régionale de comté peut, dans le règlement prévu au premier alinéa, mentionner les municipalités locales qui ne peuvent pas exercer le droit de retrait qu'accorde le troisième alinéa de l'article 188 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) à l'égard de l'exercice des pouvoirs prévus au présent article et aux articles 126 à 133, et indiquer, dans le cas où une municipalité locale a exercé le droit de retrait à l'égard de cette fonction avant l'entrée en vigueur du règlement, la date à laquelle ce retrait prend fin. À compter de cette date, le représentant de la municipalité locale recommence à participer aux délibérations du conseil de la municipalité régionale de comté qui portent sur l'exercice de ces pouvoirs.</p>	<p>Cette disposition permet à une MRC de déterminer par règlement l'emplacement d'un parc régional, qu'elle soit ou non propriétaire de l'emprise de ce parc.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Le règlement prévu au premier alinéa est sans effet quant aux tiers tant que la municipalité régionale de comté n'est pas devenue propriétaire de l'assiette ou n'a pas conclu une entente lui permettant d'exploiter le parc avec ce propriétaire ou, dans le cas d'une terre du domaine de l'État, avec celui qui a autorité sur cette terre. (688 CM)</p>	
<p>126. À compter de l'entrée en vigueur du règlement prévu à l'article 125, la municipalité régionale de comté peut conclure une entente avec toute personne qui détient un droit de propriété ou un autre droit sur un immeuble situé dans le parc visé. (688.1 CM)</p>	<p>À compter de l'entrée en vigueur du règlement prévu à l'article 125, la MRC peut conclure une entente avec une personne qui détient un droit de propriété ou un autre droit sur un immeuble situé dans le parc visé.</p>
<p>ARTICLE 127</p> <p><i>Modifier l'article 127 par l'addition, à la fin, de la phrase suivante : « Néanmoins, elle ne peut déléguer un pouvoir à une personne que dans la mesure prévue aux articles 129 et 130. ».</i></p>	<p>Cette modification a pour but de limiter la généralité de l'article 127, afin qu'une municipalité régionale de comté ne puisse déléguer que les fonctions impliquant l'exercice de pouvoirs discrétionnaires que le législateur l'aura autorisée à déléguer, soit celles prévues à l'article 127. On crée ici un lien logique, comme on le fait à l'article 5, entre ce dernier et les pouvoirs réglementaires qui se retrouvent dans les différents chapitres du titre II.</p> <p>Rappelons qu'en vertu de la maxime <i>delegatus non potest delegare</i>, principe de droit public, une municipalité locale ne peut déléguer que les pouvoirs discrétionnaires que le législateur l'autorise à déléguer.</p> <p>À noter que ce procédé ne limite aucunement le pouvoir d'une municipalité régionale de comté de faire appel au secteur privé par contrat de service dans les cas où elle ne délègue pas de pouvoir discrétionnaire (ex. : construction). Les dispositions du Code civil sur les contrats et celles des lois municipales sur l'octroi des contrats (soumissions publiques) continuent de s'appliquer.</p>
<p>127. La municipalité régionale de comté peut prendre toute mesure non réglementaire relativement aux</p>	<p>Il s'agit du pouvoir exécutif de la MRC en matière de parc régional.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>parcs régionaux.</p> <p>128. La municipalité régionale de comté peut, à l'égard d'un parc régional, adopter des règlements sur toute matière relative :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° à son administration et à son fonctionnement ; 2° à la protection et à la conservation de la nature ; 3° à la sécurité des usagers ; 4° à l'utilisation ou au stationnement de véhicules ; 5° à la possession et à la garde d'animaux ; 6° à l'affichage ; 7° à l'exploitation de commerces ; 8° à l'exercice d'activités récréatives; 9° à tout usage d'une voie publique non visé par les pouvoirs réglementaires que lui confère le Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2). <p><i>(688.2 CM)</i></p>	<p>Cette disposition prévoit les pouvoirs réglementaires de la MRC en matière de parc régional.</p>
<p>129. La municipalité régionale de comté peut, dans un parc régional, exploiter ou confier à une personne l'exploitation d'établissements d'hébergement, de restauration ou de commerce ou des stationnements.</p> <p><i>(688.3 CM)</i></p>	<p>Cette disposition est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° compte tenu de la nature des pouvoirs spécifiques de la MRC en matière de développement économique régional; 2° dans la mesure où elle permet à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discrétionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	discretionnaire n'est delegue, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes à ce titre pour permettre à la MRC de requérir aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).
<p>130. La municipalité régionale de comté peut confier à un organisme à but non lucratif constitué en personne morale l'organisation ou l'exploitation du parc visé.</p> <p>Elle peut également confier à cet organisme l'exercice de tout pouvoir prévu à l'article 126 ou à l'article 129. (688.3.1 CM)</p>	Le pouvoir de confier une responsabilité municipale à un tiers est donné explicitement pour permettre à la municipalité locale de déléguer à un tiers des pouvoirs discretionnaires (lui permettre, par exemple, de choisir à sa place des orientations). Dans les cas où aucun pouvoir discretionnaire n'est delegue, les dispositions du <i>Code civil du Québec</i> sont suffisantes pour permettre à la MRC de faire appel aux compétences d'un tiers pour la servir (contrat de service) ou la représenter (mandat).
<p>131. La municipalité régionale de comté peut être caution de l'organisme visé à l'article 130. Elle doit toutefois obtenir l'autorisation du ministre pour se porter caution d'une obligation de 50 000 \$ et plus.</p> <p>Avant de donner son autorisation, le ministre peut ordonner à la municipalité régionale de comté de soumettre la décision autorisant le cautionnement à l'approbation des personnes habiles à voter des municipalités locales qui doivent contribuer au paiement des dépenses relatives au parc régional.</p> <p>La Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'approbation prévue au deuxième alinéa.</p> <p>La municipalité régionale de comté peut également accorder des subventions à l'organisme visé à l'article 130. (688.3.2 CM)</p>	La MRC peut se porter caution d'un OBNL à qui elle confie l'organisation ou l'exploitation d'un parc régional. Elle peut également lui accorder des subventions.
<p>132. Les articles 935 à 936.3 et 938 à 938.4 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) portant sur l'adjudication de contrats s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'organisme à but non lucratif visé à l'article 130.</p>	Les règles d'adjudication des contrats s'appliquent à l'OBNL à qui la MRC a confié l'organisation ou l'exploitation d'un parc régional.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Cet organisme est réputé être une municipalité régionale de comté pour l'application du règlement pris en vertu de l'article 938.0.1 de ce code. (688.3.3 CM)</p>	
<p>133. La municipalité régionale de comté, une municipalité locale et une communauté métropolitaine peuvent conclure une entente en matière de parcs conformément aux dispositions de la section XXV du chapitre II du Titre XIV du Code municipal du Québec (L.R.Q. chapitre C-27.1). (688.4 CM)</p>	<p>Les ententes intermunicipales, avec une municipalité locale, une autre MRC ou une communauté métropolitaine sont possibles en matière de parc régional.</p>
<p>134. Lorsqu'une municipalité locale, assimilée à une municipalité régionale de comté, se porte caution de l'organisme visé à l'article 130, le paragraphe 3 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. chapitre C-19) ou l'article 9 du Code municipal du Québec (L.R.Q. chapitre C-27.1), selon le cas, s'applique.</p> <p>Le premier alinéa s'applique malgré les trois premiers alinéas de l'article 131. (8.2 CM / 28.0.0.2 LCV / 53 de la Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1); 75 de la Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2); 62 de la Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3); 95 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4); 86 de la Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5).</p>	<p>Il s'agit d'une exception à l'article 131, dans le cas où la municipalité qui se porte caution est une municipalité locale assimilée à une MRC (une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC / art. 100), auquel cas ce sont les règles prévues au paragraphe 3 de l'article 28 de la LCV ou à l'article 9 du <i>Code municipal du Québec</i> qui s'appliquent.</p>
<p>SECTION IV DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL</p>	<p>Cette section regroupe des pouvoirs relatifs au développement économique régional. Elle est susceptible d'être modifiée lorsque seront complétés les travaux du chantier sur le développement économique.</p> <p>En plus des pouvoirs aux articles 135 à 138, le premier alinéa de l'article 100 rend applicable à une MRC les dispositions qui régissent les municipalités locales dans les matières suivantes qui ont une incidence en matière de développement économique:</p> <p>1° programme pour accorder des subventions ou des crédits de taxes aux artistes (art. 8);</p> <p>2° aider à l'établissement et au maintien d'équipements et de lieux publics destinés à la pratique d'activités culturelles, récréatives ou</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>communautaires (art. 9 al. 2); 3° établir et exploiter un embranchement ferroviaire (art. 10, al. 1, par. 3°); 4° constitution d'un organisme à but non lucratif dont le but est de fournir un soutien technique à une entreprise située sur son territoire et pouvoir d'accorder une aide à tout organisme à but non lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire (art. 12); 5° constitution d'une société en commandite avec Hydro-Québec pour produire de l'électricité (art. 18); 6° établir et exploiter, sur son territoire ou à l'extérieur de celui-ci, une installation portuaire ou aéroportuaire (art. 100 al. 3 et 82); 7° accorder une aide dans les matières suivantes : - la création et la poursuite, sur son territoire et ailleurs, d'oeuvres de bienfaisance, d'éducation, de culture, de formation de la jeunesse et de toute initiative de bien-être de la population; - l'exploitation d'un centre hospitalier ; - l'agriculture (art. 90); 8° accorder une aide à des sociétés ou personnes morales à but non lucratif qui oeuvrent dans différents domaines, dont la promotion industrielle, commerciale ou touristique (art. 93).</p>
<p>135. Toute municipalité régionale de comté peut accorder une aide technique à une entreprise du secteur privé en la faisant profiter des activités d'un agent de développement économique. (8.1 al. 2 CM)</p>	<p>Cet article permet à une MRC d'apporter une aide technique à une entreprise. Il s'applique malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (art. 99).</p>
<p>ARTICLE 135.1</p> <p><i>Insérer, après l'article 135, le suivant :</i></p> <p>« 135.1. Toute municipalité régionale de comté peut accorder une aide à tout organisme à but non</p>	<p>Cet amendement est relié au retrait de l'article 12 du pouvoir d'aide à un OBNE qui fournit un soutien technique à une entreprise sur le territoire de la MRC qui est déplacé à l'article 89. Il reprend expressément ce pouvoir d'aide.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire. ».</p>	<p>Une référence faite par l'article 100, tel que modifié, au paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 89 ne suffirait pas pour conférer à une MRC le pouvoir d'aide proposé par l'article 135.1. À noter que l'article 135.1 s'applique malgré la Loi sur l'interdiction de subvention municipales, étant donné que l'article 99 du projet de loi indique que cette loi ne s'applique pas à une aide accordée en vertu des articles 135 à 138.</p>
<p>136. Toute municipalité régionale de comté doit soutenir financièrement le centre local de développement qui exerce ses activités sur son territoire, dans la mesure des contributions perçues à cette fin des municipalités locales qui font partie de son territoire. (627.2, 688.10 CM / 466.2 LCV)</p>	<p>Cette disposition oblige la MRC à soutenir financièrement le CLD qui exerce ses activités sur son territoire. Elle s'applique malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (art. 99).</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 137</p> <p><i>Supprimer, à la fin du deuxième alinéa de l'article 137, les mots « et agréé par le ministre ».</i></p>	<p>Cette modification à l'article 137 du projet de loi en est une de concordance avec des modifications apportées par le projet de loi n° 54 (Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal / articles 98, 112 et 114) aux articles du Code municipal (articles 627.1 et 688.5) et de la Loi sur les cités et villes (article 466.1) qui ont inspiré son écriture. Le projet de loi n° 54 a été adopté après la présentation du projet de loi n° 62.</p>
<p>137. Toute municipalité régionale de comté peut donner ou prêter de l'argent à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement.</p> <p>Ce fonds doit être administré par un organisme à but non lucratif constitué à cette fin et agréé par le ministre.</p> <p>La résolution doit indiquer le montant maximum de la contribution que la municipalité régionale de comté peut apporter à un tel fonds. Le montant qu'elle peut engager en vertu du présent article ne peut excéder 500 000 \$.</p> <p><i>(627.1, 688.5 CM / 466.1 LCV)</i></p>	<p>Cet article permet à une MRC de donner ou de prêter de l'argent à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement. Il s'applique malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (art. 99).</p>
<p>138. Toute municipalité régionale de comté peut constituer un fonds destiné à soutenir financièrement des opérations de mise en valeur des terres ou des ressources forestières du domaine de l'État ou des terres ou ressources forestières privées.</p> <p>Ce fonds doit être administré par la municipalité régionale de comté. Celle-ci peut confier à toute personne tout ou partie de l'administration du fonds.</p> <p>Outre les sommes prévues à l'article 14.16 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ou à l'article 29.18 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), selon le cas, ce fonds reçoit,</p>	<p>Cette disposition habilite une MRC à constituer un fonds destiné à soutenir financièrement des opérations de mise en valeur des terres ou des ressources forestières du domaine de l'État ou des terres ou ressources forestières privées. Elle s'applique malgré la <i>Loi sur l'interdiction de subventions municipales</i> (art. 99).</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>entre autres, les sommes qui y sont versées en vertu d'une convention d'aménagement forestier conclue conformément à la section II du chapitre IV du titre I de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1). (627.1.1, 627.1.2, 627.1.3, 688.7, 688.8, 688.9 CM / 466.1.1, 466.1.2, 466.1.3 LCV)</p>	
<p>TITRE IV DISPOSITIONS MODIFICATIVES</p> <p>LOI SUR LES ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE</p>	
<p>139. L'article 6 de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2) est modifié par le remplacement, dans la septième ligne du paragraphe 2, des mots «l'inspecteur de voirie ou l'inspecteur agraire» par les mots «un employé de la municipalité désigné par celle-ci».</p>	<p>Il s'agit d'une modification de concordance avec l'abrogation des dispositions du CM relatives à l'inspecteur agraire et à l'inspecteur municipal.</p> <p>Rien n'empêche que la municipalité désigne, après l'entrée en vigueur du projet de loi, aux fins de l'application de l'article 6 de la <i>Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture</i>, un employé qui exerçait la fonction d'inspecteur municipal ou d'inspecteur agraire.</p>
<p>140. L'article 7 de cette loi est modifié:</p> <p>1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 3, des mots «un ou plusieurs inspecteurs chargés» par les mots «une ou plusieurs personnes responsables » ;</p> <p>2° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa du paragraphe 4, des mots «l'inspecteur» par les mots «la personne responsable » ;</p> <p>3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 4, des mots «l'inspecteur a le droit de détruire lui-même» par les mots «la personne responsable a le droit de détruire elle-même ».</p>	<p>Même commentaire qu'à l'article précédent.</p>
<p>LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME</p>	<p>Dans un but de cohérence et de simplicité législative, les dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> traitant d'aménagement et d'urbanisme sont regroupées dans la <i>Loi</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>141. L'article 85 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié :</p> <p>1° par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante: «La municipalité peut réaliser ce programme d'acquisition d'immeubles lorsque sont en vigueur le programme particulier d'urbanisme et les règlements d'urbanisme conformes à ce programme. » ;</p> <p>2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :</p> <p>«La municipalité peut également acquérir tout immeuble situé dans la partie de son territoire désignée comme son «centre-ville» ou son «secteur central», même si son acquisition n'est pas prévue par un programme d'acquisition d'immeubles, en vue de l'aliéner ou de le louer à une personne qui en a besoin pour réaliser un projet conforme au programme particulier d'urbanisme, si cette personne est déjà propriétaire ou bénéficiaire d'une promesse de vente de terrains représentant les deux tiers de la superficie dont elle a besoin pour réaliser le projet. ».</p> <p>(11 CM / 28.1 LCV)</p>	<p><i>sur l'aménagement et l'urbanisme.</i></p> <p>Cet article et le suivant ont pour but de transférer dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> des dispositions relatives à la réalisation, dans le « secteur central » d'une municipalité locale, d'un programme d'acquisition d'immeubles (PAI) prévu dans un programme particulier d'urbanisme (PPU). L'article 85 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> traite déjà des PPU.</p> <p>Une municipalité locale peut aussi acquérir de tels immeubles dans son « secteur central », même si cette acquisition n'est pas prévue par un PAI, en vue de l'aliéner ou de le louer à une personne qui en a besoin pour réaliser un projet conforme au PPU, si cette personne est déjà propriétaire ou bénéficiaire d'une promesse de vente de terrains représentant les deux tiers de la superficie dont elle a besoin pour réaliser le projet.</p>
<p>142. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, du suivant:</p> <p>« 85.0.1. Aux fins des troisième et quatrième alinéas de l'article 85, la municipalité peut notamment :</p> <p>1° exproprier un immeuble ;</p> <p>2° détenir et administrer l'immeuble ;</p> <p>3° exécuter les travaux d'aménagement, de restauration, de démolition ou de déblaiement requis sur l'immeuble. ».</p> <p>(12 CM / 28.2 LCV)</p>	<p>Cette disposition reprend essentiellement le contenu des articles 12 du <i>Code municipal du Québec</i> et 28.2 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> en les adaptant, compte tenu du <i>Code civil du Québec</i>.</p> <p>A été enlevé du paragraphe 1° le pouvoir d'acquérir de gré à gré, considérant que :</p> <p>1° ce pouvoir est nécessairement et implicitement inclus eu égard à la fin du programme (acquisition d'immeubles);</p> <p>2° la loi prévoit expressément (voir le dernier alinéa de l'article 85 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>, édicté par l'article 41 du projet de loi) que la municipalité peut acquérir tout immeuble dans la partie de son territoire désignée comme son « secteur central »;</p> <p>3° le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît à une municipalité le pouvoir d'acquérir des immeubles de gré à gré.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>143. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85.1, des suivants:</p> <p>« 85.2. Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), la municipalité peut, par règlement, adopter un programme de revitalisation à l'égard d'un secteur qu'elle délimite, à l'intérieur de toute zone identifiée dans le règlement de zonage, dans lequel la majorité des bâtiments ont été construits depuis au moins 20 ans et dont la superficie est composée pour moins de 25% de terrains non bâtis.</p> <p>Le programme détermine, le cas échéant :</p> <p>1° les personnes ou les catégories de personnes susceptibles de bénéficier de son application ;</p> <p>2° les immeubles ou les catégories d'immeubles qui peuvent en faire l'objet ;</p> <p>3° la nature des activités visées ;</p> <p>4° la nature de l'aide financière, y compris l'octroi d'un crédit de taxes, qui peut être accordée, de même que la durée de cette aide, laquelle ne peut excéder cinq ans ;</p> <p>5° les conditions et les modalités relatives à son application.</p> <p>« 85.3. Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), la municipalité peut, dans le cadre d'un programme de revitalisation, exercer les pouvoirs mentionnés à l'article 85.0.1.</p>	<p>Cependant, les autres pouvoirs ont été conservés étant donné qu'ils ont une portée qui va au-delà de la simple acquisition et qu'il s'agit de pouvoirs d'une personne morale de droit public exercés au profit d'une partie privée.</p> <p>Cet article a pour objet de transférer dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) des dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives à l'adoption et à la réalisation d'un programme de revitalisation dans un secteur délimité par la municipalité, à l'intérieur de toute zone identifiée dans le règlement de zonage, dans lequel la majorité des bâtiments ont été construits depuis au moins 20 ans et dont la superficie est composée pour moins de 25 % de terrains non bâtis.</p> <p>Les pouvoirs prévus au nouvel article 85.0.1, édicté par l'article 142 du projet de loi, s'appliquent à un tel programme.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« 85.4. Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), la municipalité peut, par règlement, adopter un programme de revitalisation de la partie de son territoire désignée comme son «centre-ville» ou son «secteur central» en vertu d'un programme particulier d'urbanisme. La municipalité peut, aux conditions qu'elle détermine, décréter qu'elle accorde une subvention pour des travaux conformes à ce programme de revitalisation. Le montant de cette subvention ne peut excéder le coût réel des travaux.</p> <p>Elle peut, aux fins mentionnées au premier alinéa, établir des catégories d'immeubles et de travaux et les combiner. Elle peut établir des conditions différentes selon les catégories et combinaisons de catégories, et décréter qu'une subvention n'est accordée qu'à l'égard de l'une ou plusieurs d'entre elles.</p> <p>La municipalité peut se prévaloir du deuxième alinéa d'une façon différente selon les secteurs de son territoire qu'elle détermine.</p> <p>La municipalité dont le territoire comprend plusieurs «secteurs centraux» ou «centres-villes» en vertu d'un programme particulier d'urbanisme peut de plus se prévaloir du deuxième alinéa d'une façon différente à l'égard de chacun d'eux. ».</p> <p>(1008, 1009, 1011, 1011.2, 1011.3 CM / 542.1, 542.2, 542.4, 542.6, 542.7 LCV)</p>	<p>Une municipalité peut également, par règlement, adopter un programme de revitalisation de la partie de son territoire désignée comme son «centre-ville» ou son «secteur central» en vertu d'un programme particulier d'urbanisme. La municipalité peut, aux conditions qu'elle détermine, décréter qu'elle accorde une subvention pour des travaux conformes à ce programme de revitalisation. Le montant de cette subvention ne peut excéder le coût réel des travaux.</p>
<p>ARTICLE 144</p> <p><i>Remplacer, dans la première ligne de l'article 144, le mot « est » par « , modifié par l'article 7 du chapitre 20 et l'article 71 du chapitre 31 des lois de 2004, est de nouveau ».</i></p>	<p>Cette modification d'ordre technique vise à tenir compte d'une modification à l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme adoptée depuis la présentation du projet de loi n° 62 et qui n'a pas été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>144. L'article 113 de cette loi est modifié :</p> <p>1° par l'insertion, après le paragraphe 14° du deuxième alinéa, des suivants :</p> <p>«14.1° régir ou restreindre par zone l'installation, l'entretien, le nombre et la hauteur des antennes</p>	<p>L'ajout des paragraphes 14.1° et 14.2° à l'article 113 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> consiste en un transfert des dispositions provenant du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>de télécommunication et autres dispositifs semblables ;</p> <p>«14.2° régir ou restreindre par zone la construction, l'installation, la modification, l'entretien et le maintien d'auvents ; ».</p> <p>2° par le remplacement du paragraphe 15° du deuxième alinéa par les suivants :</p> <p>«15° régir ou restreindre, par zone, l'emplacement, l'implantation, la hauteur et l'entretien des clôtures, des murets, des haies, des arbustes et des arbres;</p> <p>«15.1° obliger tout propriétaire à clôturer son terrain ; ». (246,521, 627 (2°) CM / 412 (12°) (13°), 415 (16°) LCV)</p>	<p><i>les cités et villes</i> s'agissant de matières (réglementation des antennes et auvents) qui relèvent de l'aménagement et de l'urbanisme.</p> <p>Le paragraphe 15° du 2° alinéa de l'article 113 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> est remplacé pour ajouter l'implantation comme objet de réglementation, comme dans le cas des maisons mobiles et des roulottes tel, que prévu au paragraphe 17° du même article.</p> <p>Le paragraphe 15.1° est ajouté pour permettre à la municipalité de forcer un propriétaire à clôturer son terrain. Cette habilitation existait déjà aux articles 412 (12°) de la <i>Loi sur les cités et villes</i> et 627 (2°) du <i>Code municipal du Québec</i>.</p>
<p>145. L'article 119 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 2° et après « 14°, » de « 15°, ».</p>	<p>Cette modification est apportée en concordance avec le remplacement du paragraphe 15° de l'article 113 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> (voir article 144 du projet de loi) et est cohérente avec le contenu des paragraphes 12° et 12.1° de l'article 113 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> auxquels réfère déjà le paragraphe 2° de l'article 119 de cette loi.</p>
<p>ARTICLE 146</p> <p><i>Modifier l'article 146 :</i></p> <p>1° par la suppression du paragraphe 4° de l'article 148.0.2 proposé;</p> <p>2° par l'addition, à la fin de l'article 148.0.3 proposé, de l'alinéa suivant :</p>	<p>ARTICLE 146</p> <p>1° Le paragraphe 4 de l'article 148.0.2 proposé est inutile, puisque les pouvoirs généraux de tarification prévus par la <i>Loi sur la fiscalité municipale</i> (L.R.Q., chapitre F-2.1) permettent à toute municipalité locale d'exiger un prix en contrepartie de l'activité consistant à étudier une demande.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« Le conseil peut, par règlement qu'il adopte en vertu de l'article 148.0.2, s'attribuer les fonctions conférées au comité par le présent chapitre, auquel cas les articles 148.0.1, 148.0.2 et 148.0.4 à 148.0.18 et 148.0.21 à 148.0.23.1 s'appliquent au conseil, compte tenu des adaptations nécessaires. ».</p>	<p>2° L'addition d'un alinéa à l'article 148.0.3 consiste simplement à déplacer au début du chapitre V.0.1 le contenu de l'article 148.0.25 proposé. En concordance, l'article 148.0.25 est retiré.</p>
<p>3° par la suppression, dans le deuxième alinéa de l'article 148.0.4 proposé :</p>	<p>3° Ces modifications à l'article 148.0.4 proposé sont concordantes avec les modifications faisant suite à l'adoption du projet de loi n° 170 de 2000 (Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais) qui font qu'il n'y a plus de municipalité locale qui, en vertu de sa charte particulière, échappe au mécanisme de l'avis de motion. Il devient inutile de référer à la résolution du comité exécutif.</p>
<p>a) dans les cinquième et sixième lignes, des mots « ou d'une résolution du comité exécutif, selon la procédure applicable à la municipalité »;</p>	<p>4° Puisque que l'article 148.0.21 proposé fera partie de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, les mots supprimés n'ont plus aucune utilité.</p>
<p>b) dans les neuvième et dixième lignes, des mots « ou de la résolution »;</p>	<p>5° L'article 148.0.23.1 proposé, qui s'inspire de l'article 412.24 de la Loi sur les cités et villes et de l'article 518 du Code municipal, avait été oublié lors de la rédaction du projet de loi.</p>
<p>4° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes de l'article 148.0.21 proposé, de « de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) »;</p>	<p>6° La suppression de l'article 148.0.24 proposé découle de ce que, depuis qu'on a instauré, dans la loi un système selon lequel les élus et fonctionnaires municipaux ont droit à l'assistance financière de la municipalité en cas de poursuite contre eux, on évite les dispositions radicales qui privent les citoyens de leurs droits de poursuite contre les élus et fonctionnaires.</p>
<p>5° par l'insertion, après l'article 148.0.23 proposé, du suivant :</p>	
<p>« 148.0.23.1. Un membre du conseil qui cesse d'être membre du comité avant la fin de son mandat, qui est empêché d'agir ou qui a un intérêt personnel direct ou indirect dans une affaire dont est saisi le comité, est remplacé par un autre membre du conseil désigné par le conseil pour la durée non expirée de son mandat, ou pour la durée de son empêchement ou encore pour la durée de l'audition de l'affaire dans laquelle il a un intérêt, selon le cas. »;</p>	
<p>6° par la suppression des articles 148.0.24 et 148.0.25 proposés.</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	A propos de la suppression de l'article 148.0.25, il s'agit d'une modification de concordance avec le transfert de son contenu dans l'article 148.0.3 proposé.
<p>146. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 148, du chapitre suivant :</p> <p>«CHAPITRE V.0.1 «LA DÉMOLITION D'IMMEUBLES</p> <p>«148.0.1. Dans le présent chapitre, on entend par «logement»: un logement au sens de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1). (495 CM / 412.1 LCV)</p> <p>«148.0.2. Le conseil d'une municipalité peut, par règlement:</p> <p>1° interdire la démolition d'un immeuble, ou d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, à moins que le propriétaire n'ait été autorisé par un comité visé à l'article 148.0.3 ;</p> <p>2° prescrire la procédure de demande d'autorisation ;</p> <p>3° prévoir que, pour certaines catégories d'immeubles qu'il identifie, l'avis public prévu par l'article 148.0.5 n'est pas requis ;</p> <p>4° établir un tarif de frais exigibles pour l'étude de la demande d'autorisation. (496 CM / 412.2 LCV)</p> <p>«148.0.3. Un conseil qui a adopté un règlement en vertu de l'article 148.0.2 doit constituer un comité ayant pour fonctions d'autoriser les demandes de démolition et d'exercer tout autre pouvoir que lui confère le présent chapitre.</p>	<p>Cette disposition a pour objet de transférer dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> (articles 495 à 519) et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (articles 412.1 à 412.25) relatives à la démolition d'immeubles, car il s'agit d'une matière traitant d'urbanisme.</p> <p>On reprend les dispositions d'origine, sauf la définition de « comité » qui n'ajoute rien.</p> <p>On reprend les dispositions d'origine en harmonisant le texte avec le vocabulaire de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>. Le comité de démolition « autorise » ou non la démolition (il dispose d'une demande d'autorisation), alors qu'ultérieurement le fonctionnaire visé au paragraphe 7° de l'article 119 de la même loi délivre un certificat d'autorisation de démolition (voir nouvel article 148.0.21 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> édicté par le présent article du projet de loi).</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Ce comité est formé de trois membres du conseil désignés pour un an par le conseil. Leur mandat est renouvelable. (517 CM / 412.23 LCV)</p> <p>«148.0.4. Le règlement visé dans l'article 148.0.2 peut exiger que, préalablement à l'étude de sa demande d'autorisation, le propriétaire soumette au comité pour approbation, un programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé. Le règlement peut aussi exiger que, si le programme est approuvé, le propriétaire fournisse à la municipalité, préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation, une garantie monétaire de l'exécution de ce programme, d'un montant n'excédant pas la valeur inscrite au rôle d'évaluation de l'immeuble à démolir.</p> <p>Ce programme ne peut être approuvé que s'il est conforme aux règlements de la municipalité. Pour déterminer cette conformité, le comité doit considérer les règlements en vigueur au moment où le programme lui est soumis, sauf dans le cas où la délivrance d'un permis de construction pour le programme proposé est suspendue en raison d'un avis de motion ou d'une résolution du comité exécutif, selon la procédure applicable à la municipalité. Lorsque la délivrance des permis est ainsi suspendue, le comité ne peut approuver le programme avant l'expiration de la suspension ou avant l'entrée en vigueur du règlement de modification ayant fait l'objet de l'avis de motion ou de la résolution si cette entrée en vigueur est antérieure à l'expiration de la suspension; la décision du comité est alors rendue eu égard aux règlements en vigueur lors de cette décision. 497 CM / 412.3 LCV)</p> <p>«148.0.5. Dès que le comité est saisi d'une demande d'autorisation de démolition, il doit en faire afficher, sur l'immeuble visé dans la demande, un avis facilement visible pour les passants. De plus, il doit sans délai faire publier un avis public de la demande, sauf dans les cas prévus par le règlement adopté en vertu de l'article 148.0.2.</p> <p>Tout avis visé dans le présent article doit reproduire le premier alinéa de l'article 148.0.7. (498 CM / 412.4 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«148.0.6. Le requérant doit faire parvenir un avis de la demande à chacun des locataires de l'immeuble, le cas échéant. (499 CM / 412.5 LCV)</p> <p>«148.0.7. Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les dix jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les dix jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité, selon le cas.</p> <p>Avant de rendre sa décision, le comité doit considérer les oppositions reçues; ses séances sont publiques.</p> <p>Il peut en outre tenir une audition publique s'il l'estime opportun. (500 CM / 412.6 LCV)</p> <p>«148.0.8. Lorsque l'immeuble visé dans la demande comprend un ou plusieurs logements, une personne qui désire acquérir cet immeuble pour en conserver le caractère locatif résidentiel peut, tant que le comité n'a pas rendu sa décision, intervenir par écrit auprès du greffier ou du secrétaire-trésorier pour demander un délai afin d'entreprendre ou poursuivre des démarches en vue d'acquérir l'immeuble. (501 CM / 412.7 LCV)</p> <p>«148.0.9. Si le comité estime que les circonstances le justifient, il reporte le prononcé de sa décision et accorde à l'intervenant un délai d'au plus deux mois à compter de la fin de l'audition pour permettre aux négociations d'aboutir. Le comité ne peut reporter le prononcé de sa décision pour ce motif qu'une fois. (502 CM / 412.8 LCV)</p> <p>«148.10. Le comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer l'état de l'immeuble visé dans la demande, la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage, le coût de la restauration, l'utilisation projetée du sol dégagé et tout autre critère pertinent, notamment, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires. (503 CM / 412.9 LCV)</p> <p>«148.0.11. Le comité doit, en outre, refuser la demande d'autorisation si le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé n'a pas été approuvé ou si les frais exigibles n'ont pas été payés. (504 CM / 412.10 LCV)</p> <p>«148.0.12. Lorsque le comité accorde l'autorisation, il peut imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé. Il peut notamment déterminer les conditions de relogement d'un locataire, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements. (505 CM / 412.11 LCV)</p> <p>«148.0.13. Le locateur à qui une autorisation de démolition a été accordée peut évincer un locataire pour démolir un logement.</p> <p>Toutefois, un locataire ne peut être forcé de quitter son logement avant la plus tardive des éventualités suivantes, soit l'expiration du bail ou l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de délivrance du certificat d'autorisation. 506 CM / 412.12 LCV)</p> <p>«148.0.14. Le locateur doit payer au locataire évincé de son logement une indemnité de trois mois de loyer et ses frais de déménagement. Si les dommages-intérêts résultant du préjudice que le locataire subit s'élèvent à une somme supérieure, il peut s'adresser à la Régie du logement pour en faire fixer le montant.</p>	<p>utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>, sauf en ce qui concerne le « défaut de suivre la procédure » qui est un critère trop subjectif, imprécis et très relatif.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>L'indemnité est payable au départ du locataire et les frais de déménagement, sur présentation des pièces justificatives. (507 CM / 412.13 LCV)</p> <p>«148.0.15. Lorsque le comité accorde l'autorisation, il peut fixer le délai dans lequel les travaux de démolition doivent être entrepris et terminés.</p> <p>Il peut, pour un motif raisonnable, modifier le délai fixé, pourvu que demande lui en soit faite avant l'expiration de ce délai. (508 CM / 412.14 LCV)</p> <p>«148.0.16. Si les travaux de démolition ne sont pas entrepris avant l'expiration du délai fixé par le comité, l'autorisation de démolition est sans effet.</p> <p>Si, à la date d'expiration de ce délai, un locataire continue d'occuper son logement, le bail est prolongé de plein droit et le locateur peut, dans le mois, s'adresser à la Régie du logement pour fixer le loyer. (509 CM / 412.15 LCV)</p> <p>«148.0.17. Si les travaux ne sont pas terminés dans le délai fixé, le conseil peut les faire exécuter et en recouvrer les frais du propriétaire. Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5° de l'article 2651 du Code civil du Québec; ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain. (510 CM / 412.16 LCV)</p> <p>«148.0.18. La décision du comité concernant la démolition doit être motivée et transmise sans délai à toute partie en cause, par courrier recommandé ou certifié. (511 CM / 412.17 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«148.0.19. Toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de cette décision devant le conseil.</p> <p>Tout membre du conseil, y compris un membre du comité, peut siéger au conseil pour entendre un appel interjeté en vertu du premier alinéa. (512 CM / 412.18 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>
<p>«148.0.20. Le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû prendre. (513 CM / (412.19 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>
<p>«148.0.21. Aucun certificat d'autorisation de démolition ne peut être délivré par la personne désignée en vertu du paragraphe 7° de l'article 119 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) avant l'expiration du délai de 30 jours prévu par l'article 148.0.19 ni, s'il y a eu appel en vertu de cet article, avant que le conseil n'ait rendu une décision autorisant la démolition. (514 CM / 412.20 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p>
<p>«148.0.22. Quiconque procède ou fait procéder à la démolition d'un immeuble sans autorisation du comité ou à l'encontre des conditions d'autorisation est passible d'une amende d'au moins 5 000\$ et d'au plus 25 000\$.</p> <p>De plus, le règlement visé dans l'article 148.0.2 peut obliger cette personne à reconstituer l'immeuble ainsi démoli. À défaut pour le contrevenant de reconstituer l'immeuble conformément au règlement, le conseil peut faire exécuter les travaux et en recouvrer les frais de ce dernier, auquel cas l'article 148.0.17 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires. (515 CM / 412.21 LCV)</p> <p>«148.0.23. En tout temps pendant l'exécution des travaux de démolition, une personne en autorité sur les lieux doit avoir en sa possession un exemplaire du certificat d'autorisation. Un fonctionnaire de la municipalité désigné par le conseil peut pénétrer, à toute heure raisonnable, sur les lieux où</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> et</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>s'effectuent ces travaux afin de vérifier si la démolition est conforme à la décision du comité. Sur demande, le fonctionnaire de la municipalité doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité.</p> <p>Est passible d'une amende maximale de 500\$:</p> <p>1° quiconque empêche un fonctionnaire de la municipalité de pénétrer sur les lieux où s'effectuent les travaux de démolition ;</p> <p>2° la personne en autorité chargée de l'exécution des travaux de démolition qui, sur les lieux où doivent s'effectuer ces travaux, refuse d'exhiber, sur demande d'un fonctionnaire de la municipalité, un exemplaire du certificat d'autorisation. (516 CM / 412.22 LCV)</p> <p>« 148.0.24. Un membre du comité ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi en vertu du présent chapitre. (519 CM / 412.25 LCV)</p> <p>« 148.0.25. Par le règlement adopté par le conseil en vertu de l'article 148.0.2, le conseil peut s'attribuer les fonctions conférées au comité par le présent chapitre, auquel cas les articles 148.0.1, 148.0.2 et 148.0.4 à 148.0.24 s'appliquent au conseil, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> <p>« 148.0.26. Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15), la municipalité peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs du territoire de la municipalité qu'elle détermine, décréter qu'elle accorde une subvention aux fins de la démolition de bâtiments irrécupérables, impropres à leur destination ou incompatibles avec leur environnement, ou aux fins de l'aménagement des terrains ou de la réparation des immeubles dégagés par la démolition.</p> <p>Le montant d'une subvention ne peut excéder le coût réel des travaux. (1011.1, 1011.3 CM / 542.5, 542.7 LCV)</p>	<p>modernisant celles créant des infractions.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>.</p> <p>Reprise des dispositions d'origine en harmonisant le vocabulaire utilisé avec celui de la LAU. Il s'agit d'une disposition nouvelle introduite à la demande des associations de municipalités en vue de permettre au conseil d'exercer lui-même les fonctions du comité. Reprise des dispositions d'origine.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«148.0.27. La municipalité peut, aux fins mentionnées à l'article 148.0.26, établir des catégories d'immeubles et de travaux et les combiner. Elle peut établir des conditions différentes selon les catégories et combinaisons de catégories, et décréter qu'une subvention n'est accordée qu'à l'égard de l'une ou plusieurs d'entre elles.</p> <p>La municipalité peut se prévaloir du premier alinéa d'une façon différente selon les secteurs du territoire de la municipalité qu'elle détermine. ». (1011.2 CM / 542.6 LCV)</p>	<p>Reprise des dispositions d'origine en les simplifiant.</p>
<p>147. L'article 188 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 4° du quatrième alinéa, des paragraphes suivants:</p> <p>«5° l'exercice de sa compétence en matière de cours d'eau, en vertu de la section I du chapitre III du titre III de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ;</p> <p>«6° une contribution à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement, en vertu de l'article 137 de la Loi sur les compétences municipales ;</p> <p>«7° une fonction d'une municipalité régionale de comté prévue à l'un des articles 13 et 136 de la Loi sur les compétences municipales. ». (688.5, 688.12, 713 CM)</p>	<p>Cette modification permet de regrouper à l'article 188 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les cas où une municipalité locale ne peut exercer un droit de retrait. On ajoute à cet article, en provenance du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'exercice de la compétence de la MRC en matière de cours d'eau; -sa contribution à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement; -le financement du CLD qui a compétence sur son territoire.
<p>LOI SUR LES BIENS CULTURELS</p>	
<p>148. L'article 60 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) est remplacé, par le suivant :</p>	<p>Il s'agit d'une modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les biens culturels</i>, en vertu de l'article 149 du projet de loi,</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« 60. Sous réserve de l'article 96.1, le présent chapitre s'applique à toute municipalité locale. ».</p>	<p>de dispositions relatives à la démolition d'un bien culturel issues du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>149. Cette loi est modifiée par l'insertion, après la section IV, de la suivante :</p> <p>«SECTION IV.1 « INTERDICTION DE DÉMOLIR</p> <p>«96.1. Toute municipalité locale ou toute municipalité régionale de comté peut adopter un règlement pour interdire pendant une période n'excédant pas 12 mois, la démolition de tout immeuble pouvant constituer un bien culturel ou situé dans un territoire identifié comme pouvant constituer un arrondissement historique ou naturel.</p> <p>Cette interdiction prend effet à compter de l'avis de motion du règlement visant à interdire la démolition.</p> <p>Cependant, si ce règlement n'est pas adopté et mis en vigueur dans les trois mois de la date de l'avis de motion, cette interdiction cesse de s'appliquer.</p> <p>Dans les 15 jours suivant l'adoption d'un tel règlement, la municipalité doit adresser au ministre de la Culture et des Communications une requête afin que l'immeuble concerné soit reconnu ou classé bien culturel ou que le territoire identifié soit déclaré arrondissement historique ou arrondissement naturel.</p> <p>Si, à l'expiration du délai de 12 mois de la date de l'avis de motion, l'immeuble concerné n'a pas été reconnu ou classé comme un bien culturel, ou le territoire concerné n'a pas été déclaré arrondissement historique ou arrondissement naturel, ou si le ministre n'a pas donné l'avis d'intention ou publié l'avis de sa recommandation, le règlement cesse d'avoir effet.</p> <p>Le propriétaire qui procède ou qui fait procéder à la démolition de son immeuble pendant que celui-ci est sous le coup de l'interdiction prévue au premier alinéa est passible d'une amende n'excédant pas 25</p>	<p>Cette disposition modificative transfère, en provenance du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>, le pouvoir réglementaire d'une municipalité locale ou d'une MRC d'adopter un règlement pour interdire pendant une période n'excédant pas 12 mois la démolition de tout immeuble pouvant constituer un bien culturel ou situé dans un territoire identifié comme pouvant constituer un arrondissement historique ou naturel.</p> <p>Cette disposition est déplacée compte tenu de sa spécialité. Son interprétation sera facilitée par sa situation dans un contexte qui rejoint davantage sa nature.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
000 \$.». (493 CM / 412 (5°) LCV)	
CHARTRE DE LA VILLE DE GATINEAU	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 150 à 154) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Gatineau</i> avec les dispositions du présent projet de loi. Une loi d'application complétera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Gatineau.
<p>150. L'article 46 de la Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1) est remplacé par le suivant :</p> <p>«46. La ville peut, à l'extérieur de son territoire, exercer sa compétence en matière de gestion des matières résiduelles prévue à la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>).».</p>	Disposition de concordance résultant de l'emploi de termes généraux dans le projet de loi.
<p>151. L'article 10 de l'annexe B de cette charte est remplacé par le suivant :</p> <p>«10. Lorsqu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué pour une infraction à une disposition réglementaire en matière de stationnement, le montant prescrit des frais de déplacement ou de remorquage peut être réclamé sur le constat d'infraction et perçu par le percepteur conformément aux articles 321, 322 et 327 à 331 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1).».</p>	Cet article permet de faire disparaître l'actuel premier alinéa de l'article 10 de l'annexe B de cette charte, compte tenu du libellé de l'article 79 du projet de loi qui couvre la matière.
152. L'article 14 de l'annexe B de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « 412.2 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	Il s'agit d'une modification de concordance avec les changements apportés par l'article 146 du projet de loi (transfert dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> des dispositions relatives à la démolition d'immeubles.
<p>ARTICLE 153</p> <p><i>Remplacer, dans la deuxième ligne de l'article 153, les mots «la deuxième ligne» par les mots «les deuxième et troisième lignes».</i></p>	Modification technique pour viser les bonnes lignes de la disposition modifiée.
153. L'article 26 de l'annexe B de cette charte est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne	Simple disposition de concordance pour tenir compte du fait que le

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
du deuxième alinéa, de « les articles 471.0.5 et 470.0.6 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « l'article 10 et par le paragraphe 1° de l'article 11 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	contenu des articles 471.0.5 et 471.0.6 est repris à l'article 10 et au paragraphe 1° de l'article 11 du projet de loi relatifs à l'établissement et à l'exploitation d'un centre de congrès.
154. Les articles 53 à 58 de cette charte et les articles 9 et 11 à 13 et 15 à 17 de l'annexe B de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).
CHARTRE DE LA VILLE DE LÉVIS	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 155 à 158) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Lévis</i> avec les dispositions du présent projet de loi. Une loi d'application complétera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Lévis.
155. L'article 74 de la Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2) est modifié par la suppression, dans la première ligne, de «, par règlement, ».	Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.
156. Les articles 75 à 80 de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).
157. L'article 82 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « dont elle est responsable de la gestion en vertu de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Modification de concordance qui tient compte de l'abrogation de l'article 467.16 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (voir l'article 206 du projet de loi) et de la section I du chapitre IX du titre II du projet relatif au transport.
158. L'article 92 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots «du règlement adopté en application de l'article 74, à l'exception de celui visé à l'article 79» par «de la décision prise en application de l'article 74, à l'exception du pouvoir prévu à l'article 133 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>)».	Disposition de concordance avec : 1° la modification apportée à l'article 74 de cette charte par l'article 155 du projet de loi; 2° l'abrogation de l'article 79 de cette charte (voir article 156 du projet de loi) dont le contenu est repris à l'article 133 du projet de loi.
CHARTRE DE LA VILLE DE LONGUEUIL	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 159 à 165) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Longueuil</i> avec les dispositions

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
du deuxième alinéa, de « les articles 471.0.5 et 470.0.6 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « l'article 10 et par le paragraphe 1° de l'article 11 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	contenu des articles 471.0.5 et 471.0.6 est repris à l'article 10 et au paragraphe 1° de l'article 11 du projet de loi relatifs à l'établissement et à l'exploitation d'un centre de congrès.
154. Les articles 53 à 58 de cette charte et les articles 9 et 11 à 13 et 15 à 17 de l'annexe B de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).
CHARTE DE LA VILLE DE LÉVIS	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 155 à 158) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Lévis</i> avec les dispositions du présent projet de loi. Une loi d'application complétera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Lévis.
155. L'article 74 de la Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2) est modifié par la suppression, dans la première ligne, de « par règlement, ».	Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.
156. Les articles 75 à 80 de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).
157. L'article 82 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « dont elle est responsable de la gestion en vertu de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Modification de concordance qui tient compte de l'abrogation de l'article 467.16 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (voir l'article 206 du projet de loi) et de la section I du chapitre IX du titre II du projet relatif au transport.
158. L'article 92 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « du règlement adopté en application de l'article 74, à l'exception de celui visé à l'article 79 » par « de la décision prise en application de l'article 74, à l'exception du pouvoir prévu à l'article 133 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Disposition de concordance avec : 1° la modification apportée à l'article 74 de cette charte par l'article 155 du projet de loi; 2° l'abrogation de l'article 79 de cette charte (voir article 156 du projet de loi) dont le contenu est repris à l'article 133 du projet de loi.
CHARTRE DE LA VILLE DE LONGUEUIL	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 159 à 165) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Longueuil</i> avec les dispositions

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	du présent projet de loi. Une loi d'application complètera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Longueuil.
<p>159. L'article 60.2 de la Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3), modifié par l'article 143 du chapitre 29 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa de « 466.3 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 14 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Disposition de concordance avec l'article 14 du projet de loi dont le contenu s'inspire de l'article 466.3 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> .
<p>160. L'article 61 de cette charte est modifié par la suppression, dans la première ligne, de « par règlement, ».</p>	Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.
<p>161. L'article 69 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « dont elle est responsable de la gestion en vertu de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Modification de concordance qui tient compte de l'abrogation de l'article 467.16 de la <i>loi sur les cités et villes</i> (voir l'article 206 du projet de loi) et de la section I du chapitre IX du titre II du projet relatif au transport.
<p>162. L'article 78 de cette charte est modifié :</p> <p>1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « du règlement adopté » par « de la décision prise » ;</p> <p>2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de « de celui visé à l'article 66 » par « du pouvoir visé à l'article 133 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Disposition de concordance avec : 1° la modification apportée à l'article 61 de cette charte par l'article 160 du projet de loi; 2° l'abrogation de l'article 66 de cette charte (voir article 165 du projet de loi) dont le contenu est repris à l'article 133 du projet de loi.
<p>163. L'article 45 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « du paragraphe 2° de l'article 463 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « de la réglementation relative aux nuisances adoptée en vertu de l'article 57 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Disposition de concordance avec l'article 57 du projet de loi dont le contenu, relatif au pouvoir d'une municipalité locale de réglementer en matière de nuisance, s'inspire du paragraphe 2° de l'article 463 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> .

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>164. L'article 47 de l'annexe C de cette charte, modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, de « 542.1 et les articles 542.2 et 542.6 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 85.2, l'article 85.3 et les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 85.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».</p>	<p>Cet article assure la concordance avec les modifications apportées à la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> par l'article 143 du projet de loi relatives aux programmes de revitalisation.</p>
<p>165. Les articles 62 à 67 de cette charte et les articles 28 à 31, 33, 34 et 43 de l'annexe C de cette charte sont abrogés.</p>	<p>Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).</p>
<p>CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL</p>	<p>Il s'agit de dispositions modificatives (art. 166 à 183) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Montréal</i> avec les dispositions du présent projet de loi. Une loi d'application complétera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Montréal.</p>
<p>ARTICLE 166</p> <p><i>Modifier l'article 166 par le remplacement :</i></p> <p>1° dans les deuxième et troisième lignes, de « , modifié par l'article 10 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est »;</p> <p>2° dans la cinquième ligne, des mots « aux articles 89 à 93 » par « au deuxième alinéa de l'article 9 et aux articles 89 à 91 ».</p>	<p>Modifications techniques :</p> <p>1° Cet amendement vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 34.1 de la <i>Charte de la Ville de Montréal</i> par l'article 10 du chapitre 8 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p> <p>2° Cette modification est nécessaire compte tenu de celle apportée à l'article 93 et considérant que l'article 92 du projet de loi ne comporte pas de pouvoir d'aide. Une référence au deuxième alinéa de l'article 9 du projet de loi est ajoutée, étant donné que le paragraphe 2b) de l'article 28 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> a servi d'inspiration pour l'écriture du deuxième alinéa de l'article 9 du projet de loi.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>166. L'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), modifié par l'article 10 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2°, de «à l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)» par «aux articles 89 à 93 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>)».</p>	<p>Modification de concordance avec les articles 89 à 93 du projet de loi dont les contenus recourent celui de l'article 28 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>
<p>167. L'article 92 de cette charte est remplacé par le suivant:</p> <p>« 92. La ville peut, à l'extérieur de son territoire, exercer sa compétence en matière de gestion des matières résiduelles prévue à la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>). ».</p>	<p>Disposition de concordance résultant de l'emploi de termes généraux dans le projet de loi.</p>
<p>ARTICLE 168</p> <p><i>Modifier l'article 168 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « , remplacé par l'article 29 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal par l'article 29 du chapitre 28 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>168. L'article 94 de cette charte, modifié par l'article 29 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau modifié par la suppression, à la première ligne du deuxième alinéa, de « , par règlement, ».</p>	<p>Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.</p>
<p>ARTICLE 169</p> <p><i>Remplacer l'article 169 par le suivant :</i></p> <p>169. L'article 105 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, de « La ville identifie par règlement, parmi les rues et routes dont la gestion est sous sa responsabilité en vertu de l'article 467.17 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « La ville identifie, parmi les rues et routes à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les</p>	<p>Cet amendement d'ordre technique a deux objets :</p> <p>1° il vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal par l'article 30 du chapitre 28 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec;</p> <p>2° il harmonise le contenu de l'article 105 de la Charte de la Ville de</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Montréal avec celui de l'article 82 de la Charte de la Ville de Lévis, l'article 69 de la Charte de la Ville de Longueuil et l'article 94 de la Charte de la Ville de Québec, en faisant disparaître les mots « par règlement » à la 1 ^{ère} ligne du 1 ^{er} alinéa.
169. L'article 105 de cette charte, modifié par l'article 30 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « dont la gestion est sous sa responsabilité en vertu de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Modification de concordance qui tient compte de l'abrogation de l'article 467.16 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (voir l'article 206 du projet de loi) et de la section I du chapitre IX du titre II du projet relatif au transport.
<p>ARTICLE 170</p> <p><i>Modifier l'article 170 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de «, modifié par l'article 38 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 141 de la Charte de la Ville de Montréal par l'article 38 du chapitre 28 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.
170. L'article 141 de cette charte, modifié par l'article 38 du chapitre 28 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « un règlement adopté » par les mots « une décision prise ».	Cette modification fait la concordance avec la modification apportée par l'article 168 du projet de loi.
171. L'article 66 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de « paragraphe 14° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 6 et au paragraphe 3° de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Modification de concordance pour référer aux nouvelles dispositions pertinentes qui visent les excavations.
<p>ARTICLE 172</p> <p><i>Modifier l'article 172 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de «, modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 69 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.
172. L'article 69 de l'annexe C cette charte, modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié par la suppression, à la première ligne, de «, par règlement, ».	Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.
173. L'article 87 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, de « 542.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.26 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	Il s'agit d'une modification de concordance avec l'article avec l'article 146 du projet de loi, qui transfère dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les dispositions relatives à la démolition d'immeubles, où l'article 542.5 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> devient l'article 148.0.26 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> .
174. L'article 88 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « 542.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.26 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	Il s'agit d'une modification de concordance avec l'article avec l'article 146 du projet de loi, qui transfère dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les dispositions relatives à la démolition d'immeubles, où l'article 542.5 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> devient l'article 148.0.26 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> .
175. L'article 89 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « 542.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.26 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	Il s'agit d'une modification de concordance avec l'article avec l'article 146 du projet de loi, qui transfère dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les dispositions relatives à la démolition d'immeubles, où l'article 542.5 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> devient l'article 148.0.26 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> .
176. L'article 90 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « 542.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.26 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	Il s'agit d'une modification de concordance avec l'article avec l'article 146 du projet de loi, qui transfère dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> les dispositions relatives à la démolition d'immeubles, où l'article 542.5 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> devient l'article 148.0.26 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> .
177. L'article 152 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de « 28.1 et 28.2 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 85 et 85.0.1 de	Modification de concordance avec les articles 141 et 142 du projet de loi qui transfèrent dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> le

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ».	contenu des articles 28 et 28.1 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> en matière d'acquisition d'immeubles dans le cadre d'un programme particulier d'urbanisme (PPU).
<p>ARTICLE 178</p> <p><i>Modifier l'article 178 par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1°, de « 148.0.25 » par « 148.0.23.1 ».</i></p>	Cet amendement a pour but de faire la concordance avec la suppression des articles 148.0.24 et 148.0.25 proposés qui découle de la modification apportée en ce sens à l'article 146 du projet de loi.
<p>178. L'article 169 de l'annexe C de cette charte est modifié:</p> <p>1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « 412.1 à 412.26 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « 148.0.1 à 148.0.25 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) » ;</p> <p>2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «Loi sur les cités et villes» par les mots «Loi sur l'aménagement et l'urbanisme » ;</p> <p>3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du numéro « 412.23 » par le numéro «148.0.3 ».</p>	Cet article fait la concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> des dispositions relatives à la démolition d'immeubles (article 146 du projet de loi).
<p>179. L'article 187 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, de « par le paragraphe 14° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)» par « au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 6 et au paragraphe 3° de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>)».</p>	Modification de concordance pour référer aux nouvelles dispositions pertinentes qui visent les excavations.
<p>180. L'article 188 de l'annexe C de cette charte est remplacé par le suivant:</p> <p>«188. Les dispositions de l'article 187 de la présente annexe, du paragraphe 5° du premier alinéa</p>	Modification de concordance pour référer aux nouvelles dispositions pertinentes qui visent les excavations.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
de l'article 6 et du paragraphe 3° de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ne portent atteinte à aucun contrat antérieur au 19 mars 1911. ».	
181. L'article 202 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de «du paragraphe 17° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)» par « de l'article 17 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>)».	Cette disposition fait la concordance avec l'article 17 du projet de loi qui reprend le contenu du paragraphe 17° de l'article 415 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> .
<p>182. L'article 222 de l'annexe C de cette charte est modifié:</p> <p>1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :</p> <p>«222. Dans l'exercice des pouvoirs prévus à la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) en matière de production d'énergie, de gestion des matières résiduelles et d'éclairage de son territoire, la ville peut: »;</p> <p>2° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 3°, de « au paragraphe 10° de l'article 413, aux articles 445 et 446 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ainsi qu'à l'article 71 de la présente annexe» par «à la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) en matière de production d'énergie, de gestion des matières résiduelles et d'éclairage de son territoire ».</p>	Modification de concordance qui tient compte de la nouvelle nomenclature véhiculée par le projet de loi.
183. Les articles 93, 95 à 99, 101, 103 et 105.1 de cette charte et les articles 72 à 75, 78, 79 et 161 de l'annexe C de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).
CHARTRE DE LA VILLE DE QUÉBEC	Il s'agit de dispositions modificatives (art. 184 à 198) qui visent à harmoniser la <i>Charte de la Ville de Québec</i> avec les dispositions du présent projet de loi. Une loi d'application complétera cette démarche en révisant le contenu des chartes particulières de toutes les municipalités locales, y compris celle de Québec.
184. L'article 76 de la Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) est remplacé par le	Disposition de concordance résultant de l'emploi de termes généraux

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>suivant:</p> <p>«76. La ville peut, à l'extérieur de son territoire, exercer sa compétence en matière de gestion des matières résiduelles prévue à la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	<p>dans le projet de loi.</p>
<p>185. L'article 81 de cette charte est modifié :</p> <p>1° par la suppression du premier alinéa ;</p> <p>2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «Le contrat» par les mots « Tout contrat accordé pour l'exploitation de l'un ou de plusieurs de ses lieux d'élimination ou de ses établissements de mise en valeur des matières résiduelles ou de ses lieux d'élimination des résidus ».</p>	<p>Les modifications apportées à cette disposition de la <i>Charte de la Ville de Québec</i> visent à tenir compte du fait que le <i>Code civil du Québec</i> lui reconnaît l'exercice et la capacité d'exercer les droits des personnes physiques.</p>
<p>186. L'article 82 de cette charte est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de «79» par «21 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) relatifs à la gestion des matières résiduelles ».</p>	<p>Modification de concordance qui crée une référence à l'article 21 du projet de loi, compte tenu de l'abrogation de l'article 79 de la <i>Charte</i>.</p>
<p>187. L'article 84 de cette charte est modifié :</p> <p>1° par la suppression du premier alinéa ;</p> <p>2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « Le » par «Lorsque dans un règlement relatif à la gestion des matières résiduelles, la ville prévoit des infractions, le » ;</p> <p>3° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2° du deuxième alinéa, de « au paragraphe 6° du deuxième alinéa de l'article 79,» par «à une disposition d'un règlement adopté en vertu de l'article 21 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) relative aux modalités de séparation et de conditionnement des matières résiduelles aux fins de leur enlèvement, de leur collecte sélective ou de leur mise en valeur, ».</p>	<p>Modification de concordance qui crée une référence à l'article 21 du projet de loi, compte tenu de l'abrogation de l'article 79 de la <i>Charte</i>.</p>
<p>188. L'article 85 de cette charte est modifié par la suppression, dans la première ligne, de « , par règlement, ».</p>	<p>Ces mots sont supprimés pour rendre cet article relatif à la compétence de la municipalité en matière de parcs cohérente avec</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	l'article 5 du projet de loi qui réserve la forme réglementaire à une règle de caractère général et impersonnel que la municipalité veut rendre obligatoire. Or, ce n'est pas le cas ici.
189. L'article 94 de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « dont elle est responsable de la gestion en vertu de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « à l'égard desquelles elle a compétence en vertu de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Modification de concordance qui tient compte de l'abrogation de l'article 467.16 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (voir l'article 206 du projet de loi) et de la section I du chapitre IX du titre II du projet relatif au transport.
190. L'article 95 de cette charte est modifié par la suppression du deuxième alinéa.	Cette modification se justifie par le contenu de l'article 92 du projet de loi, considérant que la conservation des ressources fait partie de la protection de l'environnement.
191. L'article 111 de cette charte est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de « des articles 96 à 110 » par « de la présente sous-section ».	Cette modification devient nécessaire, compte tenu que les articles 96 et 110 de la <i>Charte</i> sont abrogés par l'article 198 du projet de loi. Il devient préférable de créer une référence fixe (sous-section).
<p>ARTICLE 192</p> <p><i>Modifier l'article 192 par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2°, des mots « les troisième et quatrième lignes » par les mots « la troisième ligne ».</i></p>	Modification technique pour viser les bonnes lignes de la disposition modifiée.
<p>192. L'article 121 de cette charte est modifié :</p> <p>1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « du règlement adopté » par « de la décision prise » ;</p> <p>2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de « de celui visé à l'article 90 » par « du pouvoir visé à l'article 133 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Disposition de concordance avec : 1° la modification apportée à l'article 85 de cette <i>Charte</i> par l'article 188 du projet de loi, puisque la décision d'établir un parc ne se prendra plus par règlement; 2° l'abrogation de l'article 90 de cette <i>Charte</i> (voir article 198 du projet de loi) dont le contenu est repris à l'article 133 du projet de loi.
193. L'article 55 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement des mots « ou des autres modes de locomotion énumérés à l'article 91 de la charte » par les mots « des patins à roues alignées, de la	Cette modification est requise compte tenu que l'article 91 de la charte est abrogé par l'article 198 du projet de loi.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
planche à roulettes, du ski à roulettes ou de tout autre mode de locomotion de même nature ».	
194. L'article 73 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, de « du paragraphe 10° de l'article 413 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « de l'article 21 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) relativement à la gestion des matières résiduelles ».	Modification de concordance qui crée une référence à l'article 21 du projet de loi dont le contenu reprend celui du paragraphe 10° de l'article 413 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (abrogé par l'article 206 du projet de loi).
195. L'article 96 de l'annexe C de cette charte est modifié: 1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes, de « 412.2 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par «148.0.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) » ; 2° par le remplacement, dans la septième ligne, de «412.2» par «148.0.2».	Cet article fait la concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> des dispositions relatives à la démolition d'immeubles (article 146 du projet de loi).
ARTICLE 196 <i>Modifier l'article 196 par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « première, deuxième et troisième » par les mots « première et deuxième ».</i>	Modification technique pour viser les bonnes lignes de la disposition modifiée.
196. L'article 132 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, de «du paragraphe 22° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) » par « de l'article 59 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Il s'agit d'une modification de concordance relative à un pouvoir réglementaire en matière de sécurité (prévention des accidents résultant de l'accumulation de la neige ou de la glace sur les trottoirs et sur les toits des bâtiments).
197. L'article 133 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de «l'application du paragraphe 23° de l'article 415 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)» par «l'entretien d'hiver des voies publiques, telles que définies au deuxième alinéa de l'article 65 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), le conseil de ville peut imposer une taxe spéciale, à l'égard des biens imposables des propriétaires riverains de ces voies, en fonction de leur valeur, de leur superficie ou de leur étendue en front et ».	Modification de concordance, compte tenu que le paragraphe 23° de l'article 415 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> est abrogé par l'article 206 du projet de loi.
198. Les articles 77, 79, 86 à 92, 96 et 110 de cette charte et les articles 51, 54, 75, 77, 80, 127 à 130, 146 et 160 de l'annexe C de cette charte sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III).

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
LOI SUR LES CITÉS ET VILLES	
<p>ARTICLE 199</p> <p><i>Modifier l'article 199 par le remplacement :</i></p> <p><i>1° dans les première et deuxième lignes, de « , modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est »;</i></p> <p><i>2° dans la première ligne du paragraphe 4°, des mots « la deuxième ligne » par les mots « les deuxième et troisième lignes ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à:</p> <p>1° prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 28 de la Loi sur les cités et villes par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec;</p> <p>2° corriger les bonnes lignes de la disposition concernée.</p>
<p>199. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié :</p> <p>1° par le remplacement du paragraphe 1 par les paragraphes suivants :</p> <p>« 1. Toute municipalité peut avoir un sceau.</p> <p>« 1.0.1. Sauf disposition contraire, l'aliénation de tout bien de toute municipalité doit être réalisée à titre onéreux. Le greffier doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la municipalité autrement que par enchère ou soumission publique. L'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur.</p> <p>« 1.0.2. Sauf disposition contraire, il est interdit à toute municipalité d'acquérir ou de construire un bien principalement aux fins de le louer.</p>	<p>Il s'agit de modifications importantes à l'article 28 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>. L'objet de cet article du projet de loi est de faire disparaître de l'article 28 les pouvoirs civils que le <i>Code civil du Québec</i> confère déjà aux municipalités.</p> <p>Le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît aux personnes morales de droit public, dont les municipalités, la pleine jouissance des droits civils (art. 301), la capacité requise pour exercer tous leurs droits et leur rend applicables les dispositions du <i>Code</i> relatives à l'exercice des droits civils par les personnes physiques. Cependant, ces dispositions s'appliquent de manière supplétive, considérant que les personnes morales de droit public sont avant tout régies par les lois particulières qui leur sont applicables. Pour que ces dispositions à caractère supplétif du <i>Code civil du Québec</i> puissent avoir un effet réel, il faut au moins éviter les redondances entre les lois particulières et le <i>Code</i> pour ne conserver que des « limites » à l'exercice de ces droits civils. C'est ce qui est fait ici à propos de l'article 28 de la <i>Loi sur les cités</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>2° par le remplacement du paragraphe 1.1 par le suivant :</p> <p>« 1.1. La cession à titre gratuit ou le prêt à usage par toute municipalité des droits et licences afférents aux procédés qu'elle a mis au point ne peut être fait qu'au profit du gouvernement, de l'un de ses ministres ou organismes, d'une municipalité, d'une communauté métropolitaine, d'une commission scolaire ou d'un organisme à but non lucratif. ».</p> <p>3° par la suppression du paragraphe 2 ;</p> <p>4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa du paragraphe 3, de « au paragraphe 2 » par « au deuxième alinéa de l'article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 90 ou au premier alinéa de l'article 92 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	<p><i>et villes</i>. Par exemple, les pouvoir de contracter n'est pas repris parce qu'il est déjà prévu au <i>Code civil du Québec</i>. Sont uniquement et expressément conservées les « limites » suivantes, soit les nouveaux paragraphes 1.0.1, 1.0.2 et 1.1 édictés par le paragraphes 1° et 2° de l'article 199 du projet de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation d'aliéner ses biens à titre onéreux; - l'interdiction de construire ou d'acquérir un bien aux seules fins de le louer; - la cession à titre gratuit ou le prêt à usage de droits et licences afférents à des procédés qu'elle a mis au point ne peut être fait qu'au profit du gouvernement, d'un de ses ministères ou organismes, d'une autre municipalité, d'une commission scolaire, etc. <p>La suppression du paragraphe 2 de l'article 28 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> s'explique par la reprise de son contenu au deuxième alinéa de l'article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 90 et aux articles 92 et 93 du projet de loi.</p> <p>Les autres modifications en sont de simple concordance.</p>
<p>ARTICLE 200</p> <p><i>Modifier l'article 200 par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de « et par l'article 6 du chapitre 8 ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 29.14.1 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>200. L'article 29.14.1 de cette loi, modifié par l'article 26 du chapitre 5 et par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :</p>	<p>Modification de concordance avec le contenu de l'article 138 du projet de loi, considérant que l'article 466.1.1 de la <i>Loi sur les cités</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« L'amende appartient à la municipalité locale lorsqu'elle a intenté la poursuite et doit être versée dans un fonds créé, en vertu de l'article 138 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), par la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend le sien. Si la poursuite est intentée par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, l'amende lui appartient et doit être versée dans un fonds qu'elle a créé en vertu du même article. Le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs peut autoriser le versement dans tout autre tel fonds qu'il détermine. ».</p>	<p><i>et villes</i> est abrogé par l'article 206 du projet de loi et que l'article 688.7 du <i>Code municipal du Québec</i> est abrogé par l'article 225 du projet de loi.</p> <p>En plus de pouvoir être exercés par une MRC, les pouvoirs prévus à l'article 138 du projet de loi peuvent aussi être exercés, en vertu de l'article 100 du même projet, par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC.</p>
<p>ARTICLE 201</p> <p><i>Modifier l'article 201 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de «, modifié par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 29.18 de la Loi sur les cités et villes par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>201. L'article 29.18 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :</p> <p>«29.18. Les deniers provenant de la location, de l'exploitation ou de l'aliénation d'une terre du domaine de l'État ou d'une terre acquise du domaine de l'État et les deniers provenant de la gestion d'une terre ou des ressources forestières du domaine de l'État ou d'une convention d'aménagement forestier prévue à la section II du chapitre IV du titre I de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) doivent être versés, selon le cas, par la municipalité locale dans un fonds créé, en vertu de l'article 138 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), par la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend le sien ou par la municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté dans un fonds qu'elle a créé en vertu du même article. ».</p>	<p>Modification de concordance avec le contenu de l'article 138 du projet de loi, considérant que l'article 466.1.1 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> est abrogé par l'article 206 du projet de loi et que l'article 688.7 du <i>Code municipal du Québec</i> est abrogé par l'article 225 du projet de loi.</p> <p>En plus de pouvoir être exercés par une MRC, les pouvoirs prévus à l'article 138 du projet de loi peuvent aussi être exercés, en vertu de l'article 100 du même projet, par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC.</p>
<p>ARTICLE 202</p> <p><i>Modifier l'article 202 :</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à :</p> <p>1° tenir compte d'une modification à l'article 71 de la Loi sur les cités et villes adoptée depuis la présentation du projet de loi n° 62 et</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p><i>1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « est » par « , modifié par l'article 94 du chapitre 20 des lois de 2004, est de nouveau »;</i></p> <p><i>2° par la suppression, dans la troisième ligne, de « ou de l'article 112 ».</i></p>	<p>qui n'a pas été intégrée à la refonte des lois du Québec;</p> <p>2° introduire une modification de concordance pour tenir compte du transfert au niveau local de la compétence de la personne désignée sur les fossés de drainage de moins de 100 hectares.</p>
<p>202. L'article 71 de cette loi est modifié par l'insertion dans la quatrième ligne du troisième alinéa et après les mots « l'urbanisme (chapitre A-19.1), » de « soit désigné en vertu de l'article 39 ou de l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), ».</p>	<p>Cette modification a pour but de permettre à une personne, désignée en vue de tenter de régler une mésentente relative à la construction, la réparation ou l'entretien d'une clôture mitoyenne ou d'un fossé mitoyen, à du découvert, ou à des travaux de création, d'aménagement ou d'entretien d'un fossé de drainage de moins de 100 hectares, si cette personne est un employé qui n'est pas un salarié représenté par une association accréditée au sens du <i>Code du travail</i> et si elle fait l'objet d'une mesure de destitution ou de suspension, de soumettre une plainte par écrit à la Commission des relations de travail au même titre qu'une personne visée par le paragraphe 7° de l'article 119 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> ou que celle chargée de la délivrance d'un permis prévu à l'article 4 du <i>Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées</i>.</p>
<p>ARTICLE 203</p> <p><i>Retirer l'article 203.</i></p>	<p>Le mot « procès-verbal » n'a pas seulement ici le sens d'instrument de gestion en matière de chemin, pont et cours d'eau. Il vise aussi d'autres procès-verbaux du conseil. Le livre III de la révision des lois, qui porte sur l'organisation et le fonctionnement de la municipalité révisera cette question.</p>
<p>203. L'article 352 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, de « procès-verbaux, ».</p>	<p>Disposition de concordance avec la disparition de la gestion par procès-verbaux, notamment en matière de voirie.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 204</p> <p><i>Modifier l'article 204 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « , modifié par les articles 117 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que les modifications apportées à l'article 465.1 de la Loi sur les cités et villes par les articles 117 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003 ont été intégrées à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>204. L'article 465.1 de cette loi, modifié par les articles 117 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « ainsi que toute personne qu'elle peut subventionner en vertu du sous-paragraphe <i>d</i> du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 28 de la présente loi ou en vertu de l'article 28.0.1 de celle-ci » par « ainsi que toute personne qu'elle peut subventionner en vertu de l'article 8 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) et toute société ou personne morale vouée à la poursuite des fins mentionnées au deuxième alinéa de l'article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 90 ou au premier alinéa de l'article 92 de cette loi, qu'elle peut subventionner ».</p>	<p>Modification de concordance pour référer aux nouveaux articles qui reprennent le contenu d'articles abrogés.</p>
<p>ARTICLE 205</p> <p><i>Modifier l'article 205 par la suppression, dans la première ligne, de « , modifié par l'article 122 du chapitre 19 des lois de 2003, ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 468.32 de la Loi sur les cités et villes par l'article 122 du chapitre 19 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>205. L'article 468.32 de cette loi, modifié par l'article 122 du chapitre 19 des lois de 2003, est remplacé par les suivants:</p> <p>«468.32. La régie peut, dans la poursuite de ses buts :</p> <p>1° avoir un sceau ;</p> <p>2° acquérir par expropriation des biens meubles et immeubles.</p> <p>Lorsque l'entente a pour objet l'alimentation en eau potable, la gestion des eaux usées ou</p>	<p>Il s'agit de modifications importantes à l'article 468.32 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>. L'objet de cet article du projet de loi est de faire disparaître de l'article 468.32 les pouvoirs civils que le <i>Code civil du Québec</i> confère déjà aux régies intermunicipales.</p> <p>Le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît aux personnes morales de droit public, dont les régies intermunicipales, la pleine jouissance des droits civils (art. 301), la capacité requise pour exercer tous leurs droits et leur rend applicables les dispositions du <i>Code</i> relatives à l'exercice des droits civils par les personnes physiques. Cependant, ces dispositions s'appliquent de manière supplétive, considérant que</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>l'aménagement ou l'exploitation d'une installation aéroportuaire, la régie peut acquérir de gré à gré ou par expropriation des immeubles dans un rayon de cinquante kilomètres à l'extérieur du territoire sur lequel elle a compétence.</p> <p>«468.32.1. Sauf disposition contraire, l'aliénation de tout bien de la régie doit être réalisée à titre onéreux. Le secrétaire doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la régie autrement que par enchère ou soumission publique. L'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur.</p> <p>«468.32.2. Sauf disposition contraire, il est interdit à la régie d'acquérir ou de construire un bien principalement aux fins de le louer.</p>	<p>les personnes morales de droit public sont avant tout régies par les lois particulières qui leur sont applicables. Pour que ces dispositions à caractère supplétif du <i>Code civil du Québec</i> puissent avoir un effet réel, il faut au moins éviter les redondances entre les lois particulières et le <i>Code</i> pour ne conserver que des « limites » à l'exercice de ces droits civils.</p> <p>C'est ce qui est fait ici à propos de l'article 468.32 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>. Par exemple, les pouvoirs de contracter n'est pas repris parce qu'il est déjà prévu au <i>Code civil du Québec</i>. Sont uniquement et expressément conservées les « limites » suivantes, soit les nouveaux articles 468.32.1 et 468.32.2 édictés par l'article 205 du projet de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation d'aliéner ses biens à titre onéreux; - l'interdiction de construire ou d'acquérir un bien aux seules fins de le louer.
<p>ARTICLE 205.1</p> <p><i>Inserer, après l'article 205, le suivant :</i></p> <p>205.1. L'article 468.51 de cette loi est modifié :</p> <p>1° par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, de « les articles 573.5 à 573.10 »;</p> <p>2° par l'insertion, dans la septième ligne du premier alinéa et avant les mots « les articles », de « les articles 32 à 36 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), ».</p>	<p>Cet amendement de concordance a pour objet de faire disparaître la référence aux articles 573.5 à 573.10 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> (contrat clé en main) abrogés par l'article 206 du projet de loi et de la remplacer par une référence aux articles 32 à 36 du projet de loi qui reprennent la notion de contrat clé en main.</p>
<p>206. Les articles 28.0.0.1 à 28.2, 29.11, 29.12.1, 110, 111, 360.1, 410, 412, 412.1 à 412.25, 413 à 415, les articles 422 à 458, 459, 460, 462 à 463.2, les paragraphes 1° à 7° et 9° de l'article 464, les articles 466 à</p>	<p>Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III) ou parce</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
467.8, 467.10.1 à 467.20, 471 à 471.0.7, 482, 542.1, 542.2, 542.4 à 542.7 et 573.5 à 573.13 de cette loi sont abrogés.	qu'elles sont tout simplement désuètes.
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	Commentaire général : sont transférées, à des fins de cohérence législative, dans le <i>Code de la sécurité routière</i> les pouvoirs réglementaires relatifs à la circulation présents au <i>Code municipal du Québec</i> et à la <i>Loi sur les cités et villes</i> .
<p>207. L'article 498 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2) est remplacé par le suivant :</p> <p>« 498. Il est interdit de jeter, déposer ou abandonner des objets ou matières quelconques sur un chemin public, sauf exception autorisée par la personne responsable de l'entretien de ce chemin.</p> <p>Il est également interdit à tout conducteur de laisser une matière quelconque se détacher du véhicule qu'il conduit.</p> <p>(631 (1°) (2°) (3°) (4°), 830, 833 CM / (415 (11°) (22°) (25°) (26°) LCV)</p>	<p>L'objet principal de la modification apportée à l'article 498 du <i>Code de la sécurité routière</i> par cet article du projet de loi est d'établir une concordance avec le pouvoir réglementaire prévu au paragraphe 2° de l'article 66 qui permet à une municipalité d'adopter un règlement pour régir tout empiètement sur une voie publique. Ainsi, l'article 498 du <i>Code de la sécurité routière</i> reconnaîtra que pourront s'appliquer des exceptions autorisées par le responsable de l'entretien du chemin (permis de déposer sur une voie publique la neige provenant d'une entrée privée ou du toit d'un édifice, terrasse de restaurant sur un trottoir).</p>
<p>ARTICLE 208</p> <p><i>Modifier l'article 208 par le remplacement, dans la première ligne, du mot « est » par «, modifié par l'article 73 du chapitre 2 des lois de 2004, est de nouveau ».</i></p>	<p>Cette modification d'ordre technique vise à tenir compte d'une modification à l'article 626 du Code de la sécurité routière adoptée depuis la présentation du projet de loi n° 62 et qui n'a pas été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>208. L'article 626 de ce code est modifié :</p> <p>1° par l'addition, à la fin du paragraphe 3°, de «la municipalité peut nommer, aux conditions qu'elle établit, des personnes qu'elle autorise à effectuer pour son compte la perception des sommes payables pour l'enregistrement des véhicules non motorisés ainsi que toute opération qu'elle indique et déterminer le montant et le mode de leur rémunération ; (994 CM) / (415 (31°) LCV)</p> <p>2° par l'addition, après le paragraphe 14°, du suivant :</p>	<p>Paragraphe 1° :</p> <p>Le <i>Code de la sécurité routière</i> (art. 626, paragraphes 1° à 3°) contient déjà des pouvoirs réglementaires municipaux concernant l'enregistrement des véhicules non motorisés. On vient compléter cet éventail en y transférant le contenu pertinent (en enlevant ce qui est redondant) de l'article 994 du <i>Code municipal du Québec</i> et du paragraphe 31° de l'article 415 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>« 15° régir l'aménagement de voies prioritaires pour véhicules d'urgence à proximité des bâtiments assujettis au chapitre III de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) et y interdire le stationnement de tout autre véhicule, même sans le consentement du propriétaire de l'immeuble. » ; (566.2 CM / 412 (21.1°) LCV)</p> <p>3° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :</p> <p>« Les municipalités régionales de comté exercent les pouvoirs réglementaires prévus au présent article uniquement dans les parcs régionaux. ».</p>	<p>Paragraphe 2° : Cette modification consiste à transférer dans le <i>Code de la sécurité routière</i> le contenu pertinent de l'article 562.2 du <i>Code municipal du Québec</i> et du paragraphe 21.1° de l'article 412 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> pour faciliter la circulation des véhicules prioritaires.</p> <p>Paragraphe 3° : Cette modification à l'article 626 du <i>Code de la sécurité routière</i> a pour effet de permettre aux MRC d'adopter des règlements en matière de circulation dans un parc régional.</p>
CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC	
<p>209. Les articles 6 et 6.1 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) sont remplacés par les suivants:</p> <p>«6. Toute municipalité peut avoir un sceau.</p> <p>« 6.1. Sauf disposition contraire, l'aliénation de tout bien de toute municipalité doit être réalisée à titre onéreux. Le secrétaire-trésorier doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la municipalité autrement que par enchère ou soumission publique. L'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur.</p> <p>« 6.2. La cession à titre gratuit ou le prêt à usage par toute municipalité des droits et licences afférents aux procédés qu'elle a mis au point ne peut être fait qu'au profit du gouvernement, de l'un de ses ministres ou organismes, d'une municipalité, d'une communauté métropolitaine, d'une commission scolaire ou d'un organisme à but non lucratif. ».</p>	<p>Il s'agit de modifications importantes aux articles 6 et 6.1 du <i>Code municipal du Québec</i>. Ces modifications sont de même nature que celles prévues à l'article 199 du projet de loi qui modifie l'article 28 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p> <p>L'objet de cet article du projet de loi est de faire disparaître des articles 6 et 6.1 les pouvoirs civils que le <i>Code civil du Québec</i> confère déjà aux municipalités.</p> <p>Le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît aux personnes morales de droit public, dont les municipalités, la pleine jouissance des droits civils (art. 301), la capacité requise pour exercer tous leurs droits et leur rend applicables les dispositions du <i>Code</i> relatives à l'exercice des droits civils par les personnes physiques. Cependant, ces dispositions s'appliquent de manière supplétive, considérant que les personnes morales de droit public sont avant tout régies par les lois particulières qui leur sont applicables. Pour que ces dispositions à caractère supplétif du <i>Code civil du Québec</i> puissent avoir un effet réel, il faut</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«6.3. Sauf disposition contraire, il est interdit à toute municipalité d’acquérir ou de construire un bien principalement aux fins de le louer. ».</p>	<p>au moins éviter les redondances entre les lois particulières et le <i>Code</i> pour ne conserver que des « limites » à l’exercice de ces droits civils. C’est ce qui est fait ici à propos des articles 6 et 6.1 actuels du <i>Code municipal du Québec</i>. Par exemple, les pouvoir de contracter n’est pas repris parce qu’il est déjà prévu au <i>Code civil du Québec</i>. Sont uniquement et expressément conservées les « limites » suivantes, soit les nouveaux articles 6.1, 6.2 et 6.3 édictés par l’article 209 du projet de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l’obligation d’aliéner ses biens à titre onéreux; - l’interdiction de construire ou d’acquérir un bien aux seules fins de le louer; - la cession à titre gratuit ou le prêt à usage de droits et licences afférents à des procédés qu’elle a mis au point ne peut être fait qu’au profit du gouvernement, d’un de ses ministères ou organismes, d’une autre municipalité, d’une commission scolaire, etc.
<p>ARTICLE 210</p> <p><i>Modifier l’article 210 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « modifié par l’article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	<p>Cet amendement d’ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l’article 9 du Code municipal par l’article 250 du chapitre 19 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>210. L’article 9 de ce code, modifié par l’article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « à l’article 8 » par « au deuxième alinéa de l’article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l’article 90 ou au premier alinéa de l’article 92 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l’année de la sanction et le numéro de</i></p>	<p>Il s’agit d’une modification de concordance avec l’abrogation de l’article 8 du <i>Code municipal du Québec</i> (voir article 225 du projet de loi) dont le contenu est repris au deuxième alinéa de l’article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l’article 90 et à l’article 92 du</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p><i>chapitre de cette loi</i>)».</p> <p>211. L'article 14.12.1 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :</p> <p>«L'amende appartient à la municipalité locale lorsqu'elle a intenté la poursuite et doit être versée dans un fonds créé, en vertu de l'article 138 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), par la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend le sien. Si la poursuite est intentée par une municipalité régionale de comté ou par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, l'amende lui appartient et doit être versée dans un fonds qu'elle a créé en vertu du même article.. Le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs peut autoriser le versement dans tout autre tel fonds qu'il détermine.».</p>	<p>projet de loi.</p> <p>Modification de concordance avec le contenu de l'article 138 du projet de loi, considérant que les articles 627.1.1 et 688.7 du <i>Code municipal du Québec</i> sont abrogés par l'article 225 du projet de loi.</p> <p>En plus de pouvoir être exercés par une MRC, les pouvoirs prévus à l'article 138 du projet de peuvent aussi être exercés, en vertu de l'article 100 du même projet, par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC.</p>
<p>ARTICLE 212</p> <p><i>Modifier l'article 212 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « modifié par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 14.16 du Code municipal par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>212. L'article 14.16 de ce code, modifié par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :</p> <p>«14.16. Les deniers provenant de la location, de l'exploitation ou de l'aliénation d'une terre du domaine de l'État ou d'une terre acquise du domaine de l'État et les deniers provenant de la gestion d'une terre ou des ressources forestières du domaine de l'État ou d'une convention d'aménagement forestier prévue à la section II du chapitre IV du titre I de la Loi sur les forêts (chapitre F-4.1) doivent être versés, selon le cas, par la municipalité locale dans un fonds créé, en vertu de l'article 138 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), par la municipalité régionale de comté dont le territoire comprend le sien ou, s'il s'agit municipalité régionale de comté ou d'une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, par celle-ci dans un fonds qu'elle a créé en vertu du même article.».</p>	<p>Modification de concordance avec le contenu de l'article 138 du projet de loi, considérant que les articles 627.1.1 et 688.7 du <i>Code municipal du Québec</i> sont abrogés l'article 225 du projet de loi.</p> <p>En plus de pouvoir être exercés par une MRC, les pouvoirs prévus à l'article 138 du projet de peuvent aussi être exercés, en vertu de l'article 100 du même projet, par une municipalité locale dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>213. L'article 14.18 de ce code est modifié par le remplacement, à la quatrième ligne, du nombre « 14.17 » par le nombre « 14.16 ».</p>	<p>Modification de concordance pour tenir compte de l'abrogation de l'article 14.17 du <i>Code municipal du Québec</i> (voir article 225 du projet de loi) relatif à l'administration d'un cimetière.</p>
<p>214. L'article 25 de ce code, modifié par l'article 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié :</p> <p>1° par la suppression des paragraphes 28, 31 et 36 ;</p> <p>2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 38, de « , sauf dans l'article 737, ».</p>	<p>Paragraphe 1° : Modifications de concordance compte tenu de la disparition de l'appellation « inspecteur municipal » et de la présence, dans le projet de loi (article 40), d'un processus de règlement des conflits en matière de clôtures de ligne. La définition de « boissons alcooliques » n'est pas nécessaire puisque l'article 220 du <i>Code municipal du Québec</i> est suffisant en soi. Par ailleurs, l'article 737 est abrogé par l'article 225 du projet de loi.</p>
<p>ARTICLE 215</p> <p><i>Modifier l'article 215 par la suppression, dans la troisième ligne, de « ou de l'article 112 ».</i></p>	<p>Cet amendement vise à introduire une modification de concordance pour tenir compte du transfert au niveau local de la compétence de la personne désignée sur les fossés de drainage de moins de 100 hectares.</p>
<p>215. L'article 207 de ce code est modifié par l'insertion, à la quatrième ligne et après le mot « jugement » de « ordonnances d'une personne désignée en vertu de l'article 39 ou de l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	<p>On ajoute, dans la liste des documents qui doivent être mentionnés au répertoire tenu par le secrétaire-trésorier, ceux qu'une « personne désignée » produit. Il faudrait modifier cet article du projet de loi pour remplacer le mot « ordonnances » par « recommandations ».</p>
<p>ARTICLE 216</p> <p><i>Modifier l'article 216 :</i></p> <p><i>1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « est » par « , modifié par l'article 109 du chapitre 20 des lois de 2004, est de nouveau »;</i></p> <p><i>2° par la suppression, dans la troisième ligne, de « ou de l'article 112 ».</i></p>	<p>Cet amendement de concordance vise à :</p> <p>1° tenir compte d'une modification à l'article 267.0.1 du <i>Code municipal</i> adoptée depuis le dépôt du projet de loi n° 62 et qui n'a pas été intégrée à la refonte des lois du Québec;</p> <p>2° introduire une modification pour tenir compte du transfert au niveau local de la compétence de la personne désignée sur les fossés</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>216. L'article 267.0.1 de ce code est modifié par l'insertion dans la quatrième ligne du troisième alinéa et après les mots « l'urbanisme, » de « soit désigné en vertu de l'article 39 ou de l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>), ».</p>	<p>de drainage de moins de 100 hectares.</p> <p>Cette modification a pour but de permettre à une personne, désignée en vue de tenter de régler une mésentente relative à la construction, la réparation ou l'entretien d'une clôture mitoyenne ou d'un fossé mitoyen, à du découvert, ou à des travaux de création, d'aménagement ou d'entretien d'un fossé de drainage de moins de 100 hectares, si cette personne est un employé qui n'est pas un salarié représenté par une association accréditée au sens du <i>Code du travail</i> et si elle fait l'objet d'une mesure de destitution ou de suspension, de soumettre une plainte par écrit à la Commission des relations de travail au même titre qu'une personne visée par le paragraphe 7° de l'article 119 de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> ou que celle chargée de la délivrance d'un permis prévu à l'article 4 du <i>Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées</i>.</p>
<p>ARTICLE 216.1</p> <p><i>Insérer, après l'article 216, le suivant :</i></p> <p>216.1. L'article 440 de ce code est remplacé par le suivant :</p> <p>« 440. Une municipalité peut aussi par résolution ordonner le recensement des habitants de tout ou partie de son territoire. ».</p>	<p>Cet amendement a pour objet de maintenir uniquement les pouvoirs prévus au paragraphe c) de l'article 440 du Code municipal. Ceux prévus aux paragraphes a) et b) sont couverts par le 2° alinéa de l'article 4 du projet de loi n° 62 et le Code civil. Quant à l'extraterritorialité, ce concept est repris là où la loi reconnaît à une municipalité une compétence extraterritoriale (ex. : article 29 du projet de loi n° 62 / alimentation en eau).</p> <p>Quant aux paragraphes d), e) et f), leur abrogation est déjà prévue par l'article 225 du projet de loi n° 62, leur contenu étant couvert par le 2° alinéa de l'article 4 du projet de loi.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	<p>A noter que, puisque l'article 216.1 du projet de loi remplace l'article 440 du Code municipal, il faut modifier en concordance l'article 225 pour y enlever l'abrogation des paragraphes d), e) et f).</p>
<p>ARTICLE 217</p> <p><i>Modifier l'article 217 par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de «, modifié par l'article 139 du chapitre 19 des lois de 2003, ».</i></p>	<p>Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que la modification apportée à l'article 601 du Code municipal par l'article 139 du chapitre 19 des lois de 2003 a été intégrée à la refonte des lois du Québec.</p>
<p>217. L'article 601 de ce code, modifié par l'article 139 du chapitre 19 des lois de 2003, est remplacé par les suivants :</p> <p>«601. La régie peut, dans la poursuite de ses buts :</p> <p>1° avoir un sceau;</p> <p>2° acquérir par expropriation des biens meubles et immeubles.</p> <p>Lorsque l'entente a pour objet l'alimentation en eau potable, la gestion des eaux usées ou l'aménagement ou l'exploitation d'une installation aéroportuaire, la régie peut acquérir de gré à gré ou par expropriation des immeubles dans un rayon de cinquante kilomètres à l'extérieur du territoire sur lequel elle a compétence.</p> <p>«601.1. Sauf disposition contraire, l'aliénation de tout bien de la régie doit être réalisée à titre onéreux. Le secrétaire doit publier mensuellement un avis portant sur les biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$ qui ont été aliénés par la régie autrement que par enchère ou soumission publique. L'avis doit décrire chaque bien et indiquer, en regard de chacun, le prix de l'aliénation ainsi que l'identité de l'acquéreur.</p> <p>«601.2. Sauf disposition contraire, il est interdit à la régie d'acquérir ou de construire un bien</p>	<p>Il s'agit de modifications importantes à l'article 601 du <i>Code municipal du Québec</i>. Ces modifications sont de même nature que celles prévues à l'article 205 du projet de loi qui remplace l'article 468.32 de la <i>Loi sur les cités et villes</i>.</p> <p>L'objet de cet article du projet de loi est de faire disparaître de l'article 601 les pouvoirs civils que le <i>Code civil du Québec</i> confère déjà aux régies intermunicipales.</p> <p>Le <i>Code civil du Québec</i> reconnaît aux personnes morales de droit public, dont les régies intermunicipales, la pleine jouissance des droits civils (art. 301), la capacité requise pour exercer tous leurs droits et leur rend applicables les dispositions du <i>Code</i> relatives à l'exercice des droits civils par les personnes physiques. Cependant, ces dispositions s'appliquent de manière supplétive, considérant que les personnes morales de droit public sont avant tout régies par les lois particulières qui leur sont applicables. Pour que ces dispositions à caractère supplétif du <i>Code civil du Québec</i> puissent avoir un effet réel, il faut au moins éviter les redondances entre les lois particulières et le <i>Code</i> pour ne conserver que des « limites » à l'exercice de ces droits civils.</p> <p>C'est ce qui est fait ici à propos de l'article 601 du <i>Code municipal</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>principalement aux fins de le louer.</p>	<p>du Québec. Par exemple, le pouvoir de contracter n'est pas repris parce qu'il est déjà prévu au <i>Code civil du Québec</i>. Sont uniquement et expressément conservées les « limites » suivantes, soit les nouveaux articles 601.1 et 601.2 édictés par l'article 205 du projet de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation d'aliéner ses biens à titre onéreux; - l'interdiction de construire ou d'acquérir un bien aux seules fins de le louer.
<p>ARTICLE 218</p> <p><i>Remplacer l'article 218 par le suivant :</i></p> <p>218. L'article 620 de ce code est modifié :</p> <p>1° par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, de « les articles 573.5 à 573.10 » ;</p> <p>2° par l'insertion, dans la septième ligne du premier alinéa et avant les mots « les articles », de « les articles 32 à 36 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) » ;</p>	<p>Cet amendement de concordance a pour objet de :</p> <p>1° prendre en compte le fait que les modifications apportées à l'article 620 du Code municipal par les articles 141 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003 ont été intégrées à la refonte des lois du Québec et pour viser les bonnes lignes de la disposition modifiée;</p> <p>2° faire disparaître la référence aux articles 573.5 à 573.10 de la Loi sur les cités et villes (contrat clé en main) abrogés par l'article 225 du projet de loi et de la remplacer par une référence aux articles 32 à 36 du projet de loi qui reprennent la notion de contrat clé en main.</p>
<p>218. L'article 620 de ce code, modifié par les articles 141 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié :</p> <p>1° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de « les articles 573.5 à 573.10 » ;</p> <p>2° par le remplacement, dans les huitième et neuvième lignes du premier alinéa, de « et de l'article 21 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir (chapitre M-22.1) » par « , de l'article 21 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir (chapitre M-22.1) et</p>	<p>Modifications de concordance pour tenir compte de l'abrogation des articles 573.5 à 573.10 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> et de la reprise de leur contenu par les articles 32 à 36 du projet de loi relatifs aux contrats clé en main en matière d'assainissement des eaux.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
des articles 32 à 36 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	
<p>219. L'article 678 de ce code est remplacé par le suivant:</p> <p>«678. Toute municipalité régionale de comté peut adopter des règlements ou, selon le cas, des résolutions sur chacune des matières mentionnées aux articles 491, 492, 520, 569 à 624 et 626.».</p>	Modification de concordance pour tenir compte de l'abrogation de plusieurs articles auxquels réfère l'article 678 du <i>Code municipal du Québec</i> (voir article 225 du projet de loi). Les pouvoirs visés par les dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> ainsi abrogées sont repris au titre III du projet de loi relatif aux compétences des MRC.
220. L'article 678.0.3 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, de «, procès-verbaux».	Modification de concordance pour tenir compte de la disparition de la gestion par procès-verbaux, notamment en matière de voirie.
<p>ARTICLE 221</p> <p><i>Modifier l'article 221 par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de «, modifié par les articles 143 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau » par le mot « est ».</i></p>	Cet amendement d'ordre technique vise à prendre en compte le fait que les modifications apportées à l'article 711.2 du <i>Code municipal</i> par les articles 143 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003 ont été intégrées à la refonte des lois du Québec.
221. L'article 711.2 de ce code, modifié par les articles 143 et 250 du chapitre 19 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « ainsi que toute personne qu'elle peut subventionner en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 8 du présent code ou en vertu de l'article 9.1 de celui-ci » par « ainsi que toute personne qu'elle peut subventionner en vertu de l'article 8 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) et toute société ou personne morale vouée à la poursuite des fins mentionnées au deuxième alinéa de l'article 9, au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 90 ou au premier alinéa de l'article 92 de cette loi, qu'elle peut subventionner ».	Modification de concordance pour référer aux nouveaux articles qui reprennent le contenu d'articles abrogés.
<p>222. L'article 724 de ce code est modifié par :</p> <p>1° la suppression des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas ;</p> <p>2° le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, des mots « Mais nulle » par le mot « Nulle » ;</p>	Les 1 ^{er} et sixième alinéas de l'article 724 du <i>Code municipal du Québec</i> sont de nature pénale, désuètes, et n'ont, de ce fait, plus leur raison d'être. Les deuxième, troisième et quatrième alinéas n'ajoutent rien aux règles actuelles de responsabilité extracontractuelle applicables en vertu du <i>Code civil du Québec</i> . Le septième est désuet puisque les contribuables ne seront plus tenus aux travaux. Reste le cinquième alinéa qui est modifié pour fins de cohérence.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
3° la suppression des sixième et septième alinéas.	
223. L'article 934 de ce code est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots «, ou à la journée sous la direction de l'inspecteur municipal ».	Modification de concordance avec la disparition de l'appellation « inspecteur municipal ».
224. L'article 1103 de ce code est modifié par la suppression, à la deuxième ligne du premier alinéa, de «, en vertu de l'article 739, ».	Modification de concordance pour tenir compte de l'abrogation de l'article 739 du <i>Code municipal du Québec</i> (voir article 225 du <i>Code</i>).
<p>ARTICLE 225</p> <p><i>Modifier l'article 225 par la suppression, dans la deuxième ligne, de « les paragraphes d à f de l'article 440, les articles ».</i></p>	Il s'agit d'un amendement de concordance avec l'article 216.1 du projet de loi qui remplace l'article 440 du <i>Code municipal</i> .
225. Les articles 8 à 8.2, 9.1, 11, 12, 14.9, 14.17, 29 à 31, 213, 214, 219, 221 à 267, les paragraphes d) à f) de l'article 440, les articles 443, 490, 493, 494 à 519, 521 à 533, 535.1 à 540, les sous-paragraphes b) et c) du paragraphe 1 ainsi que les paragraphes 2 et 3 de l'article 541, les articles 542 à 548.3, 550 à 565, 566.1 à 568, 625 à 625.2, 627, 627.1 à 628, 630 à 633, 681, 688 à 688.5, 688.7 à 688.12, 711.20 à 719, 722, 723, 726 à 765, 773 à 792, 794 à 932, 939 à 944.3, 953, 994, 1008, 1009, 1011 à 1011.3 et 1128 à 1131 de ce code sont abrogés.	Ces dispositions sont abrogées parce que leur contenu est repris par les dispositions substantives du projet de loi (titres I à III) ou parce qu'elles sont tout simplement désuètes.
LOI SUR LES COLPORTEURS	
226. La Loi sur les colporteurs (L.R.Q., chapitre C-30) est abrogée.	Cette loi est désuète, compte tenu du pouvoir, prévu au paragraphe 2° de l'article 11 du projet de loi, de réglementer les activités économiques. À noter que le deuxième alinéa de l'article 6 du projet de loi reprend le contenu de l'article 1 et du deuxième alinéa de l'article 9 de la <i>Loi sur les colporteurs</i> (L.R.Q., chapitre C-30) qui sera abrogée par cet article du projet de loi. Cette disposition vise à harmoniser l'exercice des pouvoirs dévolus aux municipalités avec les dispositions de la <i>Loi sur la protection du consommateur</i> (L.R.Q., chapitre P-40.1).

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>LOI SUR LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL</p>	
<p>227. La Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01) est modifiée par l'insertion, après l'article 159.18, du suivant :</p> <p>« 159.19. Les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la Communauté perdent les compétences et pouvoirs visés à la présente section dès que la Communauté les exerce.</p> <p>Les actes réglementaires, administratifs et autres de toute municipalité locale à laquelle est substituée la Communauté et qui sont relatifs aux pouvoirs et compétences visés au premier alinéa, demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés. Ils sont réputés émaner de la Communauté. ».</p>	<p>Cette disposition a pour but d'éviter que deux personnes morales de droit public (Communauté métropolitaine de Montréal et une municipalité locale) exercent la même compétence (assainissement des eaux), en même temps sur le même territoire. On évite ainsi tout conflit de juridiction. Le citoyen s'y retrouvera plus facilement pour identifier quelles normes s'appliquent à lui.</p>
<p>LOI SUR LES CONSEILS INTERMUNICIPAUX DE TRANSPORT DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL</p>	
<p>228. L'article 27 de la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « 467 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou à l'article 525 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par « 48.18 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ».</p>	<p>Modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les transports</i> (L.R.Q., chapitre T-12) des dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives à un service municipal de transport en commun (voir article 249 du projet de loi).</p>
<p>229. L'article 27.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « 467.11 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou à l'article 536 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par « 48.39 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ».</p>	<p>Modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les transports</i> (L.R.Q., chapitre T-12) des dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives à un service municipal de transport des personnes handicapées (voir article 249 du projet de loi).</p>
<p>230. L'article 27.4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « 467.7.4 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou à l'article 532.4 du Code municipal du Québec</p>	<p>Modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les transports</i> (L.R.Q., chapitre T-12) des dispositions du <i>Code</i></p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
(chapitre C-27.1) » par « 48.30 de la Loi sur les transports (chapitre T-12)».	<i>municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives à un service municipal de transport en commun (voir article 249 du projet de loi).
231. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « 467 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou à l'article 525 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par « 48.18 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ».	Modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les transports</i> (L.R.Q., chapitre T-12) des dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives à un service municipal de transport en commun (voir article 249 du projet de loi).
LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ORGANISATION MUNICIPALE DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES	
232. L'article 35 de la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8.2), est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, et après « (chapitre C-19) » des mots «et par la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Simple modification de concordance.
LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	
233. L'annexe II de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) est modifiée : 1° par la suppression du paragraphe 3.0.1° ; 2° par l'addition, après le paragraphe 3.4°, du suivant : «3.5° les recours formés en vertu de l'article 73 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Cette modification de concordance a pour but de modifier l'annexe II de la Loi sur la justice administrative (section des affaires immobilières) pour : 1° y ajouter une référence au recours devant le Tribunal administratif du Québec prévu à l'article 73 du projet de loi (qui reprend le contenu de l'article 738.3 du <i>Code municipal du Québec</i>) relativement à la fixation d'une indemnité à la suite de la perte d'un droit consécutive à l'empiètement d'une voie publique sur un terrain privé; 2° enlever la référence faite au recours prévu à l'article 738.3 du <i>Code municipal du Québec</i> considérant que cet article sera abrogé

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	(voir article 225 du projet de loi).
LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	
<p>234. La Loi sur le ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (L.R.Q. chapitre M-14) est modifiée par l'insertion, après l'article 22, du suivant:</p> <p>« 22.1. Lorsque pour le drainage d'un ou de plusieurs terrains il est nécessaire de faire des travaux à la fois au Québec et dans une province voisine, le ministre, sur demande des municipalités intéressées ou du gouvernement de la province voisine peut, après entente avec ce dernier, désigner les travaux à faire et en ordonner l'exécution et sur le refus des personnes visées de se rendre à l'ordonnance du ministre, les faire exécuter à leurs frais, s'il y a lieu. ».</p> <p>(717 CM)</p>	Cet article vise à transférer dans la <i>Loi sur le ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation</i> le contenu de l'article 717 du <i>Code municipal du Québec</i> relatif aux travaux de drainage faits à la fois au Québec et dans une autre province.
LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES	
<p>ARTICLE 235</p> <p><i>Modifier l'article 235 par le remplacement, dans la septième ligne, de « paragraphe 8° du premier » par « deuxième ».</i></p>	Il s'agit d'un amendement pour cibler le deuxième alinéa de l'article 4 du projet de loi n° 62 qui permet à une municipalité locale d'adopter toute mesure non réglementaire en matière de transport.
<p>235. L'article 1 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1), modifié par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 2003, est de nouveau modifié par le remplacement, au paragraphe 4° du premier alinéa, de «un chemin ouvert conformément à l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), une rue ou un chemin ouvert en vertu d'un règlement, résolution ou procès-verbal municipal» par «une voie publique ouverte conformément au paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Modification de concordance avec le paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 qui reprend le contenu de l'article 422 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> abrogé par l'article 206 du projet de loi.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT	
<p>236. Les articles 71, 76 à 82, 84 et 85 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) sont abrogés.</p>	<p>Ces dispositions de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> sont abrogées compte tenu :</p> <p>1° de transferts de dispositions substantives en matière de salubrité et de nuisance dans le projet de loi (voir articles 54 à 56 et 58) parce qu'elles relèvent davantage des préoccupations d'une municipalité locale.</p> <p>2° que certaines sont désuètes.</p>
<p>ARTICLE 237</p> <p><i>Retirer l'article 237.</i></p>	<p>Il y a lieu de retirer l'article 237 étant donné que la survie de règlements du gouvernement dépend des dispositions que cet article abroge.</p>
<p>237. L'article 87 de cette loi est modifié :</p> <p>1° par la suppression des paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> ;</p> <p>2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe <i>d</i>, des mots «aux paragraphes <i>a</i> et <i>c</i>» par «au paragraphe <i>c</i>» ;</p> <p>3° par la suppression du paragraphe <i>f</i>.</p>	<p>Ce sont des modifications de concordance pour tenir compte de l'abrogation de certains articles de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> par l'article précédent.</p>
<p>238. L'article 124 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, de la phrase suivante : « Le présent alinéa s'applique malgré l'article 3 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>). ».</p>	<p>Disposition de concordance pour que le quatrième alinéa de l'article 124 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> s'applique malgré l'article 3 du projet de loi. Ces deux dispositions comportent des tests différents. Il s'agit de préserver l'intégrité et l'équilibre actuel de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
LOI SUR LA RÉGIE DU LOGEMENT	
<p>239. L'article 35 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1) est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, de « du paragraphe 5° de l'article 412 de la Loi sur les cités et villes ou en vertu du paragraphe 1 de l'article 493 du Code municipal (chapitre C-27.1) » par « de l'article 96.1 de la Loi sur les biens culturels (chapitre B-4) ».</p>	<p>Modification de concordance pour tenir compte de l'article 149 du projet de loi qui transfère, en provenance du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i>, le pouvoir réglementaire d'une municipalité locale ou d'une MRC d'adopter un règlement pour interdire pendant une période n'excédant pas 12 mois la démolition de tout immeuble pouvant constituer un bien culturel ou situé dans un territoire identifié comme pouvant constituer un arrondissement historique ou naturel.</p>
LOI SUR LE RÉGIME DES EAUX	
<p>240. L'article 69.2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de « du deuxième alinéa de l'article 678 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par « de l'article 124 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	<p>Modification de concordance pour référer à l'article 124 du projet de loi qui reprend le contenu du deuxième alinéa de l'article 678 du <i>Code municipal du Québec</i>.</p>
LOI SUR LES SYSTÈMES MUNICIPAUX ET LES SYSTÈMES PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ	
<p>241. L'article 2 de la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (L.R.Q., chapitre S-41) est modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du paragraphe 2°, des mots « un règlement » par les mots « une résolution ».</p>	
<p>242. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant:</p> <p>« 3. Toute municipalité locale peut établir un système d'électricité pour les besoins publics et privés.</p>	<p>Le remplacement de l'article 3 de la <i>Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité</i> vise la cohérence avec le paragraphe 3° de l'article 4 du projet de loi qui permet à une municipalité locale d'adopter toute mesure non réglementaire dans le domaine de la production d'énergie. Il n'est donc plus nécessaire</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
Elle peut adopter tout règlement relatif à l'administration de ce système. ».	d'adopter un règlement pour établir un système d'électricité puisqu'il ne s'agit pas, dans un tel cas, de rendre obligatoire une règle de caractère général et impersonnel. Mais elle continue d'avoir le pouvoir de régler l'administration de son système.
243. L'article 5 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « que prévoit le règlement ».	L'article 5 de la <i>Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité</i> est modifié en concordance avec la modification faite à l'article 3 de la même loi (voir article 242 du projet de loi).
244. L'article 7 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1°.	Le paragraphe 1° de l'article 7 est supprimé puisqu'il ne prévoit rien que ne comporte déjà la <i>Loi sur la fiscalité municipale</i> (L.R.Q., chapitre F-2.1) en matière de tarification (art. 244.1 et ss).
245. L'article 12 de cette loi est modifié : 1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1, des mots « un règlement » par les mots « une résolution » ; 2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, des mots « un règlement uniforme et le » par les mots « une résolution uniforme et la ».	L'article 12 de la <i>Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité</i> est modifié en concordance avec la modification faite à l'article 3 de la même loi (voir article 242 du projet de loi).
246. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 1 par l'alinéa suivant : « La résolution par laquelle chaque municipalité concernée exerce le pouvoir prévu au premier alinéa doit être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter. ».	Puisqu'il ne s'agit pas, dans un tel cas, de rendre obligatoire une règle de caractère général et impersonnel, il y a lieu de procéder par résolution plutôt que par règlement. C'est ce que vise cette modification.
247. L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant : « 15. La résolution par laquelle une municipalité aliène un système d'électricité lui appartenant ou en abandonne l'exploitation doit être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter. ».	On applique ici le même raisonnement qu'à la modification précédente, puisqu'il ne s'agit pas de rendre obligatoire une règle de caractère général et impersonnel. Il y a lieu de procéder par résolution plutôt que par règlement. L'article 96 du projet de loi emploie la même approche.

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS</p>	
<p>248. L'article 10.1 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est modifié par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes du troisième alinéa, de «467 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), de l'article 525 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) ou de l'article 3 de la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (chapitre C-60.1) » par « 3 de la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (chapitre C-60.1) ou de l'article 48.18 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ».</p>	<p>Il s'agit d'une modification de concordance avec le transfert dans la <i>Loi sur les transports</i> de dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives aux services municipaux de transport en commun (voir article 249 du projet de loi).</p>
<p>LOI SUR LES TRANSPORTS</p>	
<p>ARTICLE 249</p> <p><i>Modifier l'article 249 par :</i></p> <p><i>1° la suppression du deuxième alinéa de l'article 48.19 proposé;</i></p> <p><i>2° la suppression, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa de l'article 48.30 proposé, des mots « et sans procéder par demande de soumission »;</i></p> <p><i>3° le remplacement de l'article 48.39 proposé par l'article suivant :</i></p> <p>« 48.39. Toute municipalité locale dont le territoire n'est pas desservi par une société de transport en commun ou par un autre organisme public de transport en commun qui assure un service de transport adapté aux personnes handicapées doit, par résolution dont copie doit être transmise au ministre des Transports, contracter avec une personne afin d'assurer aux personnes handicapées l'accès, sur son territoire, à des moyens de transport adaptés à leurs besoins. La résolution doit décrire la nature des</p>	<p>Les paragraphes 1°, 2° et 4° de l'amendement ont pour but d'harmoniser ces dispositions avec celles de l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario et l'Accord sur le commerce intérieur qui visent à éliminer les obstacles au commerce et à encourager la libre circulation des personnes, des biens et des services.</p> <p>Ces accords ont pour conséquence que, sauf les exceptions qu'ils permettent, les municipalités doivent procéder par appel d'offres pour leurs contrats de construction, d'approvisionnement ou de service.</p> <p>Quant au paragraphe 3° de l'amendement, il a pour objet de reprendre le contenu des articles 62 et 63 du chapitre 31 des lois de 2004 (Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées), qui remplacent respectivement les articles</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>mesures qui seront mises en place aux fins du présent article.</p> <p>De même, toute municipalité locale peut, par résolution dont copie doit être transmise au ministre des Transports, contracter avec une personne afin d'assurer une liaison avec des points situés à l'extérieur de ce territoire. La résolution doit décrire la nature des mesures qui seront mises en place aux fins du présent article. ».</p> <p><i>4° la suppression du premier alinéa de l'article 48.40 proposé.</i></p>	<p>536 du Code municipal et 467.11 de la Loi sur les cités et villes. Les articles 62 et 63 du chapitre 31 des lois de 2004, abrogés par l'article 255.2 du projet de loi, devaient entrer en vigueur le 17 décembre 2005.</p> <p>L'amendement transfère dans la Loi sur les transports (article 48.39 proposé) le contenu des articles 536 du Code municipal et 467.11 de la Loi sur les cités et villes tels que modifiés par les articles 62 et 63 du chapitre 31 des lois de 2004. Comme le prévoit l'article 261.1, l'article 48.39 aura effet à compter du 17 décembre 2005. Dans l'intervalle, l'article 261.1 maintient le contenu actuel des articles 536 du Code municipal et 467.11 de la Loi sur les cités et villes.</p>
<p>249. La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) est modifiée par l'insertion, après l'article 48.17, des sections suivantes :</p> <p>«SECTION V.3 «SERVICE MUNICIPAL DE TRANSPORT EN COMMUN</p> <p>«48.18. Une municipalité locale peut, par règlement dont copie doit être transmise au ministre, organiser un service de transport en commun de personnes dans le territoire de la municipalité et assurer une liaison avec des points situés à l'extérieur de ce territoire. Le règlement doit décrire le service projeté. (525 CM / 467 LCV)</p> <p>«48.19. Ce service de transport ne peut être effectué que par un transporteur qui est un organisme public de transport en commun, un titulaire de permis de transport par autobus, un titulaire de permis de taxi, un regroupement de titulaires de permis de taxi ou un transporteur scolaire lié par contrat avec la municipalité.</p>	<p>Cet article a pour effet d'intégrer à la <i>Loi sur les transports</i> les dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> relatives aux services municipaux de transport en commun (525 à 535.7 CM / 467 à 467.10.7 LCV) et aux services municipaux de transport des personnes handicapées (536 à 539 CM / 467.11 à 467.14 LCV).</p> <p>À noter que la « Commission » dont il est question dans les nouveaux articles introduits à la <i>Loi sur les transports</i> est la « Commission des transports du Québec » instituée en vertu de l'article 14 de cette loi.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Ce contrat peut être conclu sans procéder par demande de soumissions; lorsqu'une municipalité locale procède par demande de soumissions, elle n'est pas obligée de retenir quelque soumission que ce soit.</p> <p>Lorsque le contrat est conclu avec un transporteur scolaire, ce dernier peut utiliser d'autres véhicules que des autobus d'écoliers ou des véhicules d'écoliers de type minibus. Cependant il ne peut alors utiliser ces véhicules pour effectuer un transport d'élèves. (526 CM / 467.1 LCV)</p> <p>«48.20. Lorsqu'une municipalité organise pour la première fois un service de transport en commun autre qu'un service de transport collectif par taxi et qu'un titulaire de permis de transport par autobus de la catégorie déterminée par règlement du gouvernement opère sur son territoire, elle doit d'abord remettre son cahier des charges pour le service de transport en commun projeté à ce titulaire de permis.</p> <p>Ce titulaire de permis peut, dans les 30 jours qui suivent la remise du cahier des charges, soumettre une proposition à la municipalité.</p> <p>Le gouvernement peut, par règlement, déterminer la catégorie de permis de transport par autobus dont une personne doit être titulaire aux fins du présent article. (527 CM / 467.2 LCV)</p> <p>«48.21. À défaut d'entente avec le titulaire de permis dans les 90 jours qui suivent la remise du cahier des charges, la municipalité peut demander des soumissions.</p> <p>Elle doit, dans les 30 jours de l'ouverture des soumissions, négocier de nouveau avec le titulaire de permis après en avoir avisé par écrit tous les soumissionnaires et conclure avec celui-ci le contrat s'il accepte de l'exécuter au prix de la soumission la plus basse ou à un prix inférieur.</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Aucune modification ne peut être apportée au cahier des charges pour cette demande de soumissions ou pour cette négociation. <i>(528 CM / 467.3 LCV)</i></p> <p>«48.22. Malgré l'article 40, la Commission, à la suite de la réception d'une copie du contrat conclu par la municipalité pour l'organisation d'un service de transport en commun, autre qu'un service de transport collectif par taxi, modifie ou, s'il y a lieu, révoque tout permis de transport par autobus de la catégorie déterminée par les règlements pris en application de l'article 48.20 autorisant son titulaire à assurer sur le territoire de la municipalité un service qui viendrait en concurrence avec celui prévu au contrat. La modification ou la révocation du permis ne peut avoir lieu que dans la mesure requise pour en soustraire les services concurrentiels.</p> <p>Le présent article s'applique même lorsque le titulaire du permis est partie au contrat. Il ne s'applique pas dans le cas où la municipalité organise pour la première fois un service et que le contrat conclu est d'une durée inférieure à six mois.</p> <p>La Commission doit, avant de modifier ou révoquer un permis en vertu du premier alinéa, notifier par écrit au titulaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations. <i>(528.1 CM / 467.3.1 LCV)</i></p> <p>«48.23. Une municipalité locale doit, dès la conclusion d'un contrat, en faire parvenir une copie au ministre et à la Commission.</p> <p>Lorsque le contrat prévoit que la rémunération du transporteur est basée, en tout ou pour la plus grande partie, sur le nombre de passagers transportés, le contrat doit indiquer, sur une base annuelle, le nombre de passagers prévu par les parties et contenir une clause par laquelle la municipalité s'engage à combler une insuffisance de recettes attribuable à un nombre de passagers inférieur à celui prévu au contrat. <i>(529 CM / 467.4 LCV)</i></p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«48.24. La municipalité fixe, par résolution, les différents tarifs pour le transport des usagers selon des catégories qu'elle détermine.</p> <p>Elle peut modifier le service; la modification est faite par règlement, à l'exception d'une modification d'horaire qui peut être faite par résolution.</p> <p>Une copie certifiée conforme de toute résolution concernant les tarifs ou l'horaire doit être publiée dans un journal diffusé sur territoire de la municipalité et être affichée dans chaque véhicule. Aucun tarif ou modification d'horaire ne peut entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la date de la publication et de l'affichage.</p> <p>Le transporteur doit percevoir les tarifs et effectuer le nouveau service. Le contrat doit contenir des clauses d'ajustement du prix du contrat pour tenir compte des modifications de service. <i>(530 CM / 467.5 LCV)</i></p> <p>«48.25. Le membre du conseil qui propose l'adoption d'un règlement pour modifier le service doit déposer un projet de règlement. Un résumé de ce projet doit être publié dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité et être affiché dans les véhicules du transporteur au moins 30 jours avant l'adoption du règlement. <i>(531 CM / 467.6 LCV)</i></p> <p>«48.26. Un exemplaire d'un règlement de la municipalité modifiant le service doit être transmis au ministre. <i>(532 CM / 467.7 LCV)</i></p> <p>«48.27. Lorsqu'une municipalité locale adopte un règlement en vertu de l'article 48.18 ou 48.24, par lequel elle prévoit l'établissement ou la modification d'une liaison avec un point situé à l'extérieur du territoire de la municipalité, le ministre peut, dans les 30 jours de la réception de ce règlement, le désavouer quant à cette liaison; il en avise alors la municipalité et fait publier sa décision à la <i>Gazette officielle du Québec</i>.</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>Cependant, le ministre peut, avant l'expiration de ce terme, informer la municipalité de son intention de ne pas désavouer le règlement. (532.1 CM / 467.7.1 LCV)</p> <p>«48.28. Tout projet de règlement d'un conseil qui prévoit l'établissement ou la modification d'une liaison avec un point situé sur le territoire d'un organisme public de transport en commun doit être transmis à cet organisme public et à chaque municipalité locale dont le territoire est compris dans celui de l'organisme et touché par le parcours projeté, au moins 30 jours avant la date prévue pour l'adoption du règlement. (532.2 CM / 467.7.2 LCV)</p> <p>«48.29. Dans les cas prévus à l'article 48.28, une municipalité locale doit, lorsqu'elle transmet son règlement au ministre, y joindre une copie des avis qu'elle a reçus de l'organisme public de transport en commun et des municipalités auxquelles un projet de ce règlement a été transmis. (532.3 CM / 467.7.3 LCV)</p> <p>«48.30. Une municipalité locale peut, par résolution et sans procéder par demande de soumissions, conclure un contrat avec un transporteur visé à l'article 48.19 pour assurer, lors d'un événement spécial, sur le territoire de la municipalité, un service temporaire de transport en commun de personnes qui ne vienne pas en concurrence avec le service fourni par un titulaire en vertu de son permis. (532.4 CM / 467.7.4 LCV)</p> <p>«48.31. Une municipalité locale peut louer ou acquérir des biens aux fins de l'organisation du service de transport en commun. Elle peut les confier au transporteur avec qui elle est liée par contrat. Elle peut aussi conclure des contrats de services. (533 CM / 467.8 LCV)</p> <p>«48.32. Le transport effectué en vertu des articles 48.18 à 48.31 n'est pas soumis à la compétence de la Commission.</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p><i>(535.1 CM / 467.10.1 LCV)</i></p> <p>«48.33. La Commission ne peut délivrer un permis de transport par autobus ni modifier le service qu'est autorisé à fournir le titulaire d'un permis de transport par autobus sur le territoire d'une municipalité, d'un regroupement de municipalités ou d'une régie intermunicipale qui organise un service de transport en commun, sans l'autorisation préalable de cette municipalité, de la municipalité mandatée par les municipalités regroupées ou de cette régie intermunicipale.</p> <p>Si la municipalité ou la régie intermunicipale n'a pas manifesté à la Commission son refus dans les 60 jours de la demande d'autorisation de celle-ci, elle est réputée avoir donné son autorisation.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas dans les cas de suppression ou de réduction de service ou de mise en place d'un nouveau service qui ne vient pas en concurrence avec le service de transport en commun organisé par la municipalité, la municipalité mandatée ou la régie intermunicipale.</p> <p><i>(535.2 CM / 467.10.2 LCV)</i></p> <p>«48.34. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le service vise les parcours, la fréquence et l'horaire des voyages.</p> <p><i>(535.3 CM / 467.10.3 LCV)</i></p> <p>«48.35. Une municipalité locale peut prendre les mesures qu'elle estime appropriées pour promouvoir l'organisation et le fonctionnement de services de transport de personnes qu'elle n'organise pas elle-même et fournir des services de soutien aux usagers de ces services de transport et à ceux qui les organisent.</p> <p><i>(535.4 CM / 467.10.4 LCV)</i></p> <p>«48.36. Une municipalité locale peut, par résolution, accorder une subvention à un titulaire de permis de transport par autobus qui fournit un service sur le territoire de la municipalité ou qui maintient un parcours sur ce territoire.</p> <p><i>(535.5 CM / 467.10.5 LCV)</i></p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>«48.37. La présente section s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à une régie intermunicipale exerçant les compétences qui y sont prévues. <i>(535.6 CM / 467.10.6 LCV)</i></p> <p>«48.38. La présente section ne s'applique pas à une municipalité dont le territoire fait partie du territoire d'un organisme public de transport en commun. <i>(535.7 CM / 467.10.7 LCV)</i></p> <p>«SECTION V.4 «SERVICE MUNICIPAL DE TRANSPORT DES PERSONNES HANDICAPÉES</p> <p>«48.39. Une municipalité locale peut contracter avec toute personne pour assurer, sur le territoire de la municipalité, un service spécial de transport pour les personnes handicapées et pour assurer une liaison avec des points situés à l'extérieur de ce territoire. La résolution doit décrire le service projeté et être transmise au ministre. <i>(536 CM / 467.11 LCV)</i></p> <p>«48.40. Le contrat peut être conclu sans procéder par demande de soumissions.</p> <p>Une municipalité locale doit, dès la conclusion du contrat, en faire parvenir une copie au ministre et à la Commission. <i>(537 CM / 467.12 LCV)</i></p> <p>«48.41. Une municipalité locale fixe, par résolution, les différents tarifs pour le transport des usagers selon des catégories qu'elle détermine. Elle peut aussi, par résolution, modifier le service.</p> <p>Une copie certifiée conforme de toute résolution concernant les tarifs doit être publiée dans un journal circulant sur le territoire de la municipalité et être affichée dans chaque véhicule. Aucun tarif ne peut entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la date de la publication et de</p>	

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>l'affichage.</p> <p>Le transporteur doit percevoir les tarifs et effectuer le nouveau service. Le contrat doit contenir des clauses d'ajustement de son prix pour tenir compte des modifications de service. (537.1 CM / 467.12.1 LCV)</p> <p>«48.42. Les articles 48.39 à 48.41 s'appliquent, en faisant les changements nécessaires, à une régie intermunicipale exerçant les compétences qui y sont prévues. (538 CM / 467.13 LCV)</p> <p>«48.43. Une municipalité locale peut aussi, par résolution dont copie doit être transmise au ministre, accorder une subvention à tout organisme sans but lucratif qui assure l'organisation d'un service spécial de transport pour les personnes handicapées sur le territoire de la municipalité et, le cas échéant, assure une liaison avec des points situés à l'extérieur de ce territoire. Cette subvention ne peut être accordée qu'à la suite de la conclusion d'une entente entre la municipalité et cet organisme quant au service à être exploité.</p> <p>Une municipalité locale doit, dès la conclusion de l'entente, en faire parvenir une copie au ministre.» (539 CM / 467.14 LCV)</p>	
<p>LOI SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE</p>	
<p>250. L'article 8 de la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, de « 688.2 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par «128 de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	<p>Cette modification fait la concordance résultant du transfert du contenu de l'article 688.2 du <i>Code municipal du Québec</i> à l'article 128 du projet de loi relatif aux pouvoirs réglementaires d'une MRC en matière de parc régional.</p> <p>L'article 8 de la <i>Loi sur les véhicules hors route</i> autorise la circulation des véhicules hors route sur les terres du domaine de l'État, sous réserve des conditions, restrictions et interdictions</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
	imposées en vertu de certaines lois et règlements, dont les règlements adoptés par une MRC à l'égard d'un parc régional.
LOI SUR LA VENTE DES SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX	
<p>251. La Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4) est abrogée.</p>	Le contenu de cette loi composée de deux articles est repris à l'article 96 du projet de loi, à la différence que la décision ne se prend plus par règlement, puisqu'il ne s'agit pas d'adopter une règle obligatoire de caractère général et impersonnel.
LOI SUR LA VOIRIE	
<p>252. L'article 2 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-9) est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de « à la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou, selon le cas, au chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par « au chapitre I et à la section I du chapitre IX du titre II de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».</p>	Cette disposition fait la concordance avec les dispositions du projet de loi (paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 et articles 65 à 77) en matière de voirie qui prennent le relais des dispositions du <i>Code municipal du Québec</i> et de la <i>Loi sur les cités et villes</i> qui sont abrogées par le projet de loi (voir articles 206 et 225).
<p>ARTICLE 253</p> <p><i>Modifier l'article 253 :</i></p> <p><i>1° par la suppression, dans la deuxième ligne, du mot « à »;</i></p> <p><i>2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « au » par le mot « le »;</i></p> <p><i>3° par le remplacement, dans la cinquième ligne, de « au chapitre I et à » par « le chapitre I et ».</i></p>	Il s'agit d'un amendement pour corriger des erreurs de transcription.
<p>253. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de « à la sous-section 22.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou, selon le cas, au chapitre 0.1 du titre XIX du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) » par</p>	Cette disposition fait la concordance avec les dispositions du projet de loi (paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 et articles 65 à 77) en matière de voirie qui prennent le relais des dispositions du

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
« au chapitre I et à la section I du chapitre IX du titre II de la Loi sur les compétences municipales (<i>indiquer ici l'année de la sanction et le numéro de chapitre de cette loi</i>) ».	Code municipal du Québec et de la Loi sur les cités et villes qui sont abrogées par le projet de loi (voir articles 206 et 225).
<p>254. L'article 66 de cette loi est abrogé.</p>	<p>L'article 66 de la <i>Loi sur la voirie</i> prévoit :</p> <p>« 66. Pour l'application du premier alinéa de l'article 467.16 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), édicté par l'article 58 de la présente loi, et de celui de l'article 711.21 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1), édicté par l'article 63 de la présente loi, une municipalité locale qui, le 31 mars 1993, est responsable de la gestion d'une route ou d'une partie de route située hors de son territoire, autrement qu'en vertu d'une entente avec la municipalité locale sur le territoire de laquelle est située cette route ou partie de route, est réputée agir en vertu d'une telle entente.</p> <p>Le premier alinéa cesse de s'appliquer le 1er avril 1994 ou à la date antérieure où entre en vigueur une entente conclue entre les municipalités concernées au sujet de la gestion de la route ou de la partie de route. ».</p> <p>L'objet de cette disposition est épuisé depuis le 1^{er} avril 1994. Il consistait à régler des problèmes de nature transitoire lors de l'adoption de la nouvelle Loi sur la voirie en 1993. Depuis ce temps, la situation a pu être régularisée par des ententes intermunicipales.</p>
LOI DE TEMPÉRANCE	
255. La Loi de tempérance (S.R.Q., 1964, chapitre 45) est abrogée.	Cette loi est désuète. La municipalité dispose de larges pouvoirs réglementaires en matière de sécurité et de paix, ordre, bon gouvernement et bien-être général (articles 59 et 84).

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 255.1</p> <p><i>Insérer, après l'article 255, ce qui suit:</i></p> <p>LOI SUR L'EXERCICE DE CERTAINES COMPÉTENCES MUNICIPALES DANS CERTAINES AGGLOMÉRATIONS</p> <p>255.1. L'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (2004, chapitre 29) est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 7° et après les mots « d'eau », des mots « et lacs ».</p>	<p>ARTICLE 255.1</p> <p>Il s'agit d'une simple modification de concordance avec la section I du chapitre III du titre III du projet de loi qui porte sur les cours d'eau et les lacs. Cet amendement fait en sorte que les lacs avec les cours d'eau constituent une compétence intéressant l'ensemble formé par les municipalités liées au sens de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.</p>
<p>ARTICLE 255.2</p> <p><i>Insérer, après l'article 255.1, ce qui suit:</i></p> <p>LOI MODIFIANT LA LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LEGISLATIVES</p> <p>255.2. Les articles 62 et 63 du chapitre 31 des lois de 2004 sont abrogés.</p>	<p>Cet amendement en est un de concordance avec l'article 48.39 de la Loi sur les transports édicté par l'article 249, tel que modifié, qui reprend le contenu des articles abrogés par l'article 255.2.</p>
<p>TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES</p>	
<p>ARTICLE 256</p> <p><i>Modifier l'article 256 par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi) » par « le 1^{er} octobre 2005 ».</i></p>	<p>Cet amendement a pour objet de faire une modification de concordance avec l'amendement apporté à l'article 262 quant à la date d'entrée en vigueur de la loi.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>256. Aucune disposition d'une loi ou d'un décret pris en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9), régissant les pouvoirs d'une municipalité en particulier, en vigueur le (<i>indiquer ici la date de la sanction de la présente loi</i>), n'a l'effet de restreindre la portée d'un pouvoir accordé par la présente loi.</p>	<p>Il s'agit d'une disposition qui assure toute municipalité de bénéficier des dispositions du projet de loi qui sont plus généreuses et habilitantes que la loi particulière qui la régit. En principe, une disposition spéciale l'emporte sur une disposition générale.</p> <p>Or, il peut arriver qu'une charte particulière octroie à une municipalité, à l'égard d'un domaine de compétence, des pouvoirs plus restreints que ceux que lui accorde le projet de loi. En vertu des règles normales d'interprétation, les dispositions de la charte particulière devraient s'appliquer, restreignant les pouvoirs de la municipalité.</p> <p>Dans un tel cas, l'article 256 du projet fait bénéficier la municipalité des pouvoirs larges octroyés par le projet de loi en tassant les règles normales d'interprétation qui favorisent l'application de dispositions spéciales plus restrictives des chartes particulières.</p> <p>Un nettoyage des chartes particulières sera fait ultérieurement au moyen d'une loi d'application.</p>
<p>257. Dans les lois et leurs textes d'application, tout renvoi à une disposition abrogée ou remplacée par la présente loi est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi.</p>	<p>Cette disposition est une sûreté en matière de concordance pour permettre la modification de simple concordance de dispositions législatives non repérées dans le cadre des travaux d'élaboration du projet de loi.</p>
<p>258. Les chemins municipaux existant le 2 novembre 1871 peuvent conserver la largeur qu'ils ont le (<i>indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi</i>), bien que cette largeur soit moindre que celle requise par la loi en vertu de laquelle ces chemins ont été établis. (740 CM)</p>	<p>Cet article reprend le contenu de l'article 740 du <i>Code municipal du Québec</i>. Il facilite le travail des arpenteurs dont la pratique consiste à utiliser l'occupation d'un chemin pour valider sa largeur. Cet article sert surtout pour l'établissement de l'occupation actuelle ou la fermeture de très vieux chemins, lorsque les titres ou plans originaux sont insuffisants. Il permet de référer à la largeur légale des chemins de l'époque (1871): trente-six pieds français.</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>259. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, ententes et autres d'une municipalité locale ou d'une municipalité régionale de comté, adoptés conformément à une disposition remplacée ou abrogée par la présente loi demeurent en vigueur ou continuent d'avoir effet jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés ou jusqu'à ce que leurs objets soient accomplis.</p>	<p>Cette disposition assure la continuité des effets juridiques des actes réglementaires et administratifs de la municipalité.</p>
<p>ARTICLE 260</p> <p><i>Modifier l'article 260 :</i></p> <p><i>1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi) » par « le 1^{er} octobre 2005 »;</i></p> <p><i>2° par la suppression, dans la troisième ligne de « 744 et 745 ».</i></p>	<p>Cet amendement a pour objet de:</p> <p>1° faire une modification de concordance avec l'amendement apporté à l'article 262 quant à la date d'entrée en vigueur de la loi;</p> <p>2° supprimer la référence faite aux articles 744 et 745 du Code municipal, compte tenu du fait que l'article 1002 du Code civil s'appliquera, de sorte que la construction et l'entretien des clôtures se feront pour moitié ou à frais partagés par la municipalité et le citoyen.</p>
<p>260. Une municipalité locale dispose d'un délai de 24 mois à compter du (indiquer ici la date de sanction de la présente loi) pour adopter un règlement relativement à une matière visée par les articles 250 à 267, 744 et 745 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ou par l'article 438 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), tels qu'ils existaient le (indiquer ici la date du jour qui précède celui de la sanction de la présente loi), dont la substance est reprise sous forme d'un pouvoir réglementaire par la présente loi. Dans l'intervalle, ces articles continuent d'avoir effet.</p>	<p>Cet article a pour but d'éviter que, dans certains domaines, ne soit créé un vide juridique du fait qu'une disposition de nature substantive (dans le <i>Code municipal du Québec</i> ou la <i>Loi sur les cités et villes</i>) soit reprise sous forme de pouvoir réglementaire par le projet de loi. Par exemple, en matière de distribution d'eau potable, l'article 438 de la <i>Loi sur les cités et villes</i> prévoit qu'une municipalité peut exiger d'un propriétaire d'immeuble à logements qu'il établisse un tuyau de distribution distinct pour chaque locataire pour fins de contrôle. Ainsi, la municipalité bénéficierait d'un délai de deux ans pour adopter un règlement en vertu de l'article 21 du projet de loi.</p> <p>L'article 438 sera abrogé par le projet de loi (article 206). Il continuera d'avoir effet pendant deux ans, délai permettant aux municipalités d'adopter, au besoin, un règlement pour pallier à cette</p>

TEXTE DU PROJET DE LOI	COMMENTAIRES
<p>ARTICLE 261</p> <p><i>Modifier par le remplacement de « du Sport et du Loisir » par « et des Régions ».</i></p>	<p>abrogation.</p> <p>Cet amendement a pour objet de préciser le nouveau nom sous lequel est désignée la ministre en vertu du décret 125-2005 du 18 février 2005.</p>
<p>261. Le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir est chargé de l'application de la présente loi.</p>	
<p>ARTICLE 261.1</p> <p><i>Insérer, après l'article 261, le suivant :</i></p> <p>« 261.1. L'article 48.39 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) édicté par l'article 249 a effet à compter du 17 décembre 2005. Avant cette date, il doit se lire comme suit :</p> <p>« 48.39. Une municipalité locale peut contracter avec toute personne pour assurer, sur le territoire de la municipalité, un service spécial de transport pour les personnes handicapées et pour assurer une liaison avec des points situés à l'extérieur de ce territoire. La résolution doit décrire le service projeté et être transmise au ministre. ».</p>	<p>Cet amendement prévoit une mesure transitoire qui maintient la teneur actuelle des articles 536 du Code municipal et 467.11 de la Loi sur les cités et villes jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 48.39 de la Loi sur les transports édicté par l'article 249 tel qu'amendé.</p>
<p>ARTICLE 262</p> <p><i>Remplacer l'article 262 par le suivant :</i></p> <p>262. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005.</p>	<p>Cet amendement fixe la date d'entrée en vigueur du projet de loi au 1^{er} octobre 2005 pour donner le temps au milieu municipal de prendre connaissance du texte du projet de loi tel qu'adopté et pour permettre l'adoption du décret déterminant les cours d'eau exclus de la compétence des MRC (voir paragraphe 1^o du 1^{er} alinéa du nouvel article 102) entre les dates des sanction et d'entrée en vigueur de la loi.</p>
<p>262. La présente loi entre en vigueur le <i>(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)</i>.</p>	